



DATA/PAT

Le Président



Monsieur Jean-Marc PICHON
Maire de Boissy-sous-Saint-Yon
Hôtel de Ville
Place du Général De Gaulle
91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON

Évry-Courcouronnes, le

04 AOUT 2025

Monsieur le Maire,

Conformément à l'article R. 153-4 du Code de l'urbanisme, j'ai le plaisir de vous faire part de l'avis du Conseil départemental sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Boissy-sous-Saint-Yon arrêté par le Conseil municipal le 27 mai 2025.

I. Déplacements

Dans le rapport de présentation (p. 36), je vous invite à mettre à jour les éléments de présentation du projet RN20 en prenant en compte le Projet Partenarial d'Aménagement de la RN20.

Votre commune est concernée par le Plan Directeur de la RN 20, document cadre stratégique d'aménagement durable de cet axe majeur du sud francilien. Il avait été esquissé dès 2015 dans un premier plan directeur. Aujourd'hui, le projet RN 20 s'inscrit dans le cadre plus large du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) RN 20, délibéré en 2020, qui réunit l'ensemble des partenaires institutionnels concernés : État, Région, Île-de-France Mobilités, établissements de coopération intercommunale et communes riveraines.

Le PPA RN20 comporte 58 actions articulées autour de trois objectifs :

- 1- Faire de la RN20 un axe multimodal et partagé, avec à terme la mise en place d'un site propre de transport en commun, qui reflète une nouvelle vision de l'infrastructure routière, adaptée à l'évolution des usages de mobilité et des technologies.
- 2- Inscrire la RN20 dans une dynamique de transition écologique et d'innovation en faisant du Département un terrain d'expérimentation.
- 3- Accompagner le bloc local dans la requalification urbaine, paysagère et économique autour de l'axe pour garantir l'acceptabilité des projets locaux et leur insertion dans l'environnement.

La « station d'Arpajon-sud » est aujourd'hui identifiée comme le futur Pôle d'Echange Multimodal (PEM) d'Avrainville.

2025-00052

Affaire suivie par : Nicolas DUVAL - DATA/PAT - Tél : 01.60.91.90.21

Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 ÉVRY-COURCOURONNES CEDEX

Tél.: 01 60 91 91 91
essonne.fr



Le courrier doit être adressé à
Monsieur le Président
du Conseil départemental



Dans le rapport de présentation également (p. 52), les dispositifs départementaux décrits en matière de covoiturage ne sont plus d'actualité.

Dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), vous êtes invité à préciser l'implantation des arrêts de bus sur les plans des projets. Seule l'OAP « Les Sablons » aborde la thématique.

II. Réseau routier départemental

De manière générale, votre commune est invitée à soumettre, de manière systématique, aux services départementaux les projets susceptibles d'affecter les routes départementales.

III. Environnement et cadre de vie

1. Volet « Espaces naturels sensibles »

Les Espaces naturels sensibles (ENS)

La politique des ENS est abordée dans le rapport de présentation (pages 88 et 89). Pour information, cette dernière est présentée sur le site du Département essonne.fr - rubrique patrimoine naturel, ainsi que dans le Schéma départemental des ENS (SDENS) 2023-2030.

Suite au vote de ce SDENS, le recensement ENS présent sur le territoire communal n'est plus d'actualité. Désormais, tout espace en zonage N au PLU est considéré comme éligible à la politique départementale d'aides financières au titre des ENS. Ainsi, des subventions peuvent être accordées, sous conditions, pour l'acquisition foncière, la réalisation d'études et l'aménagement des espaces naturels du territoire communal.

En conséquence, les différents éléments du PLU ne doivent plus faire apparaître de représentations cartographiques du recensement ENS. Il est donc nécessaire d'utiliser la cartographie des ENS actualisée qui est jointe au présent avis.

Les services du Département se tiennent prêts pour accompagner la Commune dans ces démarches en cas de besoin.

D'autres éléments vous sont apportés en annexe à cet avis sur cette thématique.

Le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est inscrite à ce Plan (voir présentation en annexe) suite à la délibération du 24 janvier 2005. Une cartographie est jointe à cet avis et peut alimenter le PLU en valorisant l'engagement de votre Commune dans la préservation de ses sentiers. De plus, elle est traversée par un itinéraire départemental de randonnée pédestre « Sur les traces de la Renarde ». Cet itinéraire traverse 10 communes et propose 9 boucles de 3 à 12,5 km.

Par ailleurs, il est possible que votre Commune souhaite renforcer la protection de ses chemins ruraux, voire simplement d'en inscrire certains pour la première fois afin de les préserver. Une révision du PDIPR pourrait donc être à envisager entre les services communaux et départementaux. Dans ce cas, l'équipe du Conservatoire des ENS est à la disposition de la municipalité pour l'accompagner dans sa démarche.

Autres informations

Dans le cadre de la politique des ENS, il est important de rappeler que votre Commune peut aussi bénéficier de conseils techniques sur la protection de la biodiversité, outre les aides financières pour l'acquisition, l'étude et l'aménagement d'espaces naturels recensés en ENS et de chemins inscrits au PDIPR.



2. Volet « Eau »

Rapport de présentation (RP)

Le paragraphe consacré à l'assainissement (page 114) ne présente quasiment aucune information. Il serait nécessaire d'y préciser quelle(s) collectivité(s) est/sont compétente(s) en assainissement collectif, non collectif et eaux pluviales et ce d'autant plus que, dans l'annexe sanitaire (page 13), il est indiqué que le SYORP est la structure compétente en assainissement eaux usées et eaux pluviales.

Annexes sanitaires

Il est conclu, dans l'annexe sanitaire, que le réseau d'assainissement est suffisamment dimensionné. Cette conclusion apparaît prématurée dans la mesure où le schéma directeur porté par le SYORP est en cours (situation indiquée). Le système d'assainissement est conforme en 2023 mais doit gérer la présence importante d'eaux claires parasites nécessitant un programme conséquent de travaux.

Ce même schéma directeur doit aboutir à la détermination des cartes de zonages d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales). Les annexes sanitaires ne comportent d'ailleurs pas ces zonages d'assainissement. La réalisation de ces zonages et leur annexion au PLU représente pourtant une exigence réglementaire selon le Code général des Collectivités territoriales. Ces zonages sont à annexer au PLU après enquête publique (article L123-1 du Code de l'urbanisme) :

« Les communes ou les syndicats compétents ont l'obligation de réaliser un zonage « eaux usées » (art. L.2224-10 du code général des collectivités territoriales), c'est-à-dire une cartographie des zones dans lesquelles l'assainissement sera collectif et les zones dans lesquelles l'assainissement sera non collectif. Dans les zones d'assainissement collectif, la collectivité locale est tenue d'assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux usées. Dans les zones d'assainissement non collectif, la collectivité locale doit assurer le contrôle des installations d'assainissement autonome.

Les communes ou leur groupement délimitent après enquête publique :

- *Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».*

3. Volet « Déchets »

Le diagnostic (pages 139 et suivantes) pourrait être compléter par la présentation de la répartition des différents gisements de déchets en ratio kg/habitant/an (Ordures Ménagères Résiduelles, Collecte Sélective et déchèterie) à l'échelle de la commune, ou à défaut à l'échelle intercommunale, ainsi qu'une comparaison avec la moyenne nationale pour les différents ratios présentés.

Il est également recommandé de mentionner, dans le diagnostic, les conséquences de l'évolution de la population sur la production de déchets et de mettre en avant les actions proposées, à l'échelle de la commune, pour accompagner cette tendance.

Enfin, il est demandé de faire référence au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) adopté en novembre 2019 et de mettre en perspective ses informations avec les données en matière de gestion des déchets obtenues à l'échelle communale.



4. Volet « Energies et électromobilité »

Energies renouvelables

L'état des lieux du PLU fournit des données précises sur la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre, avec une répartition par secteur et des comparaisons à l'échelle intercommunale et départementale. De plus, le document recense les potentiels locaux en énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie, bois-énergie), en s'appuyant sur des sources régionales (SRCAE, Schéma Éolien, données climatiques), ce qui constitue un bon socle d'analyse.

Le volet « Energie » du rapport de présentation gagnerait cependant à être complété avec les éléments suivants :

- Une cartographie des réseaux énergétiques (électricité, chaleur, gaz) et des infrastructures existantes (installations de production, chaufferies, panneaux solaires, etc.), pour obtenir une vision territorialisée et opérationnelle du potentiel de développement des énergies renouvelables (ENR).
- Une analyse des besoins locaux (résidentiel, économique, équipements publics) et de la capacité réelle d'intégration des ENR dans le tissu urbain, pour identifier les zones prioritaires à équiper.
- Un croisement de cet état des lieux avec les enjeux environnementaux (protection des sols, paysages, biodiversité) et les contraintes réglementaires (zonages, servitudes) à intégrer pour obtenir un diagnostic complet.

Par ailleurs, le document pourrait étudier la possibilité de promouvoir des solutions innovantes (ombrières photovoltaïques, agrivoltaïsme, autoconsommation collective), fortement attendues dans les politiques d'urbanisme énergétique.

Enfin, le PLU pourrait prévoir des dispositions incitatives complémentaires, comme des bonifications de droits à construire sous conditions de performance énergétique ou d'autoproduction, ou encore l'intégration dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de stratégies énergétiques localisées, permettant d'articuler plus fortement planification urbaine et transition énergétique du territoire.

➤ Electromobilité

Le PLU de Boissy-sous-Saint-Yon montre une prise de conscience claire des enjeux de transition énergétique et de mobilité durable. Le diagnostic met en évidence l'impact fort des transports routiers sur les émissions de gaz à effet de serre (GES), en soulignant la dépendance de la population à la voiture individuelle et le déficit d'infrastructures alternatives (IRVE, pistes cyclables, transports collectifs). À ce titre, le PLU s'aligne avec les orientations nationales et régionales en matière de décarbonation.

Afin d'amplifier les effets positifs du PLU et de répondre pleinement aux enjeux de transition énergétique, il est recommandé de :

- Compléter le diagnostic par une cartographie des IRVE existantes, des flux de mobilité, des besoins en recharge à court et moyen terme, ainsi que par une analyse des zones à fort potentiel de développement de mobilité électrique (centralités, parkings relais, équipements publics, pôles d'activités).
- Territorialiser les ambitions du PLU en identifiant dans les OAP ou par zonage spécifique :
 - Des secteurs prioritaires pour le déploiement d'IRVE (ex. : centre-bourg, pôles scolaires ou culturels, franges urbaines) ;
 - Des localisations potentielles de hubs de mobilité ou de stationnements mutualisés.
- Prévoir des outils incitatifs et opérationnels, tels que :
 - Un bonus de constructibilité pour les projets exemplaires en matière d'énergie et de mobilité ;



- Un règlement des zones à urbaniser conditionnant la constructibilité à la mise en œuvre effective d'aménagements IRVE, vélo ou ENR ;
- Des partenariats avec des opérateurs pour l'installation de bornes publiques ou de flottes de véhicules partagés.
- Articuler les politiques de mobilité avec l'efficacité énergétique en intégrant dans les opérations urbaines une approche systémique : bâtiments performants, accès facilité aux mobilités décarbonées, production d'énergies renouvelables sur site (ombrières, autoconsommation, boucles locales).

5. Volet « Lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain »

Le Département de l'Essonne mène depuis 2020 une politique volontariste en matière de sobriété foncière. En 2023, il a adopté une stratégie de lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain (2023-2030). Il a ainsi retenu le principe d'accompagner les territoires et de mettre à leur disposition des données sur l'état des sols essonniers.

En tant que personne publique associée, le Département apporte ainsi des conseils aux communes et intercommunalités dans le cadre de leurs documents de planification pour encourager la bonne prise en compte de la préservation des sols et de la biodiversité. A cet effet, il a produit des fiches de recommandations à destination des communes sur les sols et le patrimoine naturel (voir documents ci-joints).

Le Département met également à la disposition des collectivités différents outils pour la préservation des sols : études, dispositif financier pour la renaturation, banque foncière environnementale, charte pour la maîtrise de l'extension commerciale... La Direction de la transition écologique peut être consultée pour obtenir ces informations (contact : 01 60 91 93 03 – dpecquet@cd-essonne.fr).

En conclusion, j'émet un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté, en vous proposant d'intégrer les remarques susvisées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes salutations distinguées.

François Durovray

Pièces jointes :

- Annexe « Environnement et cadre de vie »
- Cartes ENS et PDIPR
- Itinéraires historiques « Voie gallo-romaine Lutèce-Cenabum », « Chemin de Saint-Jacques de Compostelle » et « Ligne ferroviaire CGB d'Arpajon à Etampes »
- Fiche « Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) »
- Fiche « Prise en compte du patrimoine naturel dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) »



ANNEXE

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Volet « Espaces naturels sensibles »

Le patrimoine naturel et les continuités écologiques

Le rapport de présentation présente les continuités écologiques. Il serait opportun de les inclure dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), a minima celles du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Dans l'idéal, une déclinaison locale de la Trame verte et bleue régionale est conseillée.

Le rapport de présentation pourrait prévoir un paragraphe sur la faune et la flore présentes sur le territoire communal. La commune et le bureau d'étude peuvent s'appuyer sur les bases de données de l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) et du Conservatoire botanique national du Bassin parisien (CBNBP - Base de données Flora).

Une étude préalable de type ABC (Atlas de la biodiversité communale) permettrait de compléter ces données sur l'ensemble du territoire communal et d'identifier les continuités écologiques locales (plus précises que celles du SRCE) sur le plan de zonage.

Par ailleurs, l'utilisation d'essences locales pour les plantations est déjà encadrée par le règlement. En plus de l'annexe au règlement, votre collectivité peut s'appuyer sur le guide « *Plantons local en Île-de-France* » publié par l'Agence régionale de la biodiversité (ARB), disponible en téléchargement gratuit¹. Il serait également souhaitable que ces plantations soient issues du Label Végétal Local, afin de garantir leur origine écologique. La liste des pépinières labellisées est accessible sur le site internet dédié.²

Les Espaces naturels sensibles (ENS)

Le droit de préemption ENS est un outil foncier dont la Commune peut disposer pour acquérir en priorité des parcelles mises en vente au sein d'espaces naturels. Sa définition sur le territoire communal se fait en collaboration entre la municipalité et le Conservatoire départemental des ENS. Des zones de préemption ENS départementales sont présentes sur le territoire, et une représentation cartographique doit obligatoirement apparaître (cf. carte en PJ).

La zone de préemption ENS s'applique uniquement aux zones N des PLU (voire A dans le cas de haies, bosquets, mares, etc.). Or, des incompatibilités sont relevées avec les zonages du PLU (Zone de préemption départementale ENS en zonage Ac). Il est donc indispensable de mettre à jour ces périmètres. Celle-ci peut être envisagée après l'approbation du PLU.

Les Jardins naturels sensibles (JNS)

Les Jardins naturels sensibles (JNS) sont des espaces privés ou publics, dont les propriétaires (ou gestionnaires) s'engagent, par la signature d'une charte, à respecter certains engagements concernant le jardinage au naturel.

Inscrire son espace en JNS, c'est participer au renforcement des trames verte et bleue de l'Essonne.

L'ensemble des "JNS" forme ainsi un maillage de jardins écologiques favorables à la biodiversité et à son déplacement sur le territoire essonnien. Ces JNS sont complémentaires des ENS instaurés par le Conseil départemental et les communes.

¹ https://www.arb-idf.fr/fileadmin/DataStorageKit/ARB/Publications/arb-idf_-_plantons_local_en_idf_-_web-bd.pdf

² <https://www.vegetal-local.fr/vegetaux-producteurs/recherche>



La commune de Boissy-sous-Saint-Yon comprend actuellement 3 JNS sur son territoire. Cette démarche pourrait donc être développée en direction de la population locale (plus d'informations sur la page : <http://www.essonne.fr/cadre-de-vie-environnement/patrimoine-naturel/ayez-la-nature-participative/>).

Le permis de végétaliser

Dans la continuité du renforcement des trames vertes et brunes, la Commune pourrait proposer un permis de végétaliser sur son territoire. L'objectif est d'autoriser les riverains à planter sur des espaces publics (trottoirs, places publiques, au pied des arbres, etc.) des espèces végétales locales. Pour plus d'information sur ce dispositif et un accompagnement dans sa mise en place, la Commune peut se rapprocher du Conservatoire départemental des ENS.

Le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

La loi du 22 juillet 1983 donne compétence aux Départements pour élaborer et mettre en œuvre ce Plan, après avis des communes concernées. C'est un outil de préservation et de découverte des espaces.

Les objectifs du PDIPR sont :

- d'assurer la protection juridique des chemins ;
- de favoriser la pratique de la randonnée, en assurant la continuité des itinéraires afin de constituer sur l'ensemble du territoire essonnien un réseau cohérent ;
- de contribuer à la découverte des patrimoines naturel, culturel et touristique essonnien ;
- d'assurer un maillage des espaces naturels (liens entre les uns et les autres).

Il est utile de préciser que ce classement au PDIPR permet aux collectivités de solliciter l'aide financière du Département pour la réhabilitation de ses sentiers ruraux, la pose d'équipements (panneaux, barrières), voire leur valorisation paysagère et écologique (plantation de haies).

Autres données

En 2008, une étude visant à recenser l'ensemble des itinéraires historiques relatifs au territoire essonnien a été réalisée pour le compte du Département. La commune de Boissy-sous-Saint-Yon est concernée par ceux de la « Voie gallo-romaine Lutèce-Cenabum », du « Chemin de Saint-Jacques de Compostelle » et de la « Ligne ferroviaire CGB d'Arpajon à Etampes » (cf. documents en PJ).

PDIPR en vigueur (délibération du 24/01/2005)

- Volet pédestre
- Volet équestre
- Volets pédestre et équestre

MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON

12 AOUT 2025

COURRIER ARRIVE

N



Saint-Yon

Avrainville

Boissy-sous-Saint-Yon

Saint-Sulpice-de-Favières


Mauchamps

Torfou

Chamarande

0 250
m

Zone de préemption ENS

 Zone de préemption déléguée à la Commune

MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON
12 AOUT 2025
COURRIER ARRIVE



Saint-Yon

Avrainville

Boissy-sous-Saint-Yon

Saint-Sulpice-de-Favières

Mauchamps

Chamarande

Torfou

0 250
m

A-02**Voie gallo-romaine Lutèce-Cenabum**

Voie gallo-romaine Paris-Orléans, Via Lutetia

Commune(s) concernée(s) par l'axe : Saulx-les-Chartreux, La Ville-du-Bois, Ballainvilliers, Linas, Neuville-sur-Orge, Saint-Germain-lès-Arpajon, Avrainville, Egly, Boissy-sous-Saint-Yon, Torfou, Chamarande, Etrechy, Morigny-Champigny, Étampes, Ormoy-la-Rivière, Boissy-la-Rivière, Saclas, Saint-Cyr-la-Rivière, Méréville.

Point d'entrée : 48° 44'26 - 2° 18'08

Point de sortie : 48° 17'47 - 2° 06'37

Développement : 54 km en Essonne

Typologie**Itinéraire antique****Données historiques**

Éléments de datation de l'itinéraire historique : Vers 210 (Itinéraire d'Antonin)

La *via lutetia*, de Paris à Orléans (Lutèce – Cenabum) par Saclas (Salioclitia), appartient au grand itinéraire qui relie la Germanie à l'Espagne, axe commercial important du monde romain. Il se dirige dans le prolongement de l'axe nord-sud (*cardo*) de Lutèce, passant par l'Île de la Cité. Un réseau de voies gauloises préexistait qui a favorisé la relative rapidité de la conquête de la Gaule par les Romains. Il pourrait localement s'agir d'une voie gauloise, peut-être même établie sur des pistes protohistoriques, restaurée et entretenue par les Romains. Quoi qu'il en soit, seule la période d'utilisation gallo-romaine est attestée par des sources convergentes : bornes milliaires, *Table de Peutinger*, et surtout l'*Itinéraire d'Antonin* qui mentionne *Salioclitia* (*mutatio* et sanctuaire gallo-romain) à égale distance entre *Cenabo* (Orléans) et *Lutetiam* (Paris).



Table de Peutinger (extr. montrant l'axe Luteci-Cenabo)



Agrandissement de la Carte de la Gaule (L. Carrez, 1886)

Sources d'identification : *Table de Peutinger* (16^e s.) ; borne milliaire 498 (8973), datée de 274, trouvée à Saclas et conservée au musée d'Orléans ; *Itinéraire d'Antonin* (3^e s.) mentionnant *Salioclitia* (368-1), l'actuel Saclas, *mutatio* (étape) à égale distance entre *Cenabo* (Orléans) et *Lutetiam* (Paris) ; tronçon conservée de la **voie romaine** au sud d'Étampes : chaussée observée lors de travaux de la RD 49 en 2006 à Méréville et entre Saclas et Ormoy-la-Rivière (Dutilleux, 1885) ; tronçon de voie empierrée découvert à Ballainvilliers (La Croix Saint-Jacques) en 1902 ; chaussée dallée à Linas sous la rue Saint-Merry et la rue Monvinet découverte en 1893. Éléments de **cadast ration romaine orthonormée**, conservés et soulignés par les cartes anciennes : cadastre napoléonien (AD91 : série 3C) ; Plan de Massy, 1782 (AD91 : C35-15), Plan de territoire de la paroisse de Torfou, 1787 (AD91 : C3-49) ; Plan de Chamarande, 1785 (AD91 : C1-43) ; Plan de la paroisse de Linas, 1786 (AD91 : C2-36), Plan du territoire d'Étampes, 1785 (AD91 : C35-14).

12 AOÛT 2025

Diagnostic / État de conservation

COURRIER ARRIVE

Sur les 54 km de cet axe traversant l'Essonne, le tracé des treize premiers, de Massy à Linas, est difficile à confirmer du fait de l'urbanisation qui touche le nord du département et de données archéologiques trop parcellaires. Le tracé y est incertain, se juxtaposant ou se fondant en partie avec l'actuel RN 20 sauf dans la plaine de Saulx-les-Chartreux où la voie est clairement matérialisée par la limite communale avec Ballainvilliers. Cette section, faute de continuité, est peu exploitable. De Linas jusqu'à Etampes, le tracé est bien reconstitué et présente encore de nombreuses sections où les déplacements de loisirs peuvent se pratiquer. A partir d'Etampes, l'itinéraire est parfaitement conservé et continu. C'est la « Voie romaine », ancien chemin vicinal qui depuis le faubourg du Petit Saint-Mars mène à Saclas par le plateau. Après avoir franchit la Juine à Saclas (site cultuel et thermes gallo-romains), la voie apparaît quasi-intacte sur un linéaire de 2500 m, uniquement soulignée par un chemin rural, entre Saclas et l'intersection avec la RD 145 au nord-est de Méréville. En poursuivant au sud jusqu'à la limite du département, son tracé rectiligne est réutilisé par la RD 49 (route d'Orléans par Autruy-sur-Juine).

Diagnostic / Évaluation patrimoniale

Critères / valeur	Faible	Moyen	Fort
Rareté/originalité	<div></div>	<div></div>	<div></div>
Valeur structurante dans le paysage environnant	<div></div>	<div></div>	<div></div>
État de conservation	<div></div>	<div></div>	<div></div>

Itinéraire historique d'intérêt majeur à prendre en compte en priorité

Date du diagnostic : 4 août 2008

Dernière modification de la fiche : 01/12/2008 11:47

BibliographieSur les voies romaines en général :**Chevallier Raymond** – Les voies romaines. *Collection U*, Armand Colin éd., 1972.**Chevallier Raymond** – Les voies romaines. *Libr. Internationale Picard*, 1997.**Coulon Gérard** – Les voies romaines en Gaule. *Coll. Promenades archéologiques*, Ed. Errance, 2007.**Thiollier-Alexandrowicz G.** – Itinéraires romaine en Gaule romaine. *Archéologia h.s. n°8*, 1996.**Loth Yan** – Tracés d'itinéraires en Gaule romaine. *Amatteis éd.*, 1986.Sur la voie Lutèce - Cenabum :**Anonymus Ravennas** (Anonyme de Ravenne) et **Guido da Pisa** - Ravenmatis anonymi Cosmographia et Guidonis Geographica. *Joseph Schnetz (éd.), Leipzig, 1940 (Itineraria Romana, 2) ; repr. Stuttgart, 1990 (ISBN 3-519-04274-6). (voir l'analyse de Michel ROUCHE in Clovis, Univ. Paris-Sorbonne, tome 1, 1997, p.563-564.***Jean Baptiste Bourguignon d'Anville** - Notice de l'ancienne Gaule: tirée des monumens romains, dédiée a S. A. S ... (Salioclitia - Page 570). *Académie des inscriptions et belles-lettres France, Académie des inscriptions & belles-lettres (France)*, 1760.**Dutilleux A.** – Recherches sur les voies anciennes dans le département de Seine-et-Oise. Versailles, Cerf, 1881, p. 521**Grenier A.** – Manuel d'archéologie gallo-romaine, Archéologie du sol, les routes. 1934, réed. Paris, Picard, 1985, p. 263.**Toussaint M.** – Répertoire archéologique du département de Seine-et-Oise (période gallo-romaine et époque franque). Paris, C.N.R.S., 1951.**Jalmain Daniel** – Étude des voies romaines entre Seine-et-Loire. *Coll. Intern. Sur la cartographie archéologique et historique*, IPN, 1970. Actes publiés par A. Piganiol, 1972.

12 AOÛT 2025

COURRIER ARRIVE

Bibliographie (suite)

Jalmain Daniel – Prospection aérienne de la voie romaine Paris-Orléans. S.I. : s.n., 1962, 5p.

Baratault Anne-Claire – Le Moyen-Âge dans le département de l'Essonne (VI^e au XII^e s.). *Mém. De maîtrise*, Paris Univ. Paris X, 1990 (AD91 : in 4°/1789. (AD91 : in 4°/1789).

Naudet François – Carte archéologique de la Gaule. L'Essonne. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2004.

Gélis Jacques (dir.) – Le pays d'Étampes, regard sur un passé. Tome 1 : Des origines à la ville royale. Étampes-Histoire éd., 2003.

Autres ressources documentaires

Carte de la gaule mentionnant *Salioclitia* (Sacras) par Migeon, 1880.

Ressources INTERNET (liens valides au 1er décembre 2008) :

Sur les itinéraires romaines en Gaule (définition) :

http://www.estaires.com/histoire/voies_romaines.htm

http://fr.wikipedia.org/wiki/Voie_romaine

<http://pagesperso-orange.fr/itineraires-romains-en-france/templates/liens.htm>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Voies_romaines_en_Gaule

La table de Peutinger

http://fr.wikipedia.org/wiki/Table_de_Peutinger

L'Itinéraire d'Antonin et l'Anonyme de Ravenne

http://fr.wikipedia.org/wiki/Itin%C3%A9raire_d%27Antonin

http://fr.wikipedia.org/wiki/Anonyme_de_Ravenne

Carte de la gaule et des voies romaines par Ambroise Tardieu, 1842.

University of Alabama Map Library

http://alabamamaps.ua.edu/historicalmaps/europe/france_benelux/france.html

Cartes Vidal-Lablache des peuples et cités gauloises

http://www.hipkiss.org/data/maps/j-m-dent-and-sons_atlas-of-ancient-and-classical-geography_1912_gallia-france_2067_2894_600.jpg

Reportage photographique

Limite communale de Ballainvilliers avec Saulx-les-Chartreux



Rue de la Cerisaie [VR03-01]



Chemin de Lunézy [VR03-02]



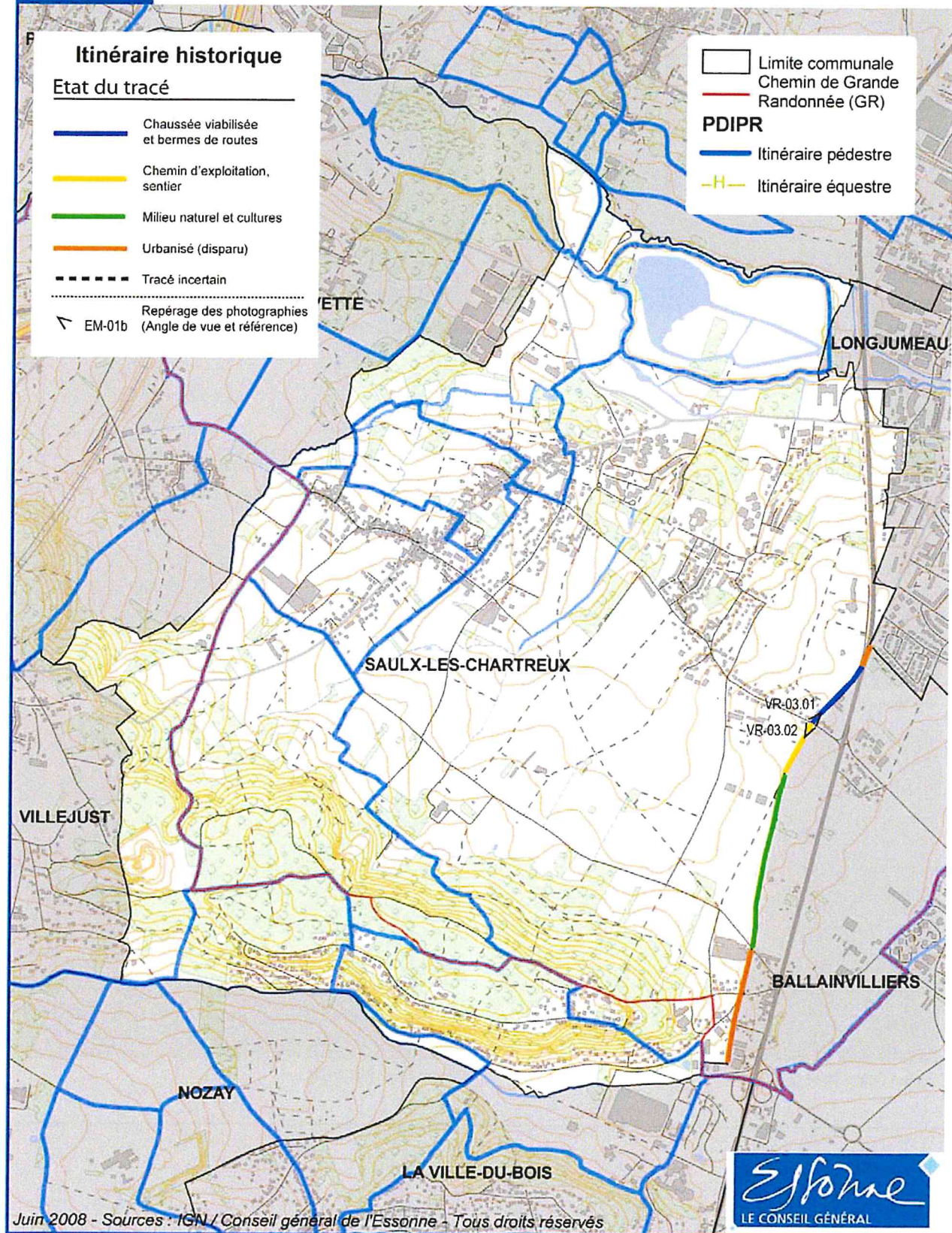
12 AOUT 2025

COURRIER ARRIVE

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Saulx-les-Chartreux**

500 Mètres

N



Reportage photographique

COURRIER ARRIVE

Commune de Linas



Rue Saint-Merry [VR06-01]



Jonction de la rue Montvinet et de la rue Saint-Merry [VR06-03]



Rue Montvinet [VR05-06]



Rue de la Vachère [VR05-05]



Chemin Chêne Moitie [VR05-04]



Chemin Royal [VR05-03]

MAIRIE
BOISSY-SOUS-SAINT-YON

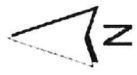
12 AOÛT 2025

COURRIER ARRIVÉ

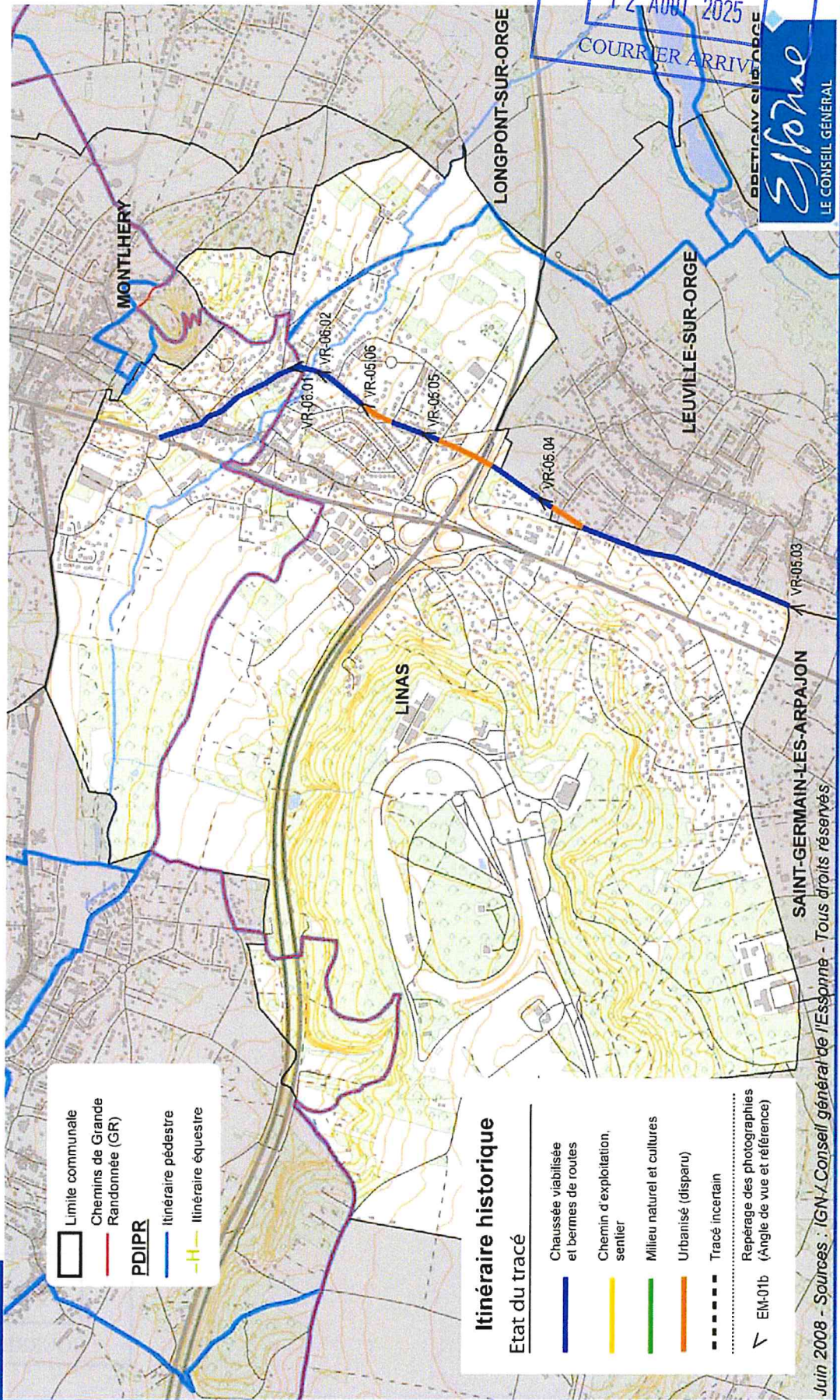
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Commune de Linas

CENS

Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

0 500 Mètres



Reportage photographique

Commune de Leuville



Rue Raymond Faure [VR05-02]

Reportage photographique

Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon



Rue de la Commune de Paris [VR05-01]



MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON

12 AOUT 2025

COURRIER ARI

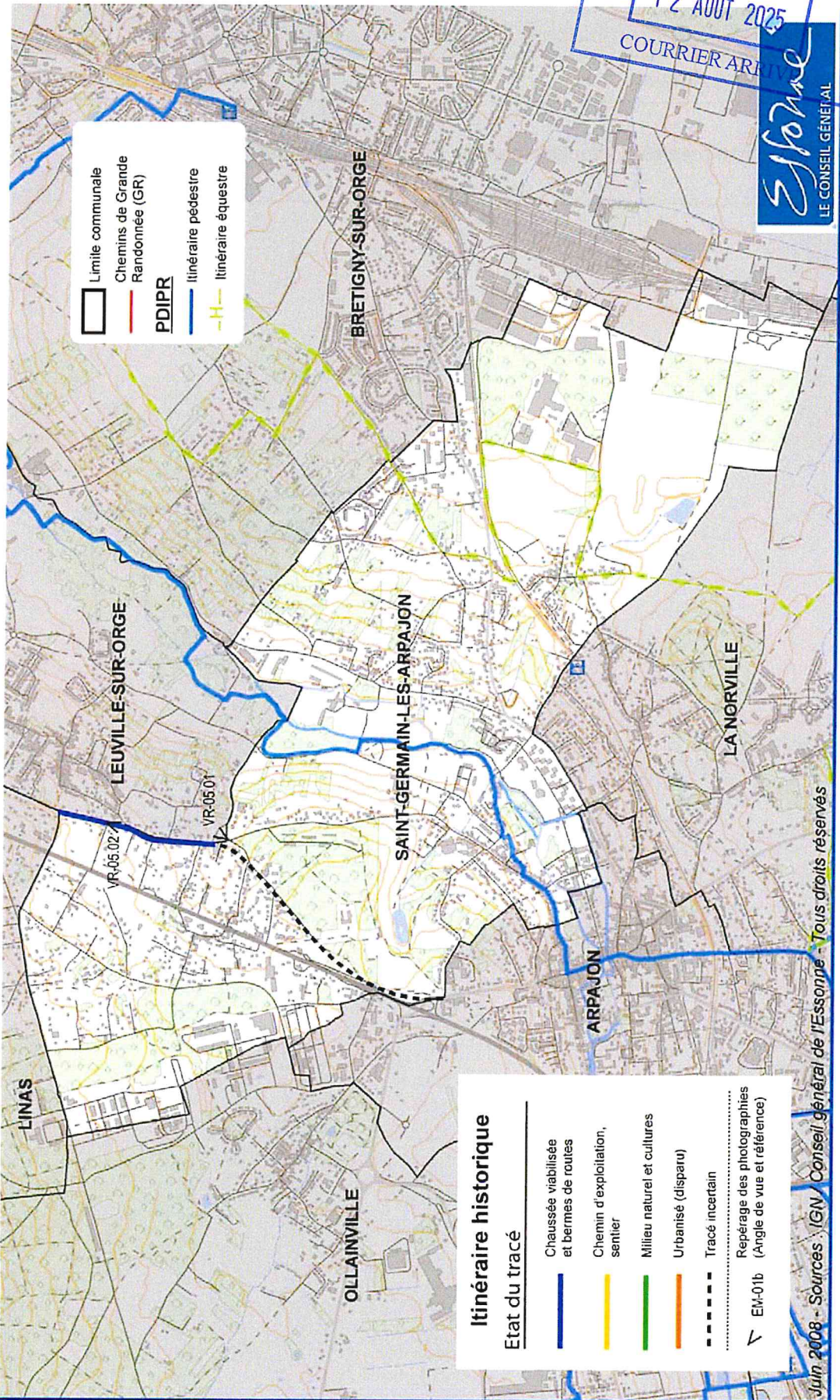
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon

CENS

Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

0 500 Mètres

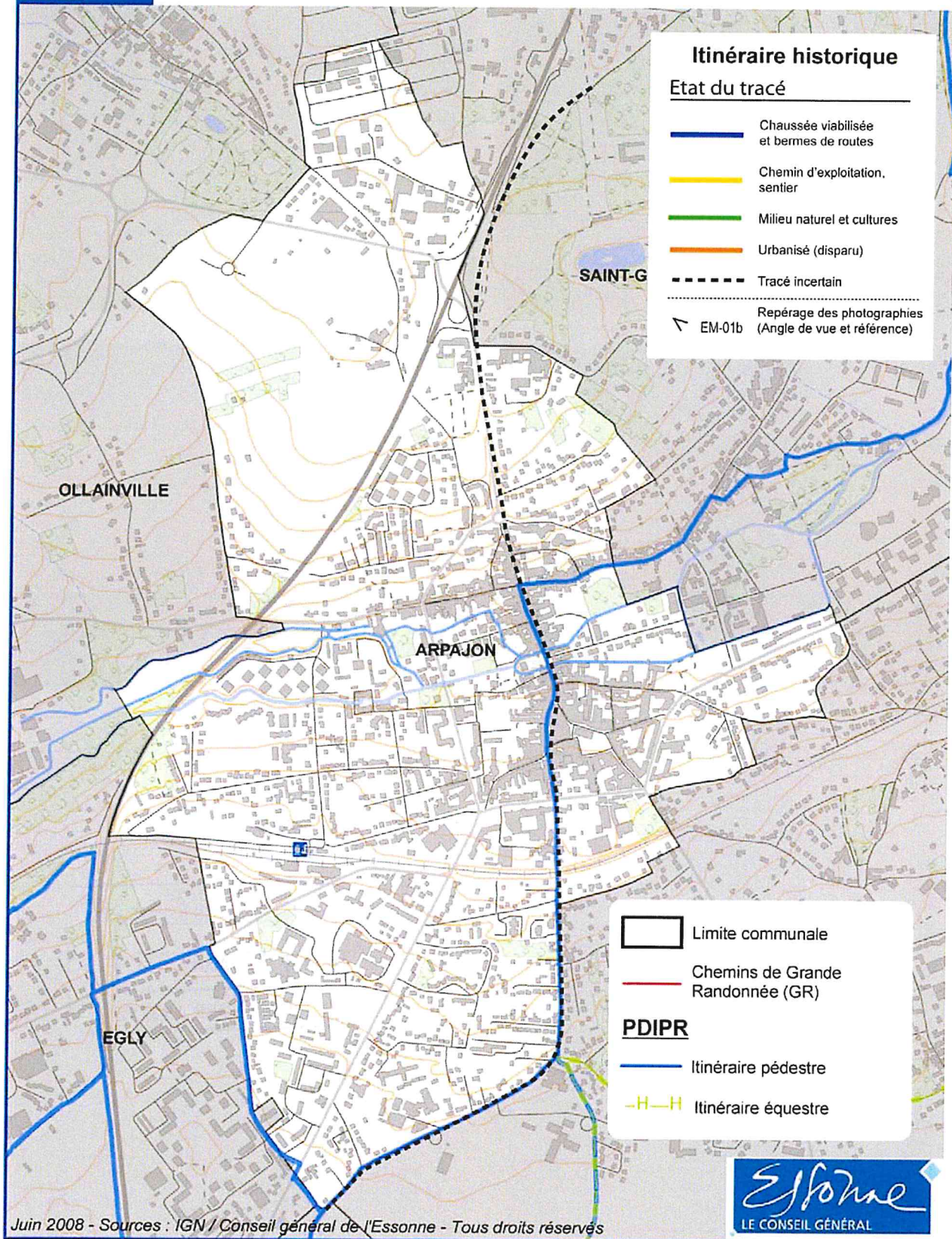


Reportage photographique
Commune d'Arpajon
Itinéraire non précisé (L'emplacement du Vicus d'Arpajon est inconnu)



**CENS**Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune d'Arpajon**

0 500 Mètres



Reportage photographique**Limite communale d'Avrainville avec Egly et Boissy-sous-Saint-Yon**

A l'ouest de la RN 20 en direction de la Tournasse [VR01-13]



Coupure de la voie par la RN 20 [VR01-12]

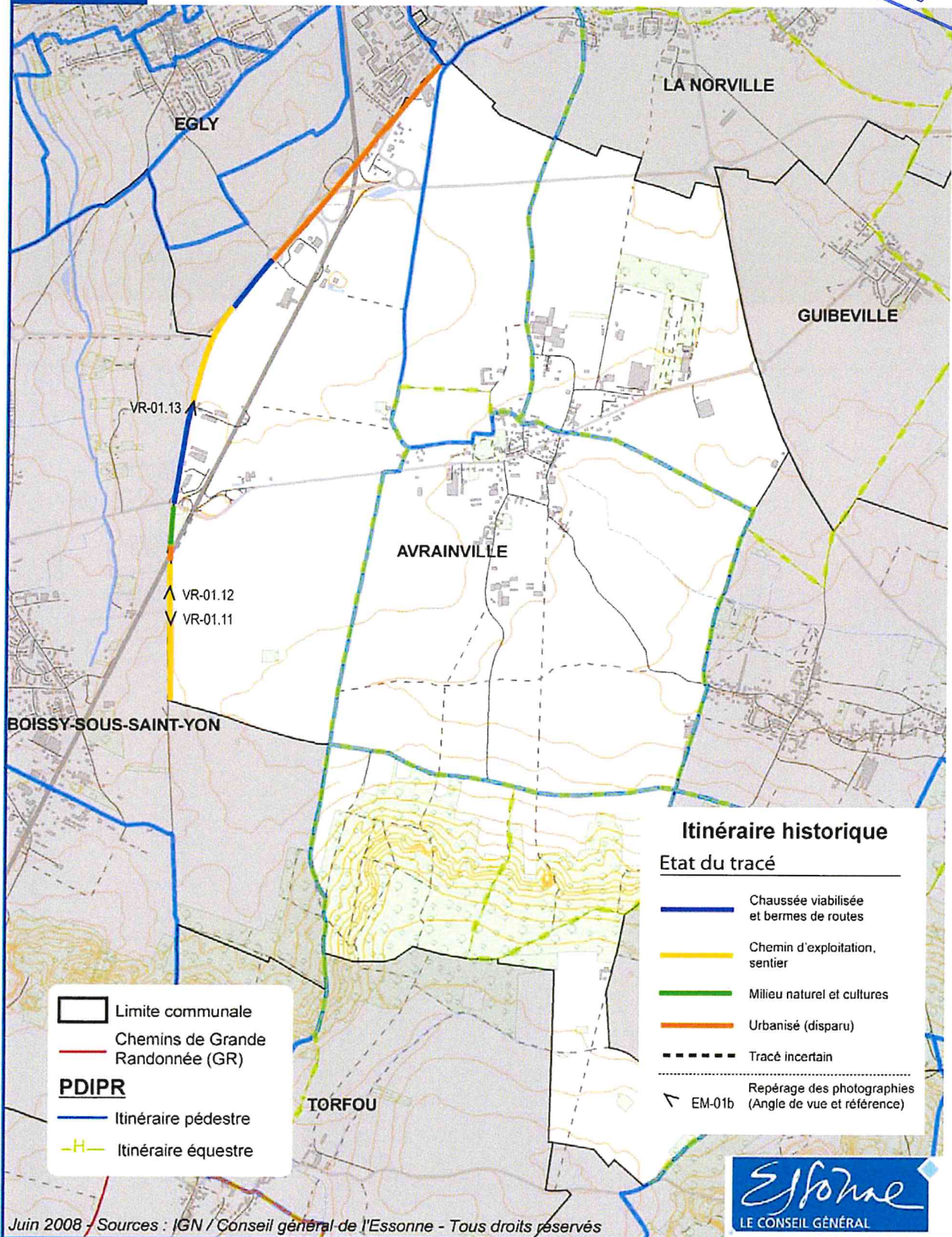


[VR01-11]



Borne ancienne sur la voie, les Mares [VR01-10]



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune d'Avrainville**

Reportage photographique**Commune de Boissy-sous-Saint-Yon**

[VR01-10b]

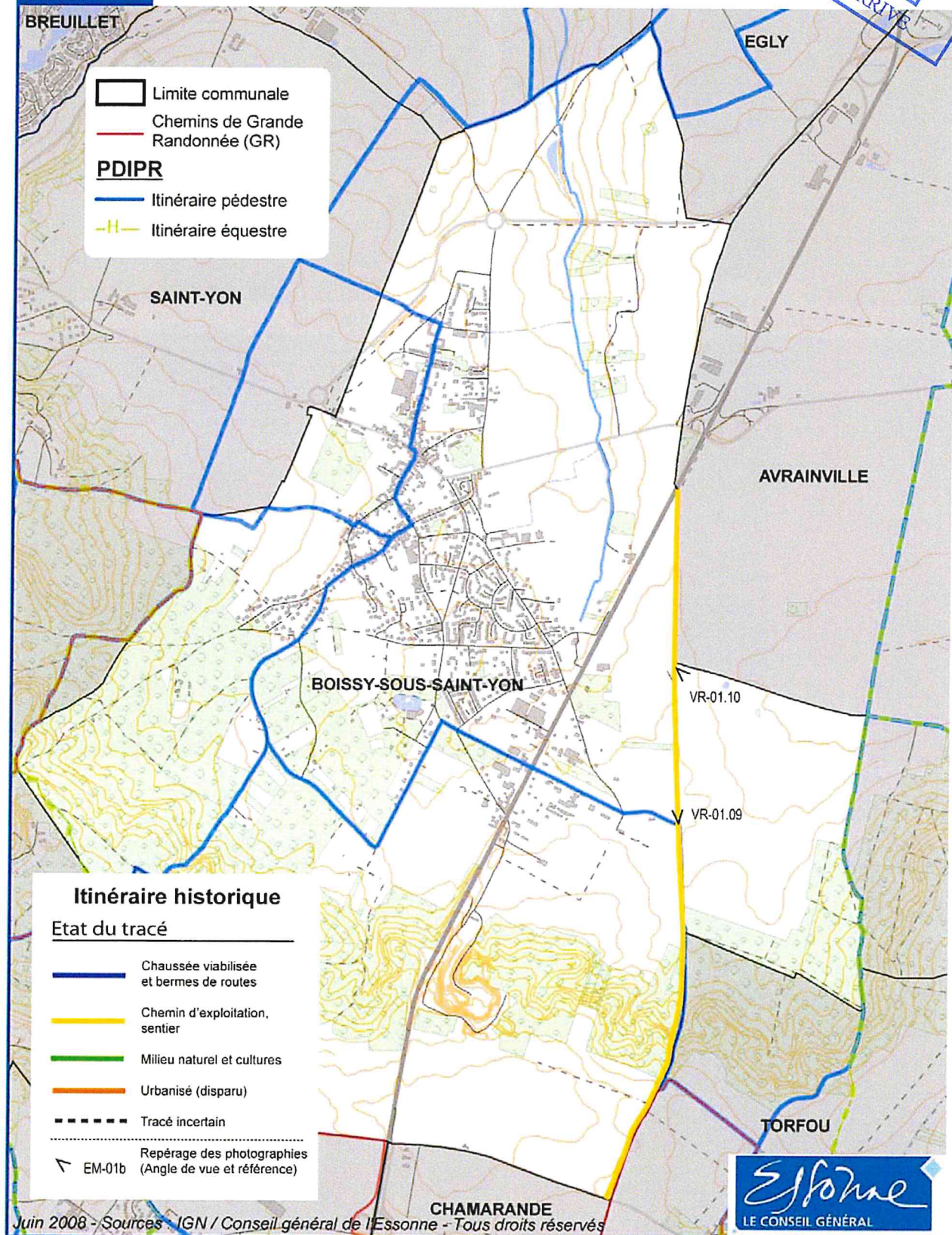
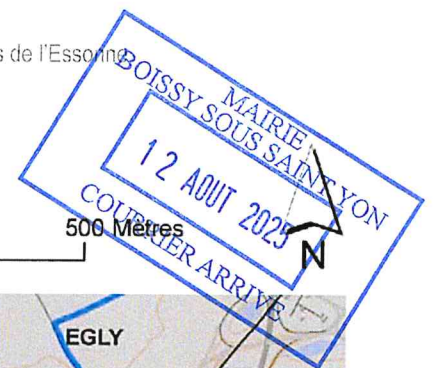


Le Bas-de-Torfou [VR01-09]



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Boissy-sous-Saint-Yon**

0 500 Mètres



12 AOUT 2025

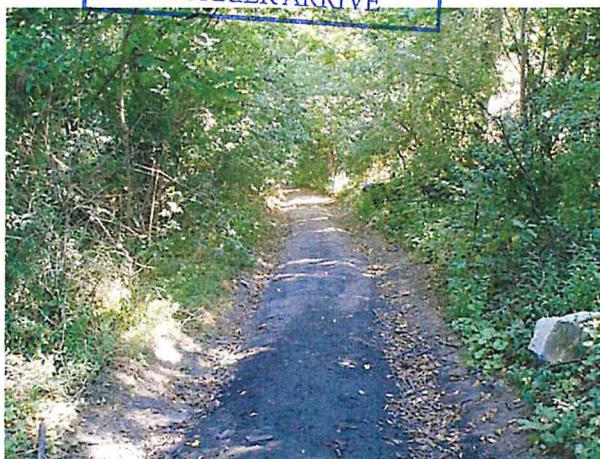
COURRIER ARRIVE

Reportage photographique

Limite communale de Boissy-sous-Saint-Yon avec Torfou



Le Bois du Potron [VR01-08]



Le Bois du Potron [VR01-07]



Le Haut des Communes [VR01-06]

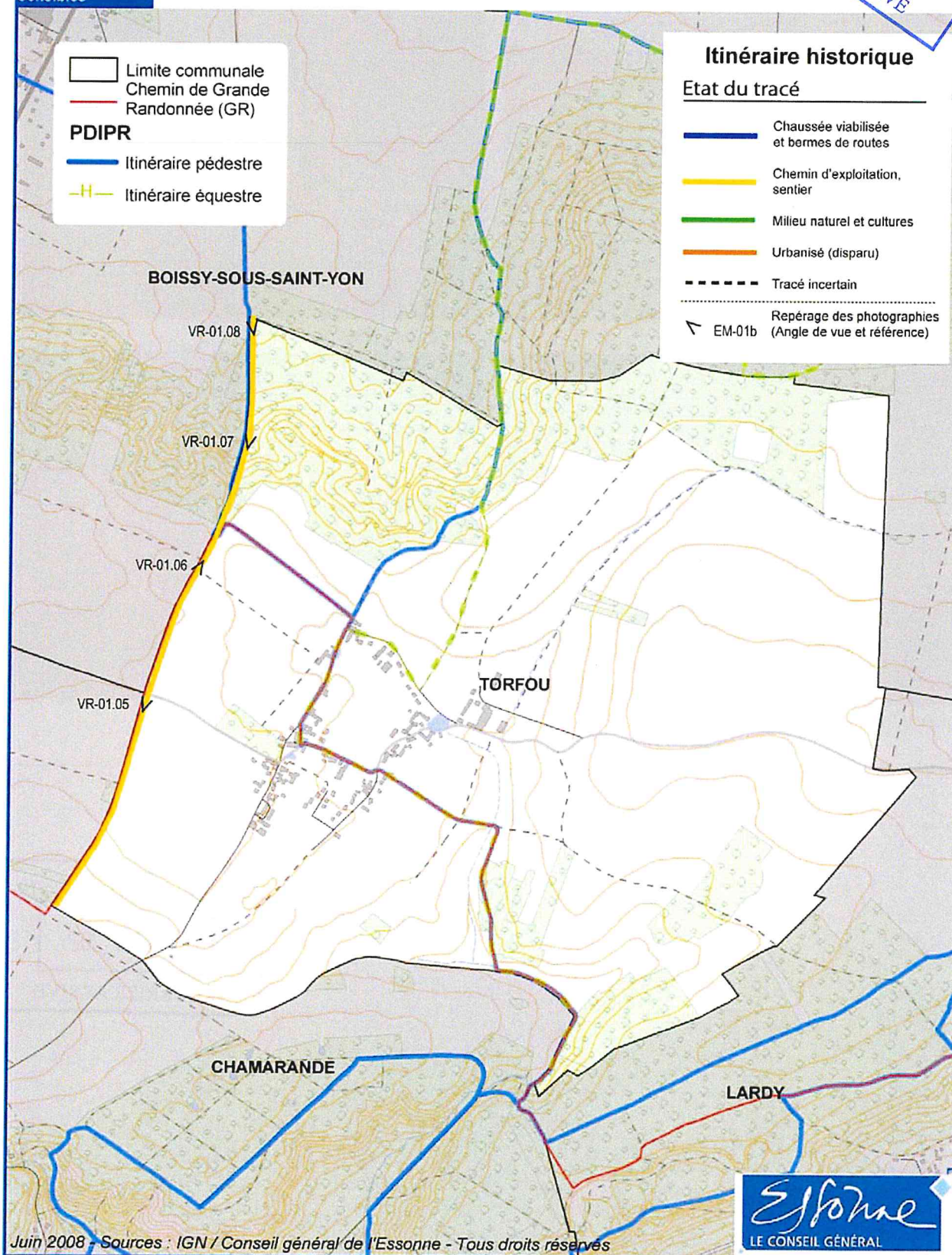
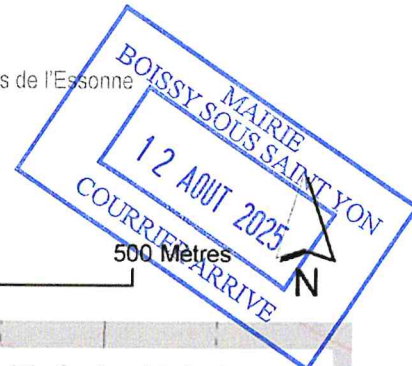
Limite communale de Torfou avec Chamarande



A l'intersection avec la RD 9 [VR01-05]

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Torfou**

0 500 Mètres



Reportage photographique

Commune de Chamarande



La Loge Verte [VR01-04]



La Vieille Poste [VR01-02]

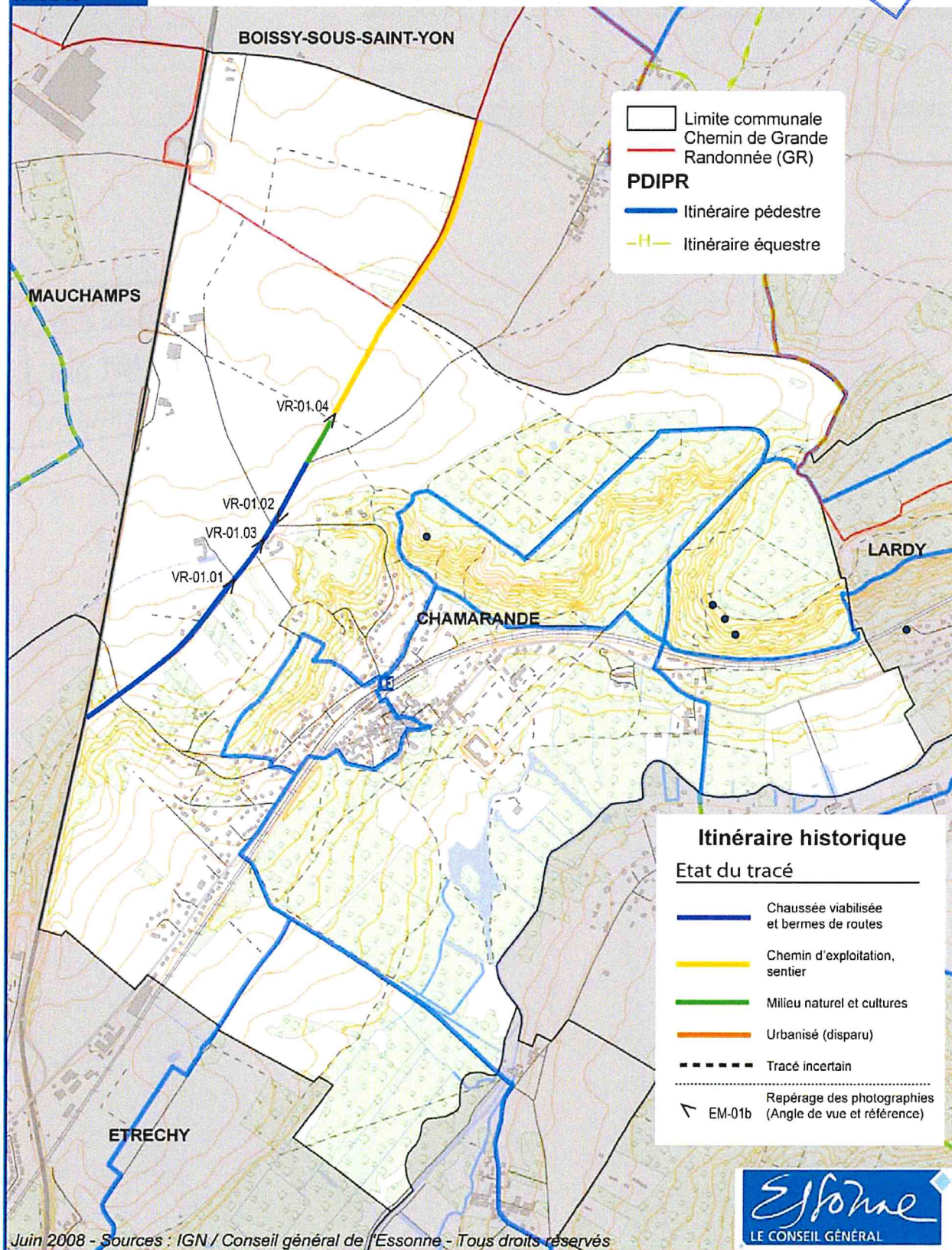
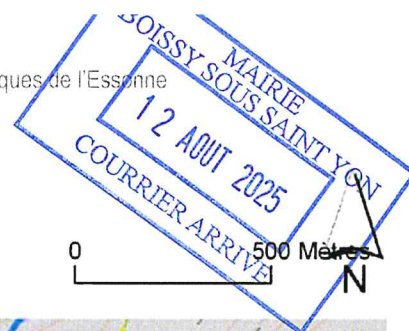


La Vieille Poste [VR01-03]



Près de la ferme de Montfort [VR01-01]



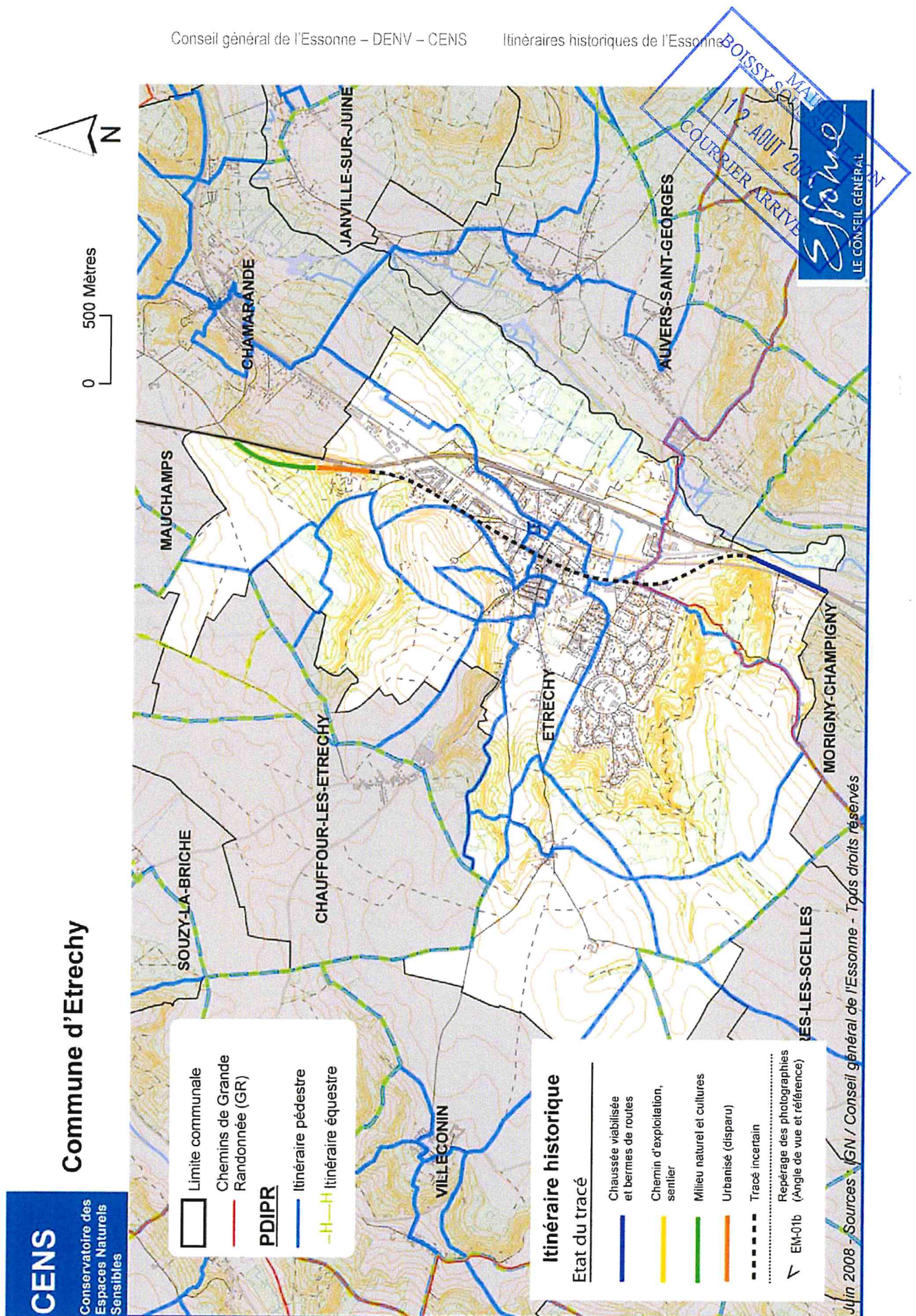
CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Chamarande**

Reportage photographique

Commune d'Etréchy*

Itinéraire non précisé (pourrait reprendre l'axe de la grande rue)

* **Etréchy** : Toponyme à rapprocher d' *estrée*, à l'origine *strata via* : voie recouverte de pierre

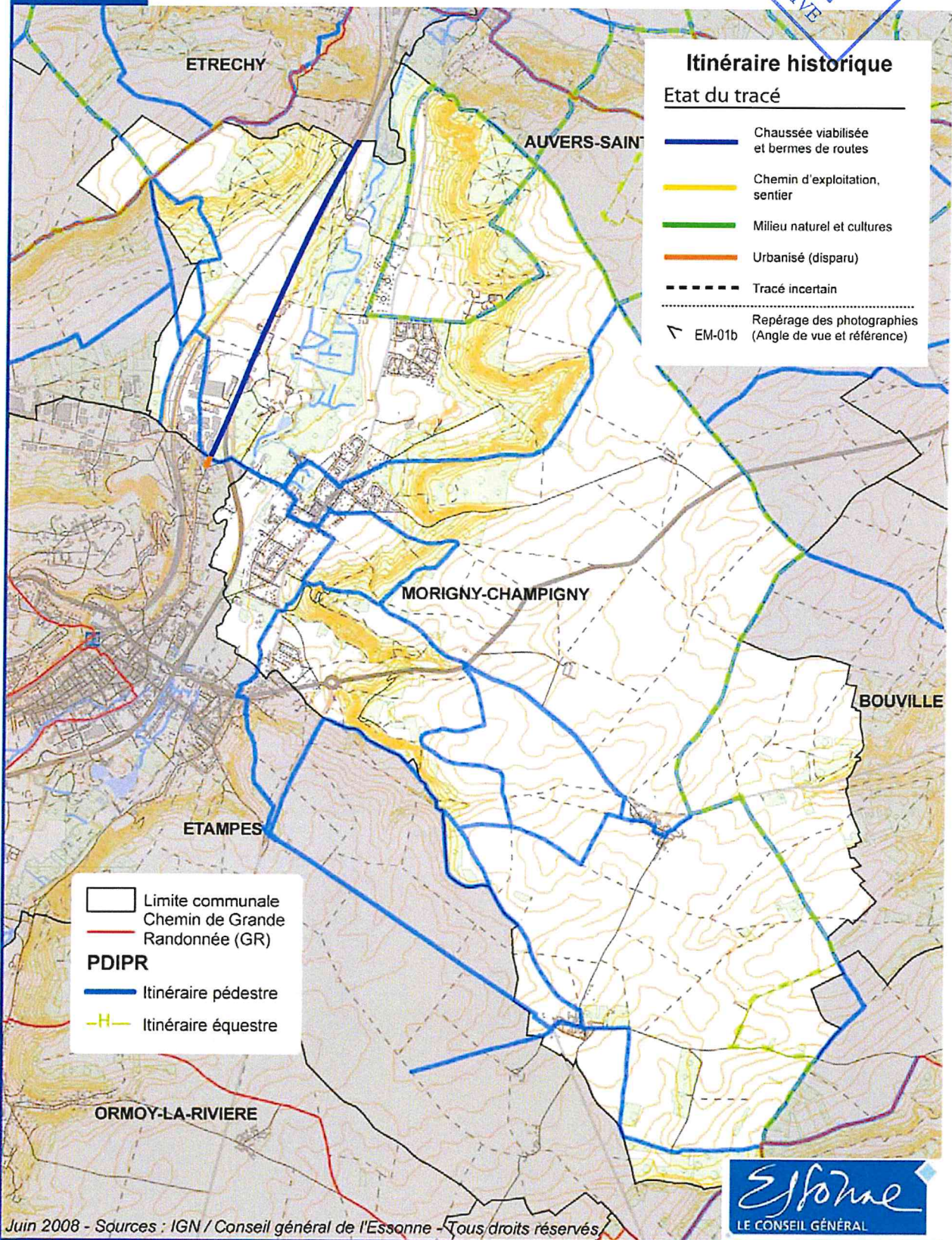
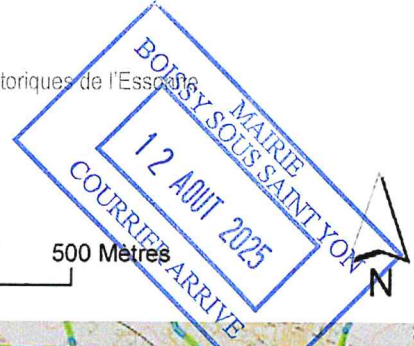


Reportage photographique
Commune de Morigny-Champigny
Itinéraire non précisé (pourrait reprendre l'axe de l'ancienne route d'Orléans)



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Morigny-Champigny**

0 500 Mètres



Reportage photographique**Commune d'Etampes**

Avenue de Paris [VR07-07]



Rue du Faubourg Saint-Jacques [VR07-01]



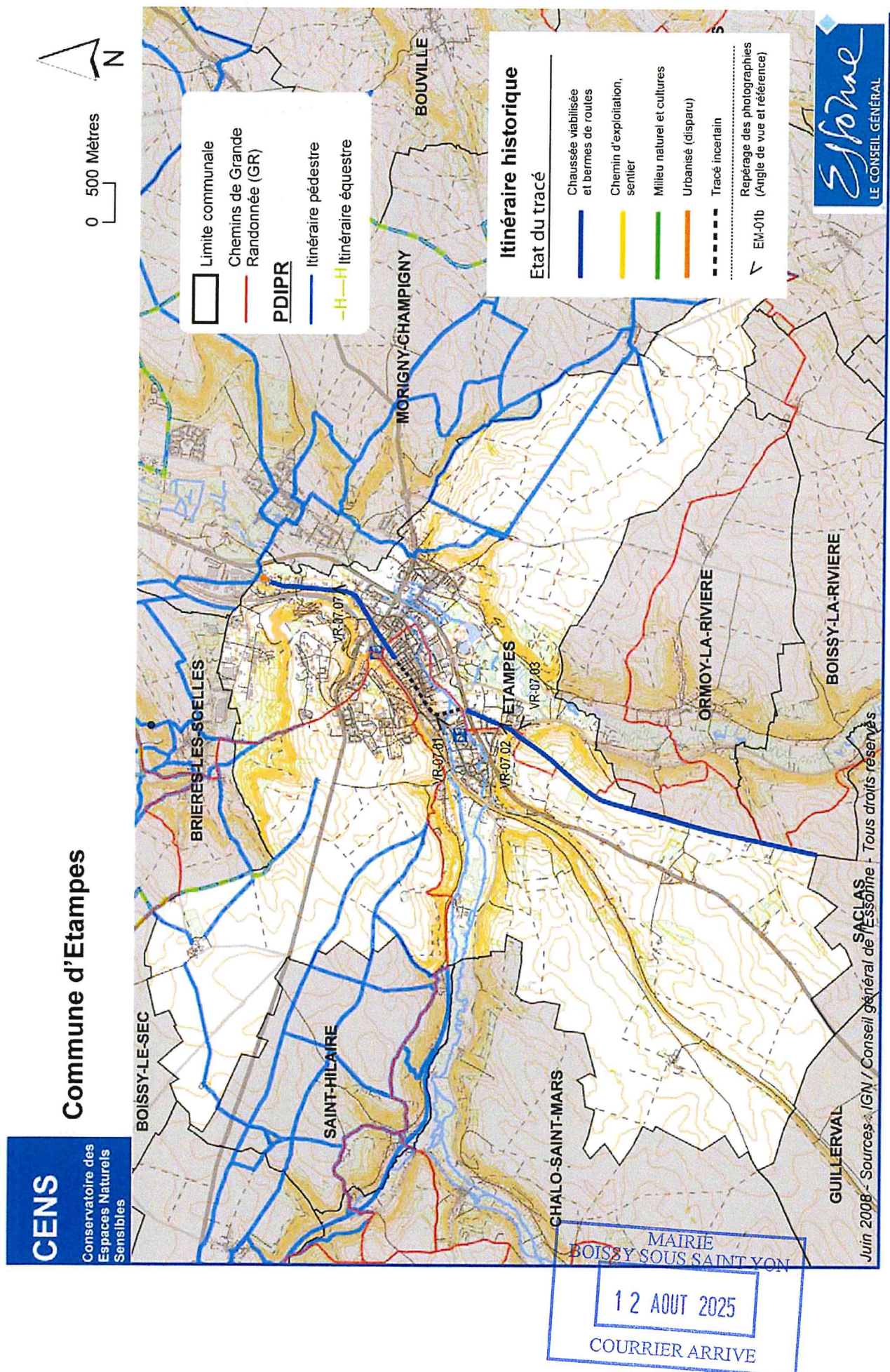
Le Petit-Saint-Mars [VR07-02]



Plaque de rue [VR07-03]

Reportage photographique**Limite communale d'Etampes avec Ormoy-la-Rivière**

Au nord de la Malmaison [VR07-04]

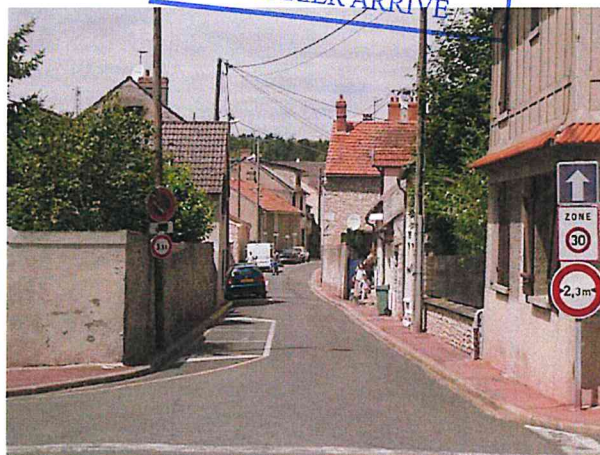


Reportage photographique

Commune de Saclas



La Borne à la Calande (n'est pas une borne romaine) [VR07-05]



Traversée de Saclas [VR04-06]

Reportage photographique

Limite communale de Saclas avec Saint-Cyr-la-Rivière



Le Creux de la Borne* [VR04-05]



[VR04-04]



[VR04-03]



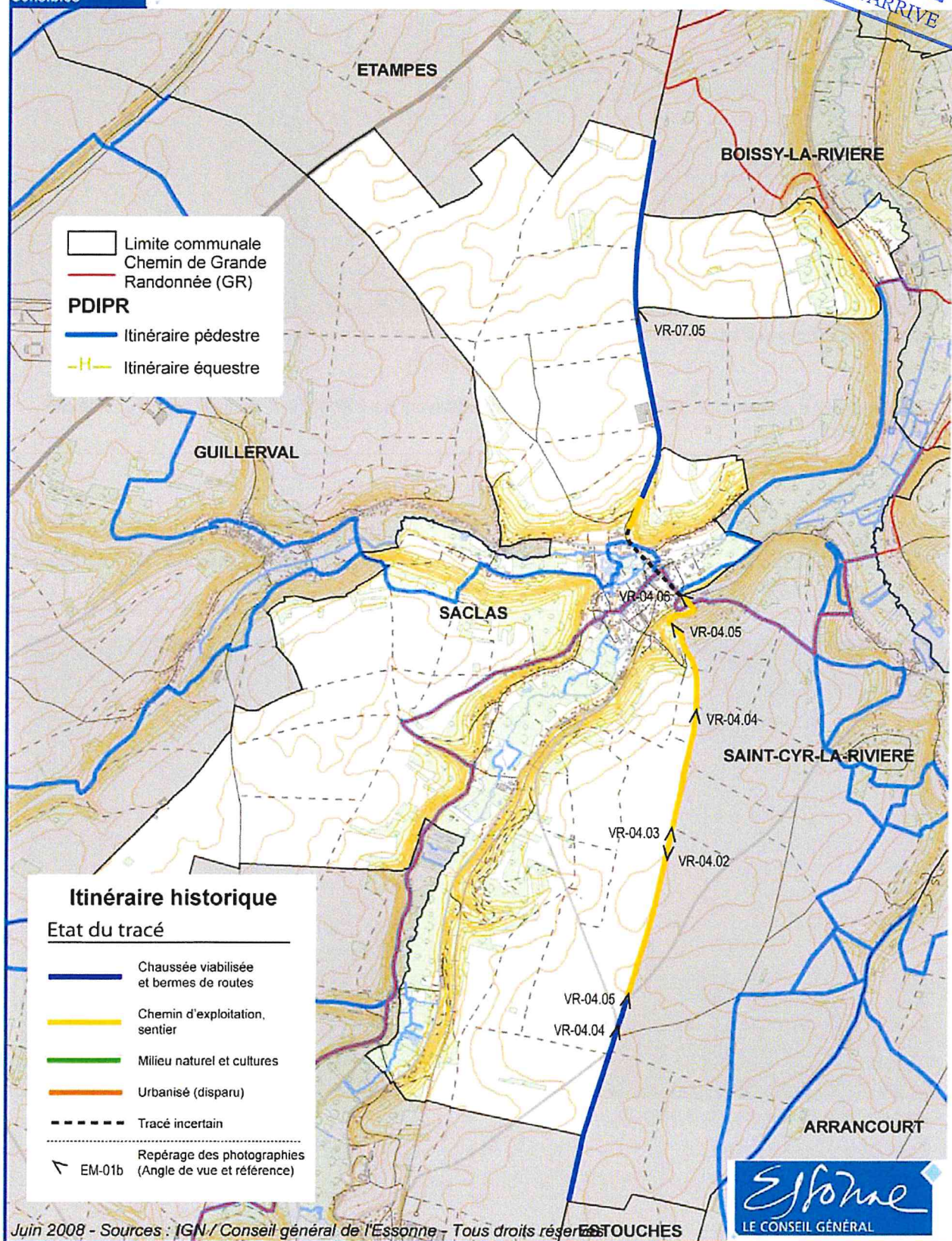
[VR04-02]

***Le Creux de la Borne** : Locus où était implantée une borne milliaire, important site gallo-romain.

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Saclas**

0 500 Mètres

MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON
12 AOUT 2008
COURRIER ARRIVE





Reportage photographique

Limite communale de Saclas avec Saint-Cyr-la-Rivière (suite)



Entre la Croix de Mille Heures et les Dîmes [VR04-05]

[VR04-03]



Carrefour de la Croix de Mille Heures* [VR04-04]

[VR04-02]

* **Mille Heures** : toponyme localement interprété comme dérivant de « *Milliaire* », du mille romain, unité de mesure agraire.

Reportage photographique

Limite communale de Méréville avec Estouches

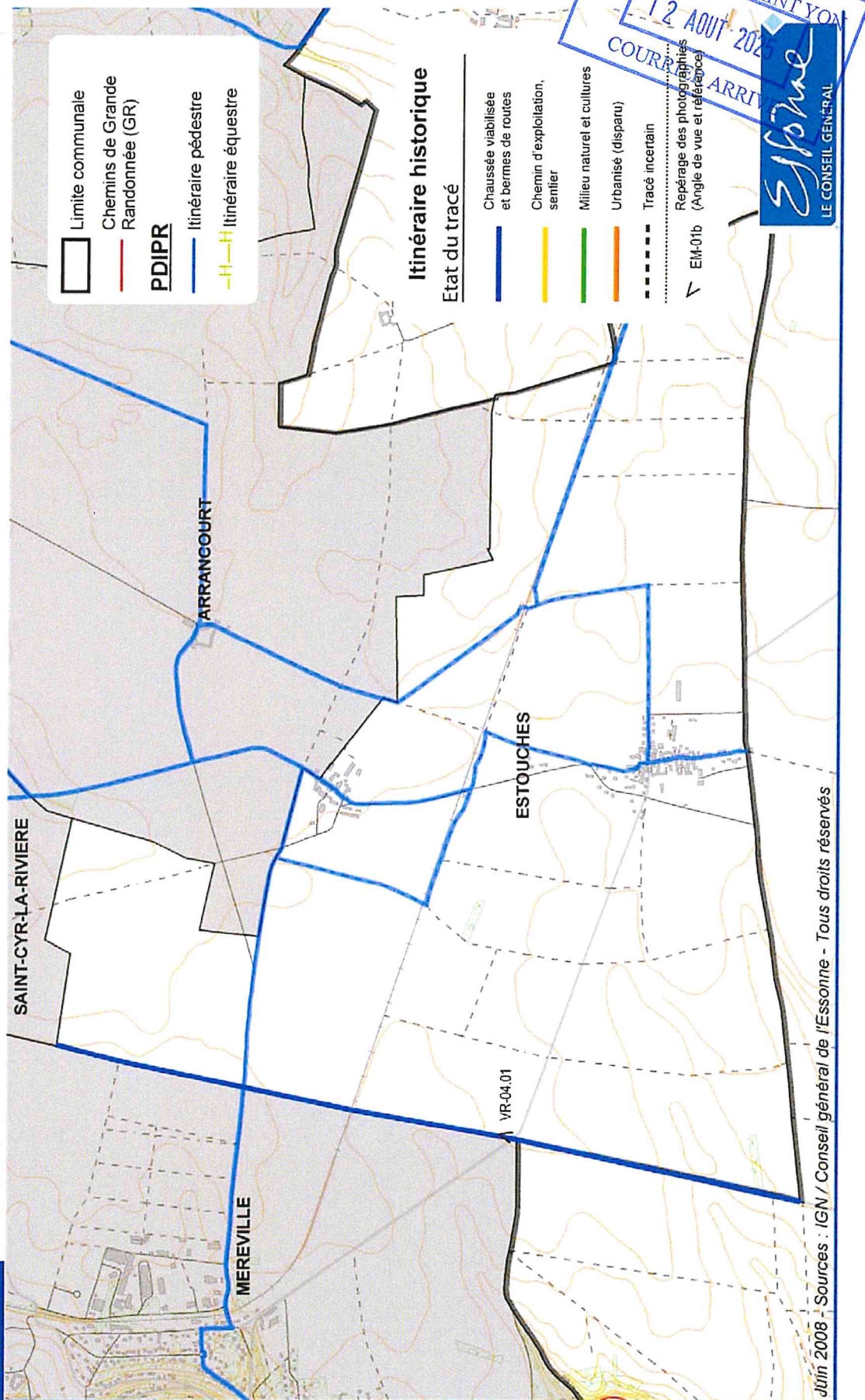


Au rond-point de la RD 97 et de la RD 18 [VR04-01]

Commune d'Estouches



0 500 Mètres



B-11	Chemin de Saint-Jacques de Compostelle <i>Via turonensis, voie de Tours (itinéraire moderne), chemin de Saint-Martin</i>
Commune(s) concernée(s) par l'axe : Massy, Champlan, Saulx-les-Chartreux, La Ville-du-Bois, Montlhéry, Linas, Leuville-sur-Orge, Saint-Germain-lès-Arpajon, Arpajon, Egly, Boissy-sous-Saint-Yon, Saint-Sulpice-de-Favières, Souzy-la-Briche, Chauffour-lès-Etrechy, Etrechy, Morigny-Champigny, Brières-les-Scellés, Etampes, Ormoy-la-Rivière, Boissy-la-Rivière, Saclas, Saint-Cyr-la-Rivière, Guillerval, Monnerville, Méréville, Angerville.	
Point d'entrée : 48° 44' 26" - 2° 18' 08	Point de sortie : 48° 17' 48" - 1° 58' 14 Développement : 72 km

Typologie

Itinéraire médiéval (extrapolation moderne)

Données historiques

Éléments de datation de l'itinéraire historique : Moderne (extrapolation d'un itinéraire médiéval du XII^e s.)

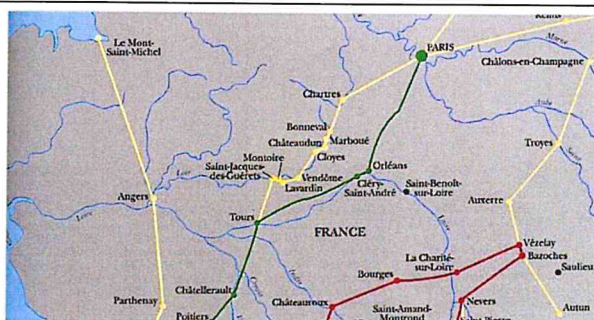
Les itinéraires français vers Compostelle se composent de quatre voies jacquaires principales qui se rejoignent en Espagne, à *Puente la Reina*, pour n'en former qu'un : le *Camino frances*. On attribue à *Aimery Picaut*, chanoine de Parthenay, la rédaction au 12^{ème} s. d'une sorte de guide du pèlerin où ces itinéraires sont décrits pour la première fois. Le plus ancien est celui qui partait du Puy-en-Velay, la *Via podensis*, et qui fut emprunté dès l'an 950 par *Gothescalc*, évêque du Puy, premier pèlerin non-espagnol « reconnu ».

Des quatre grandes voies jacquaires de France, la **Voie de Tours** ou **Via turonensis** était autrefois la plus fréquentée ; elle était dite *magnum iter Sancti Jacobi*. Son tracé se confond avec le *Chemin de Saint-Martin*, évangélisateur de la Gaule au 4^{ème} s., dont la dévotion était très importante au Moyen-âge. Le pèlerinage de Tours commence d'ailleurs presque cinq siècles avant celui de Compostelle. Partant de Paris, au pied de la Tour Saint-Jacques, deux branches permettent de rallier Tours : l'une par Chartres (GR 655) et l'autre, plus à l'est, par Étampes et Orléans qui traverse l'actuel département de l'Essonne. Il n'existe pas de Voie de Tours officialisée, même si la branche de Chartres est aujourd'hui balisée (GR 655).

Pour ce qui concerne l'Essonne, les pèlerins empruntaient le « *Vieux chemin d'Orléans* ». Ce parcours se confond aujourd'hui en grande partie avec la D 2020 (RN 20) dont le parcours est peu propice à un cheminement « méditatif ». C'est pourquoi les auteurs de topoguides proposent généralement leurs propres itinéraires, réinventés parfois au détriment de la logique historique mais qui favorisent les sections balisées et les étapes touristiques. Le guide *Lepère*, un des mieux documentés, n'est pas exempt de défauts (erreurs d'orientation, de toponymie, détours non justifiés, etc...). Toutefois, c'est son interprétation moderne de la *Via turonensis* qui est reprise ici, amendée des corrections qui s'imposait.



Carte des chemins de Compostelle (ACIR Compostelle, 2004)



Les voies jacquaires au nord de la France

Sources d'identification :

François Lepère - Sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle. La *Via Turonensis*. *Guide du randonneur et du pèlerin*. F. Lepère éditions, 2005.

Picaud Aimery – Le Guide du pèlerin de Compostelle. *Texte latin du XII^e s. (vers 1140) traduit du latin par Jeanne Viellard*, Paris, 5^e éd., 1997.

Diagnostic / État de conservation

L'itinéraire est continu. Ses 25 premiers kilomètres se déroulent dans un environnement à dominante urbaine et suivent les chaussées. A partir d'Egly, l'itinéraire permet d'aborder des paysages beaucoup plus ruraux et emprunte alternativement des tronçons de chemins balisés (GR1, GR 11, GR 111, GR111b). Il peut se parcourir à pied ou à VTT.

**Diagnostic / Évaluation patrimoniale**

Critères / valeur	Faible	Moyen	Fort
Rareté/originalité	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■
Valeur structurante dans le paysage environnant	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■
État de conservation	Le tracé historique n'est pas conservé		

Itinéraire important à prendre en compte

Date du diagnostic : Juillet 2008

Dernière modification de la fiche : 25/11/2008 16:08

Bibliographie

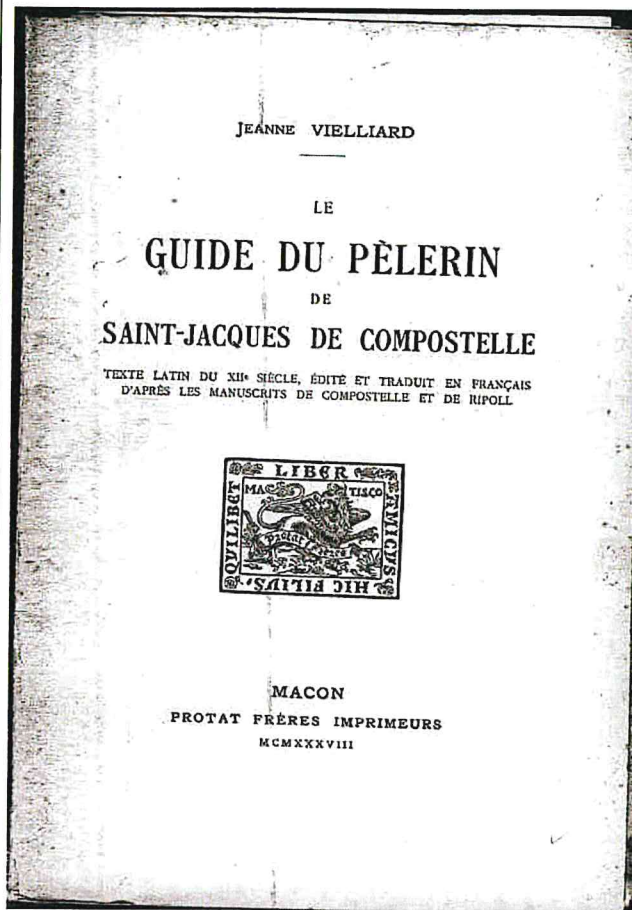
La bibliographie sur les itinéraires de pèlerinages vers Compostelle est très abondante. On remarque toutefois un grand déficit de documentation concernant la section comprise entre Paris et Tours.

- **François Lepère** - Sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle. La Via Turonensis. *Guide du randonneur et du pèlerin*. F. Lepère éditions, 2005.

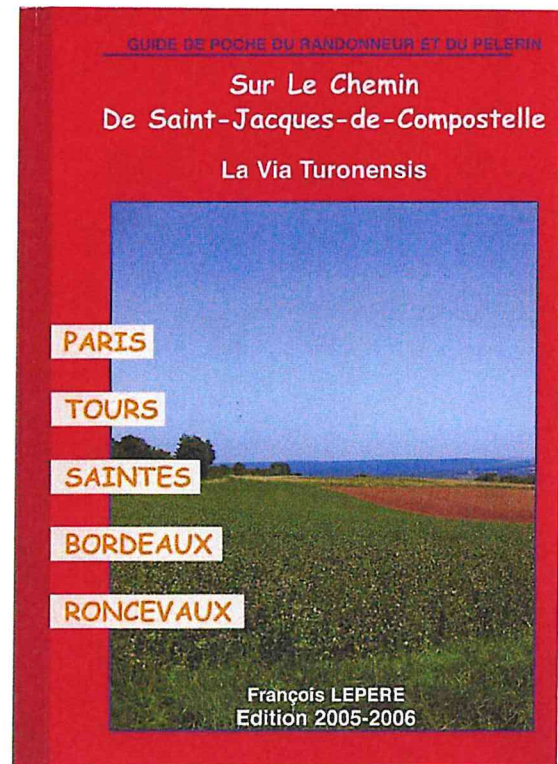
- Les chemins vers Saint-Jacques de Compostelle. *IGN-ACIR, Carte touristique, éch. 1/1000.000*.



Autres ressources documentaires



Page de couverture du « Guide du pèlerin... »



Guide Lepère d'itinéraire de la Via Turonensis.

Ressources INTERNET (liens valides au 25 novembre 2008) :

Sur le pèlerinage à St-Jacques de Compostelle :

<http://www.chemindecompostelle.com>

<http://www.chemin-compostelle.com>

<http://www.aucoeurduchemin.org>

<http://pagesperso-orange.fr/vtt.compostelle/presentation.htm>

Sur les pèlerins de Compostelle de passage à Etampes :

<http://www.corpusetampois.com/che-20-guibourge1957etampes505ruesaintjacques.html>

<http://www.corpusetampois.com/che-20-guibourge1957etampes310commanderie.html>

MAIRIE
BOISSY-SOUS-SAINT-YON
12 AOÛT 2025
COURR'ARRIVE
WISSOUS

CHILLY-MAZARIN

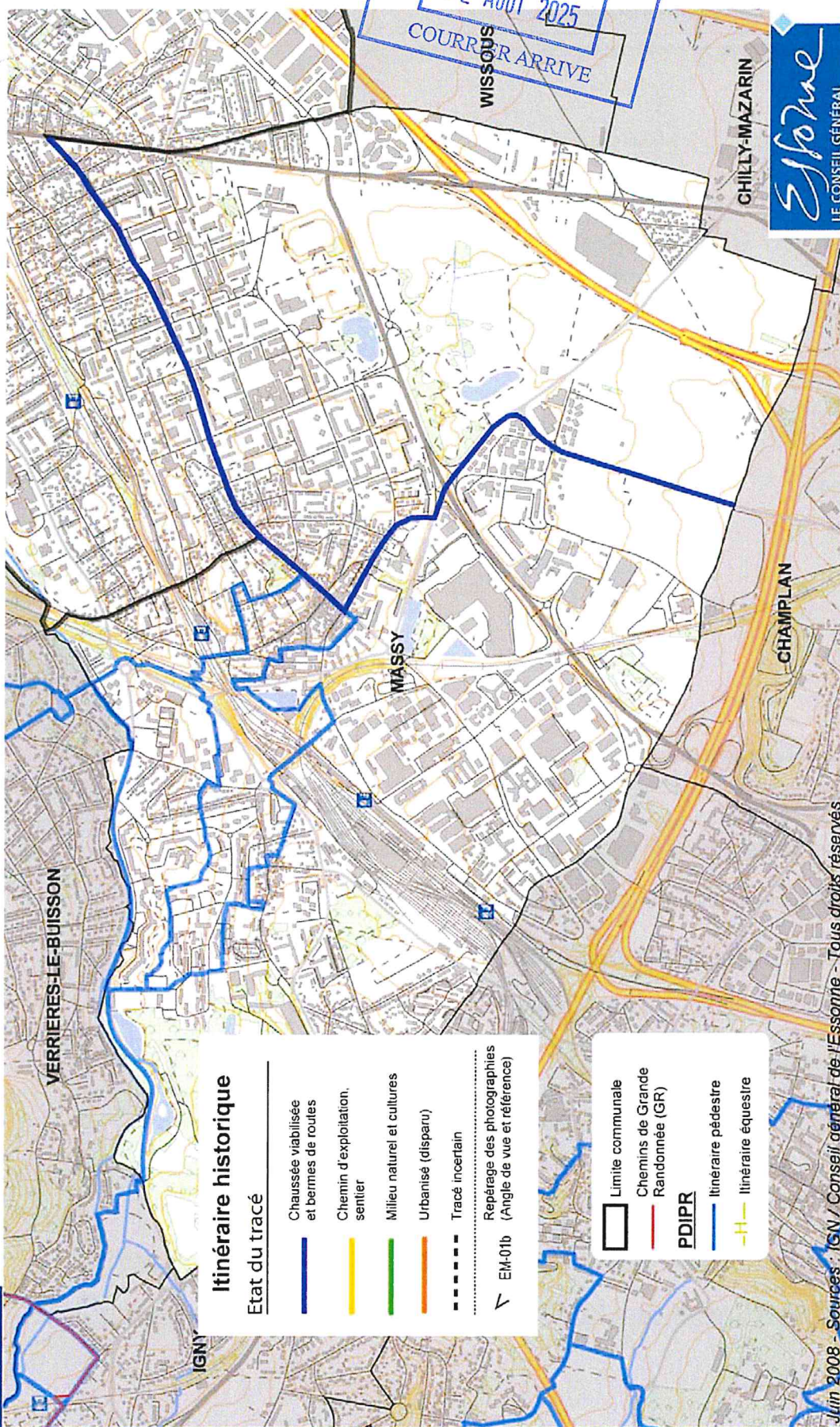
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Commune de Massy

CENS

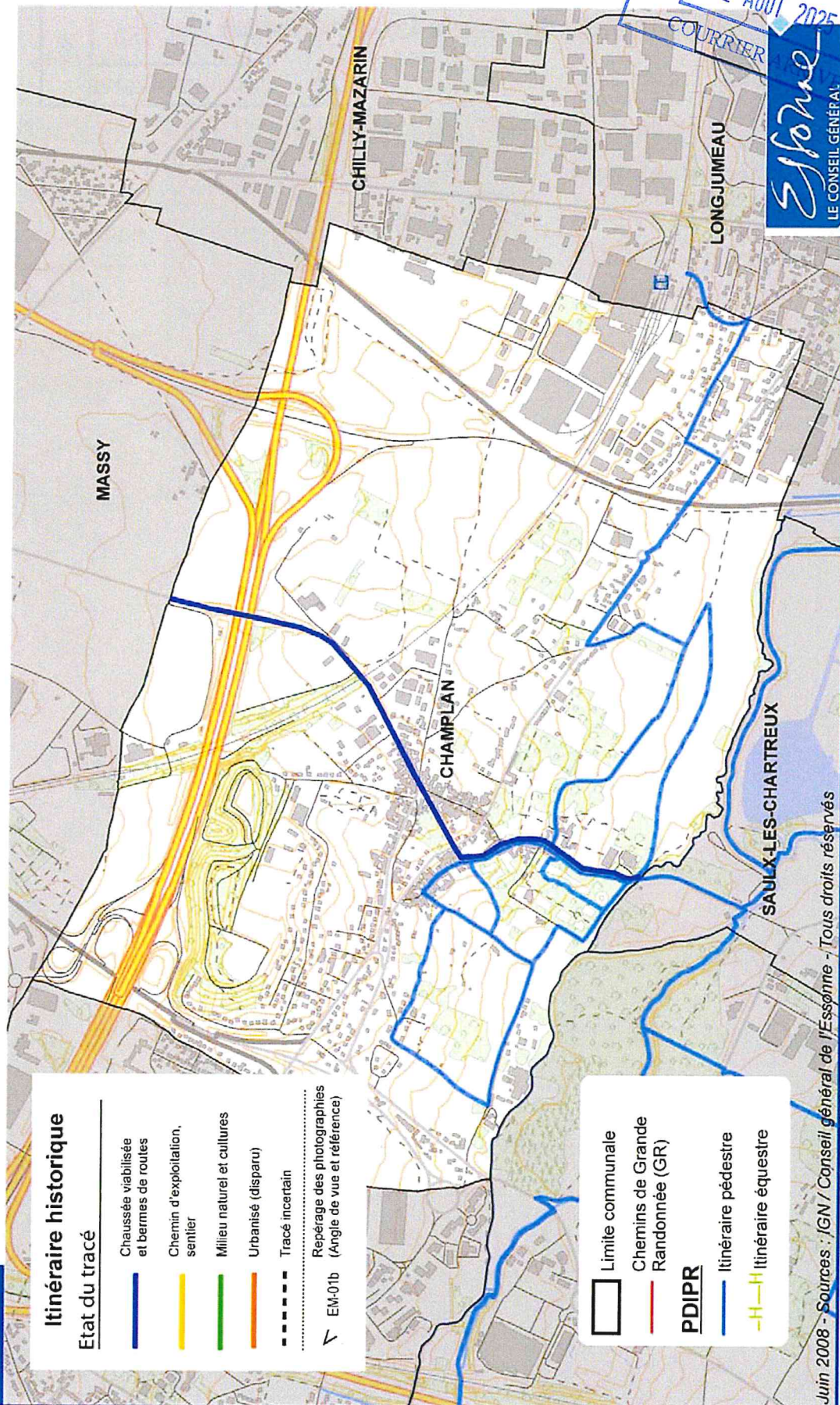
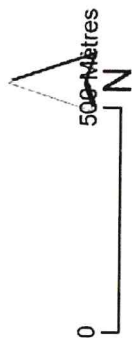
Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

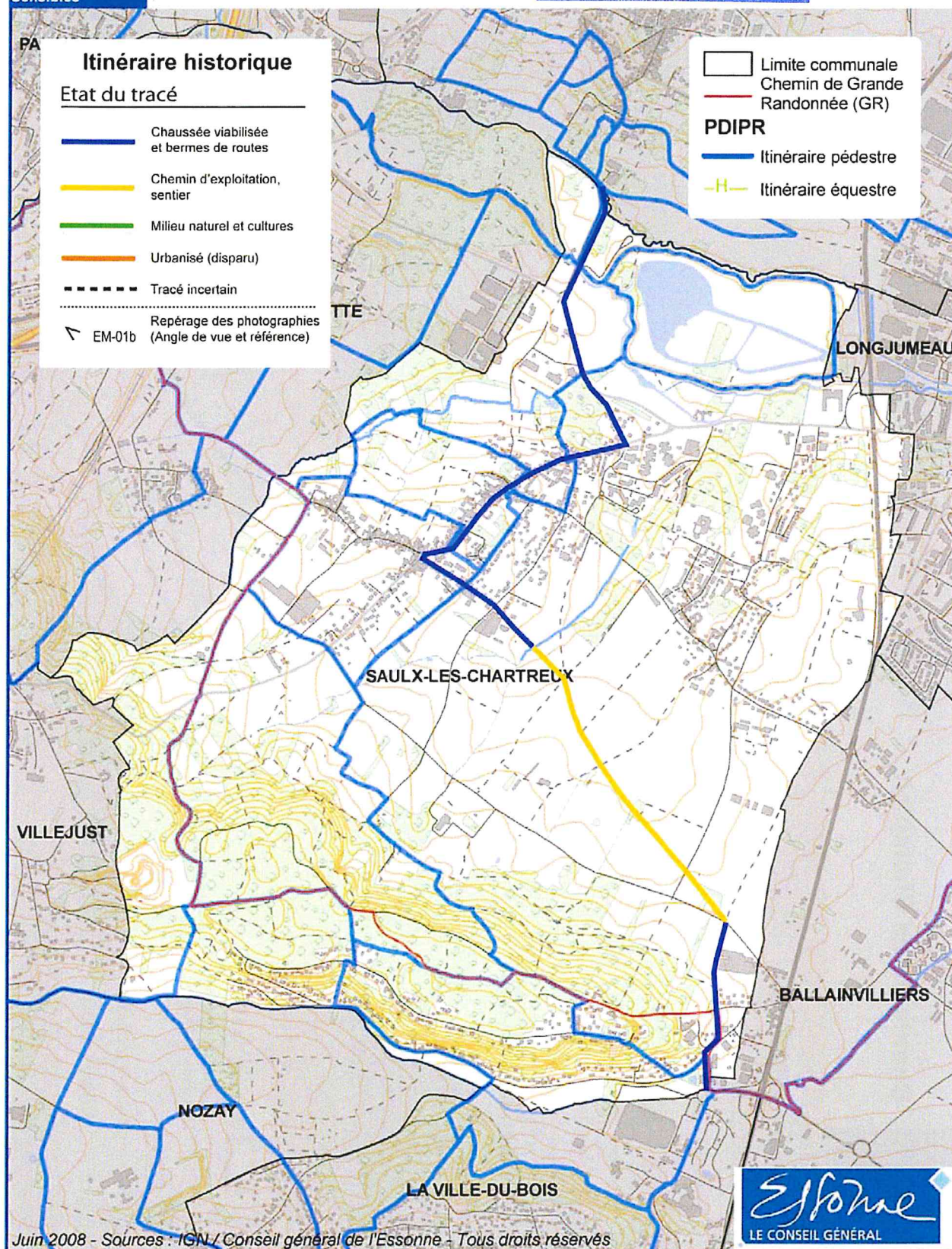
0 500 Mètres



Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

Commune de Champlan

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Saulx-les-Chartreux**

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de La Ville-du-Bois**

0

500 Mètres

MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON
12 AOÛT 2025
COURR'ARRIVE







 Limite communale
 Chemin de Grande
Randonnée (GR)

PDIPR

 Itinéraire pédestre

 Itinéraire équestre

Itinéraire historique**Etat du tracé**

-  Chaussée viabilisée
et bermes de routes
-  Chemin d'exploitation,
sentier
-  Milieu naturel et cultures
-  Urbanisé (disparu)
-  Tracé incertain
-  Repérage des photographies
(Angle de vue et référence)

Jan 2008 – Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

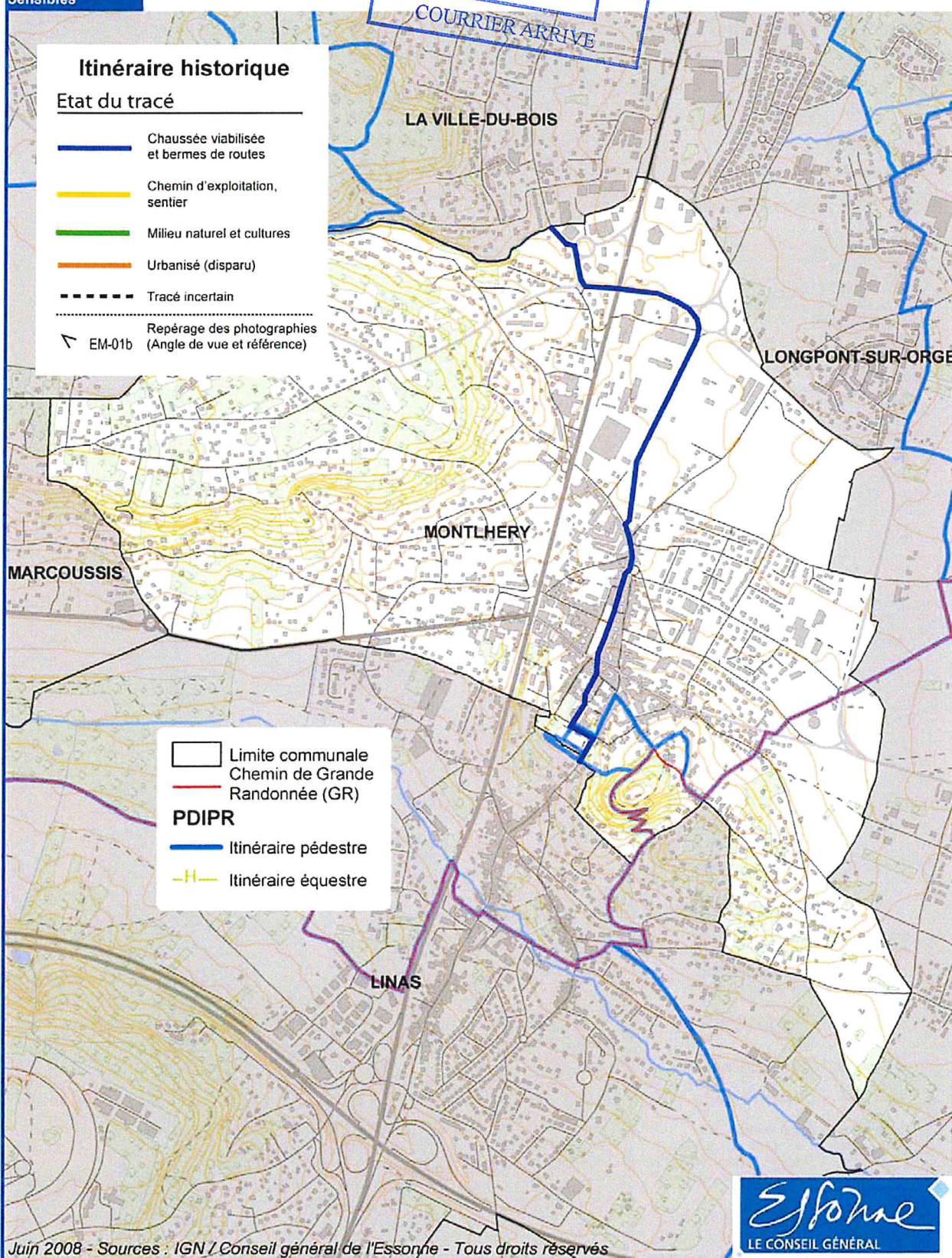

LE CONSEIL GÉNÉRAL

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Montlhéry**

500 Mètres

**Itinéraire historique****Etat du tracé**

- Chaussée viabilisée et bernes de routes
- Chemin d'exploitation, sentier
- Milieu naturel et cultures
- Urbanisé (disparu)
- - - Tracé incertain
- Repérage des photographies
- ◁ EM-01b (Angle de vue et référence)

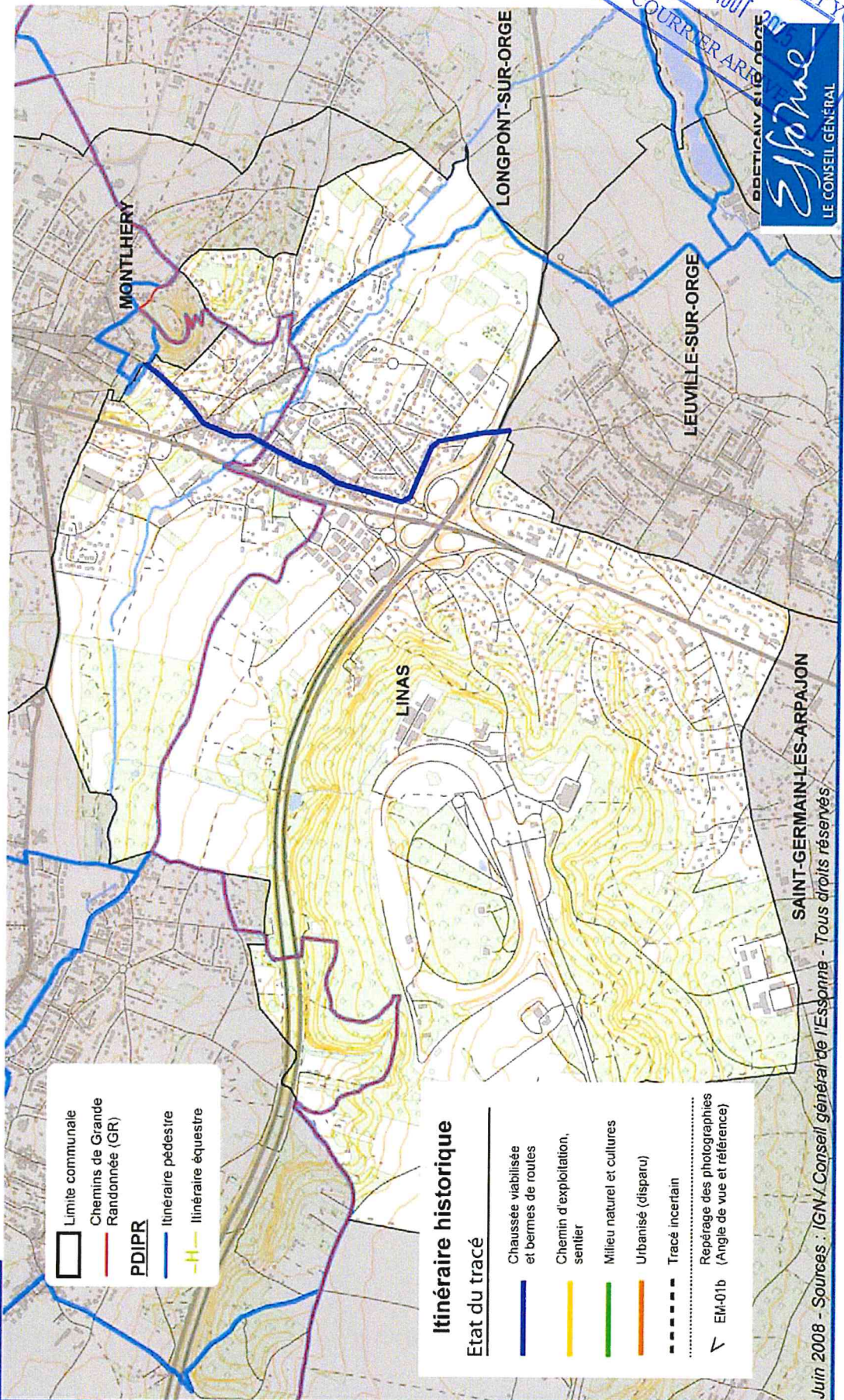


Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

Commune de Linas



0 500 Mètres



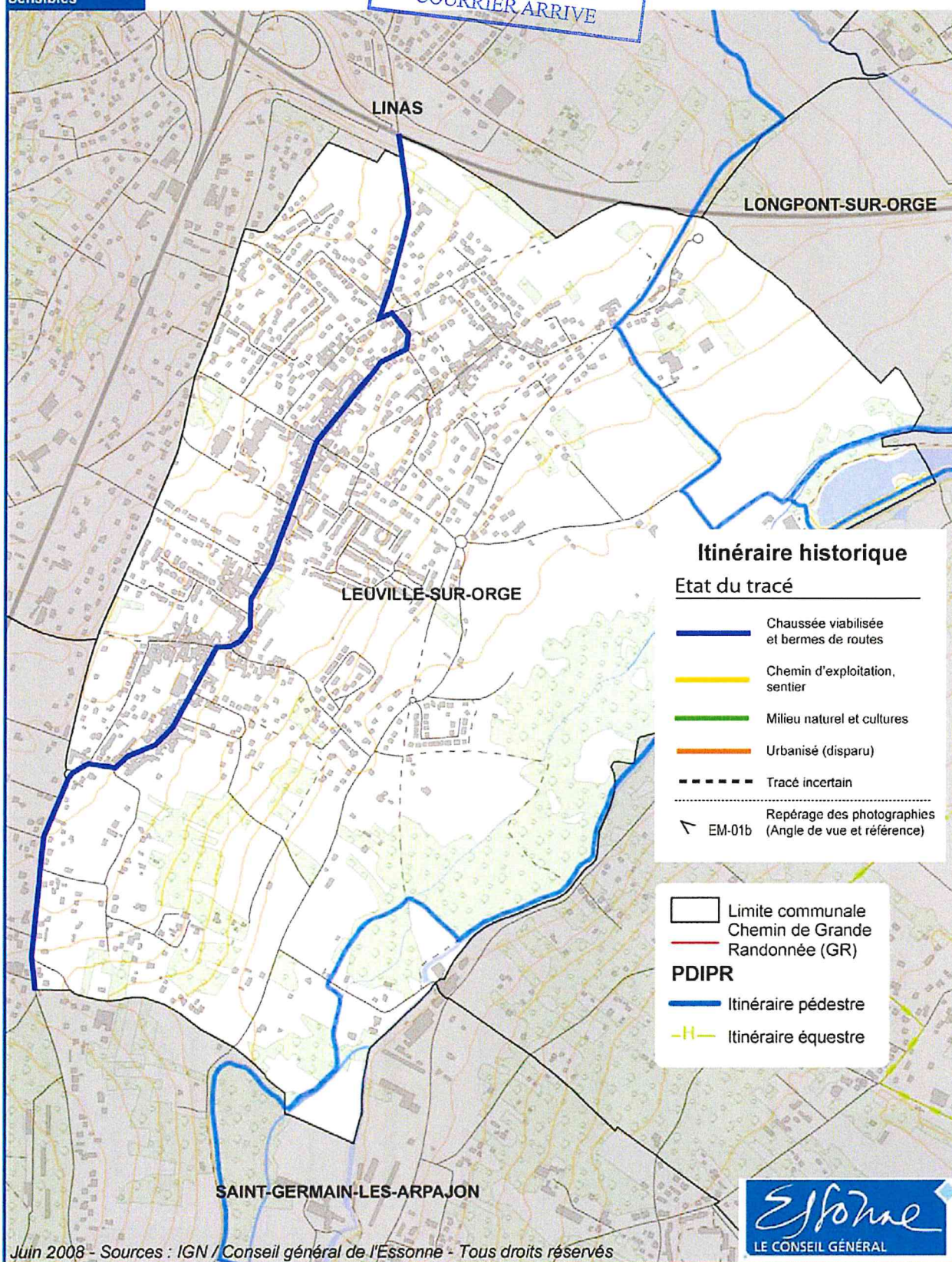
CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Leuville-sur-Orge**MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON

12 AOÛT 2023

COURRIER ARRIVE

500 Mètres

N



MAIRIE
JESSY SOUS SAINT-YON
12 AOÛT 2024
COURRIER ARRIVÉ
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

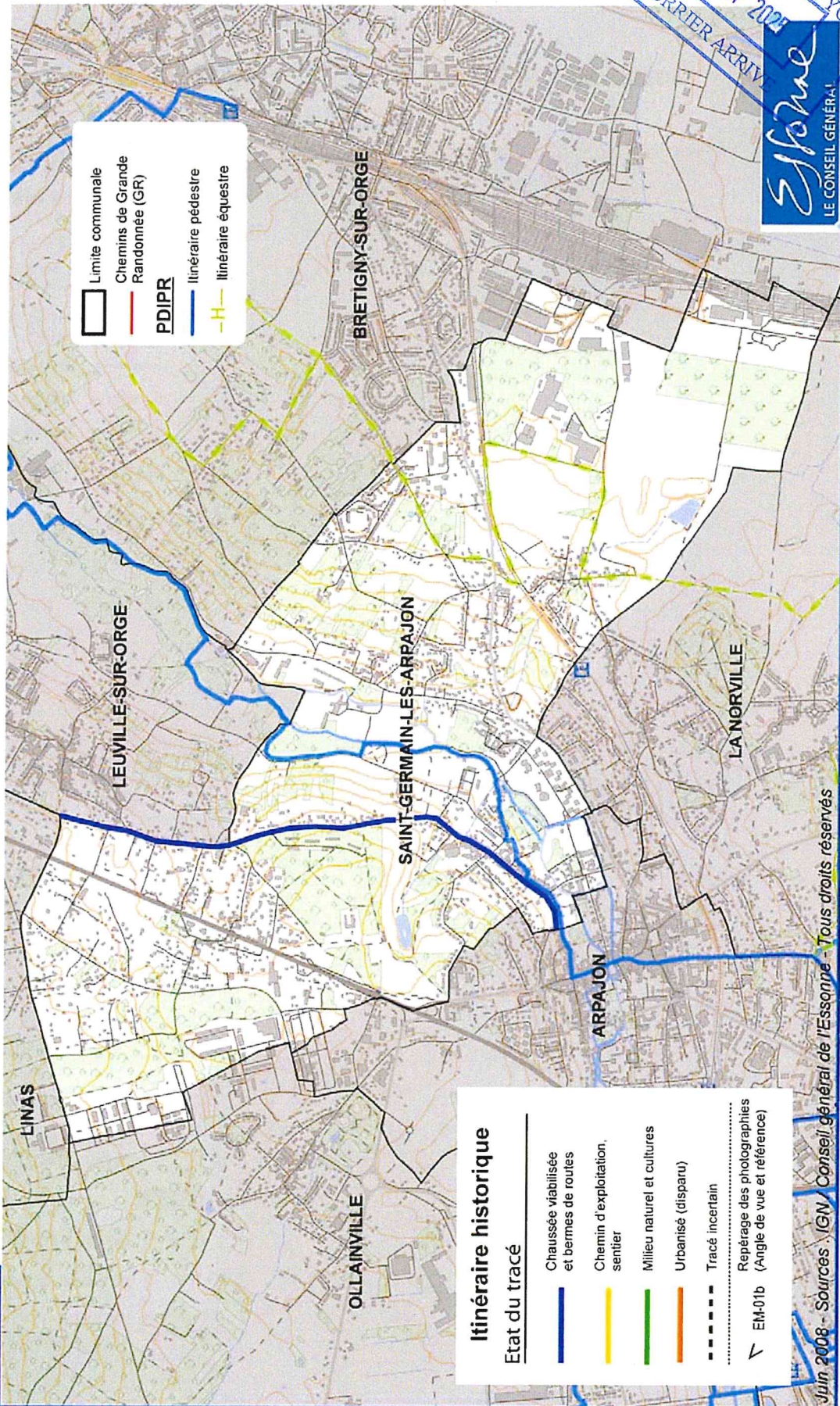
Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon

CENS

Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles



0 500 Mètres



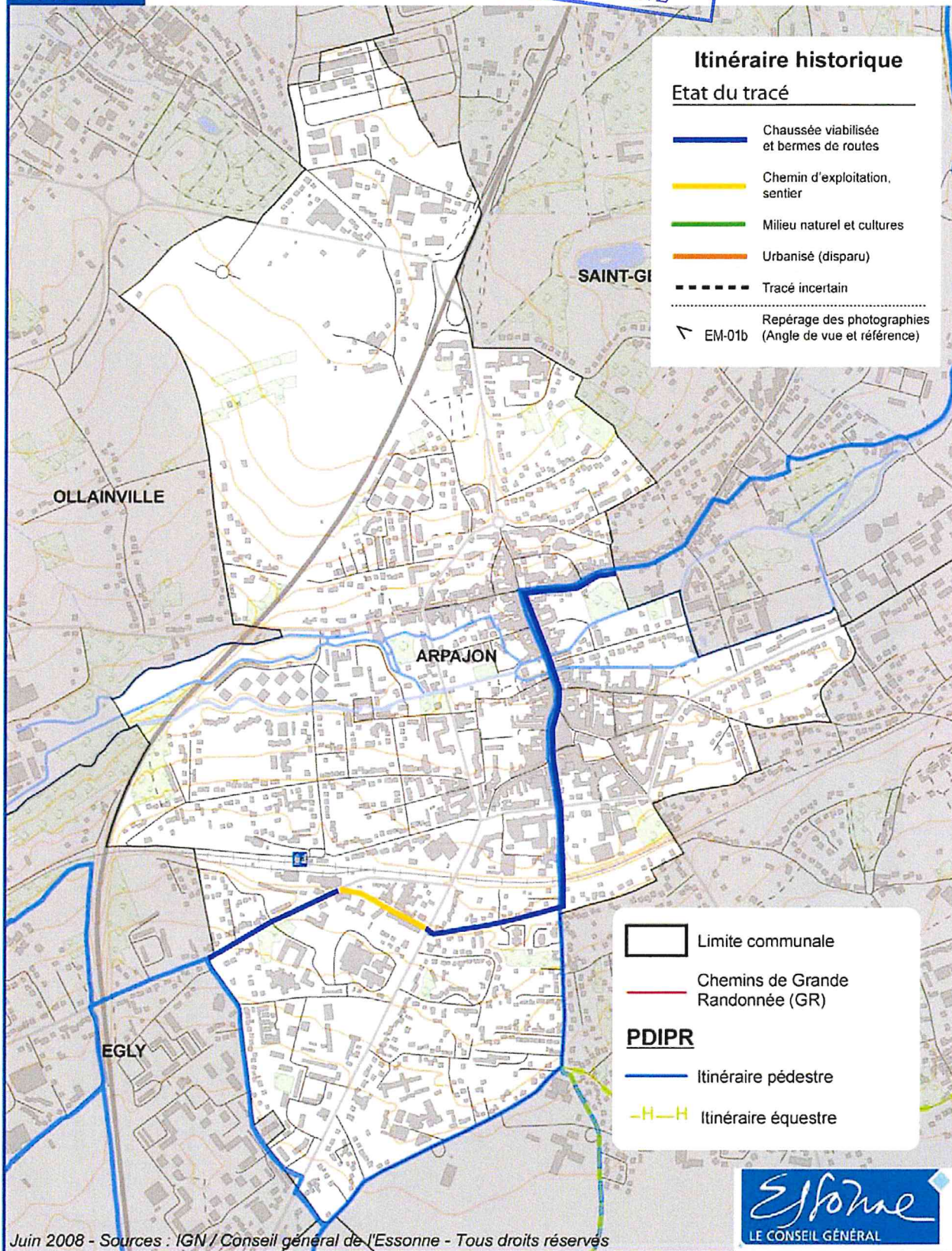
Juin 2008 – Sources : IGN, Conseil général de l'Essonne – Tous droits réservés

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune d'Arpajon**MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT YON

12 AOUT 2025

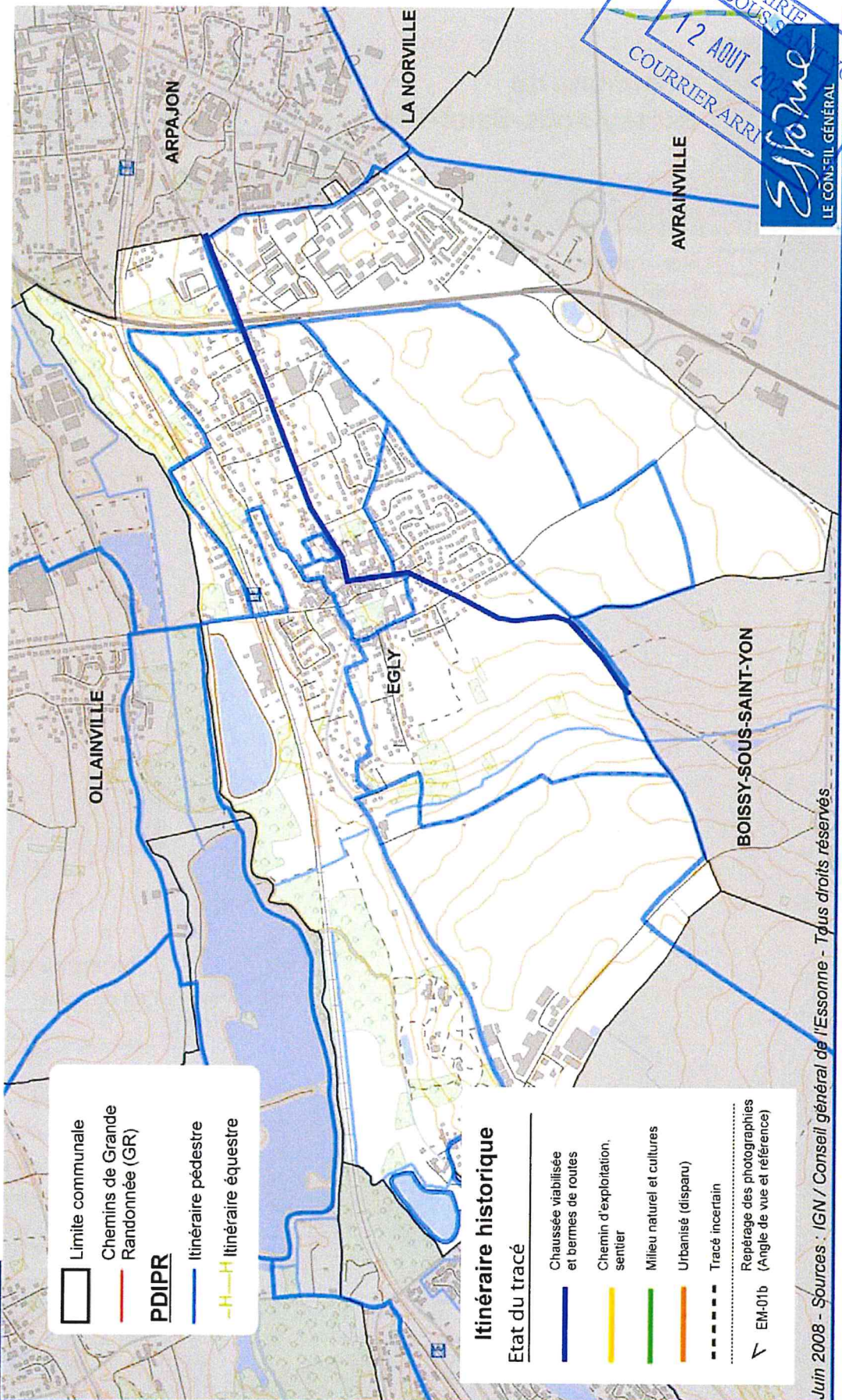
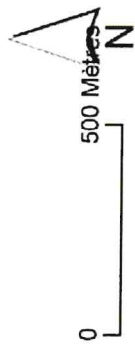
COURRIER ARRIVE

500 Mètres



Commune d'Egly

CENS

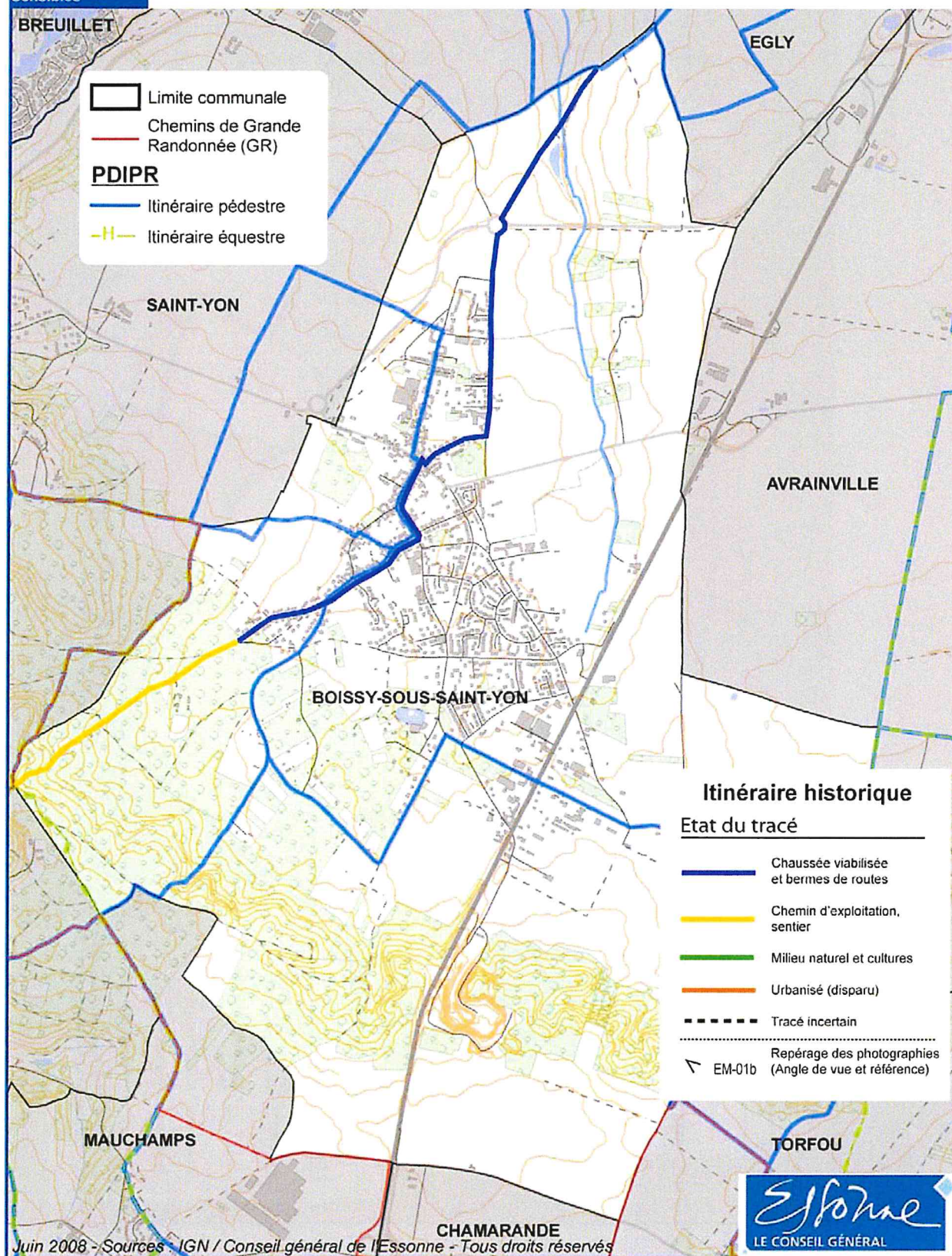
 Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles


CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Boissy-sous-Saint-Yon**

BOISSY-SOUS-SAINT-YON

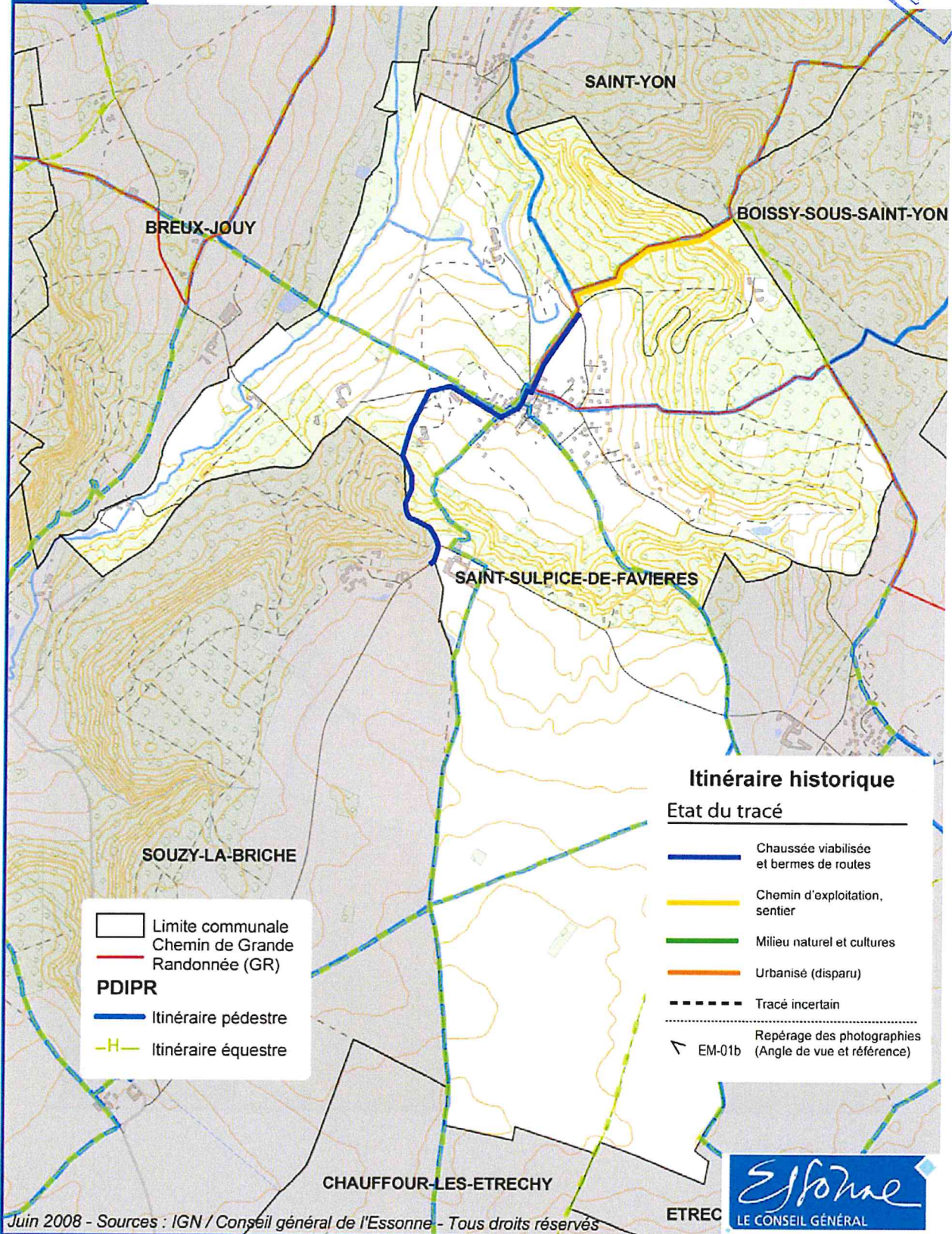
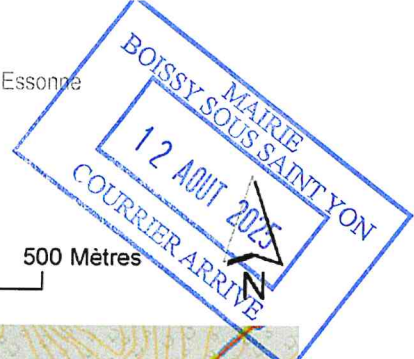
12 AOÛT 2025

COURRIER ARRIVÉ 500 Mètres



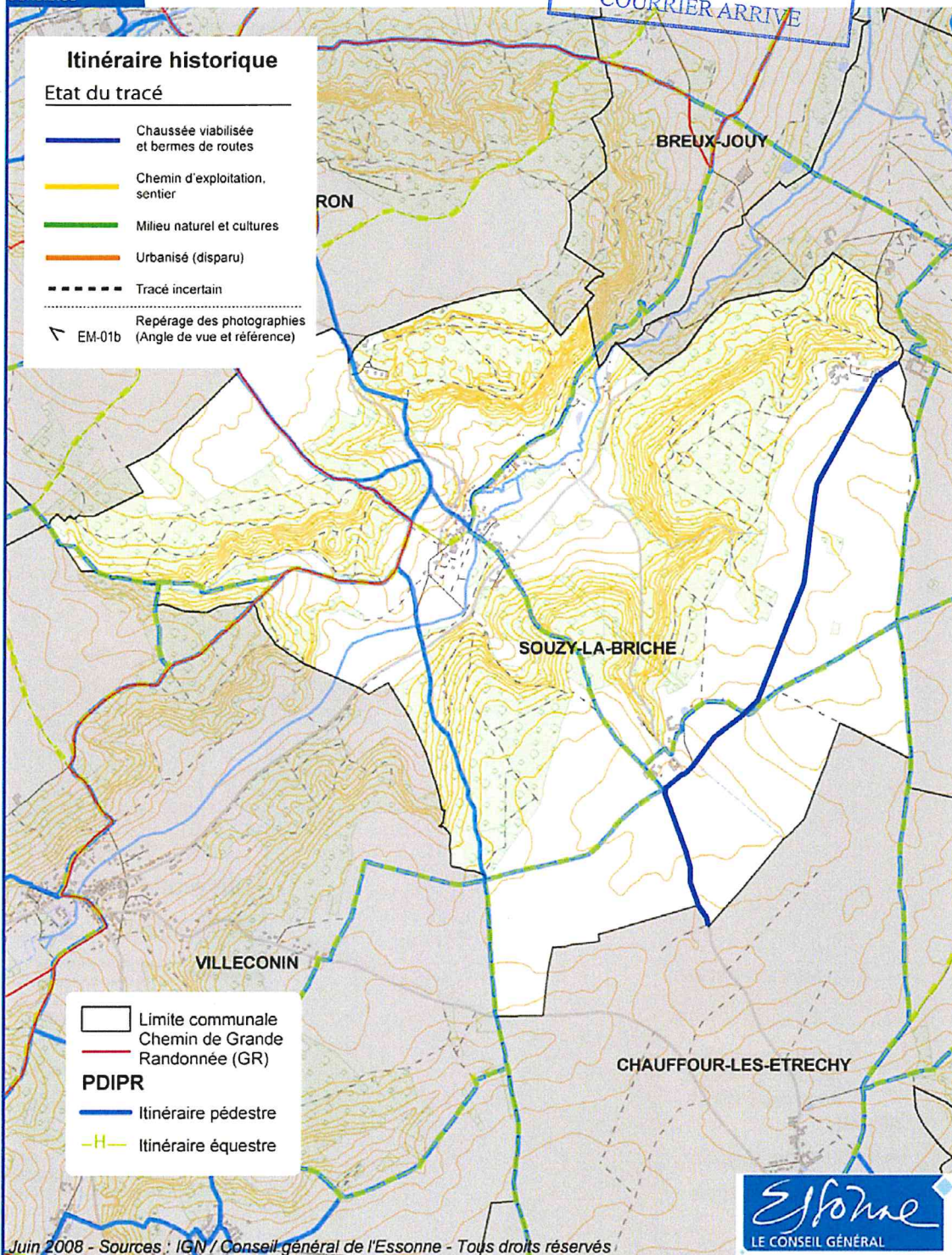
CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Saint-Sulpice-de-Favières**

0 500 Mètres



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Souzy-la-Briche****Itinéraire historique****Etat du tracé**

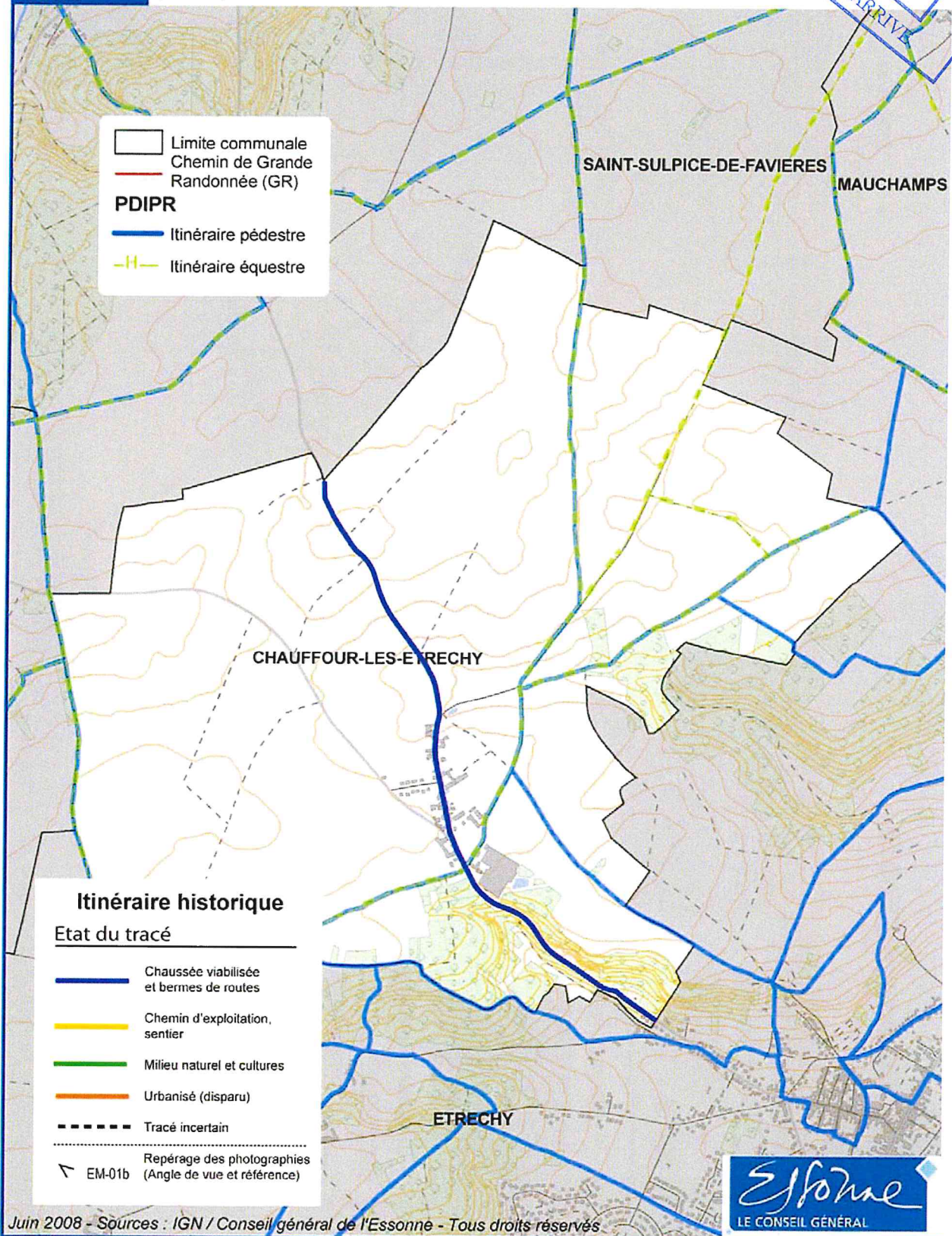
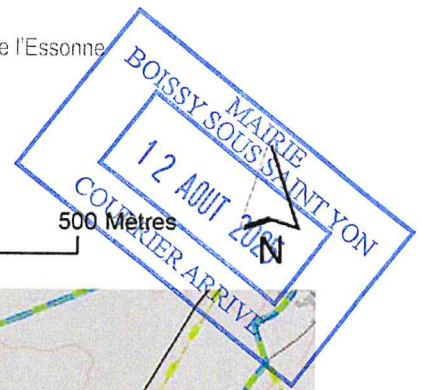
- Chaussée viabilisée et bernes de routes
- Chemin d'exploitation, sentier
- Milieu naturel et cultures
- Urbanisé (disparu)
- - - Tracé incertain
- ↖ Repérage des photographies (Angle de vue et référence)
- EM-01b



Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Chauffour-lès-Etréchy**

0 500 Mètres



BOISSY-SOUS-SAINT-YON

12 AOÛT 2025

COURRIER ARRIVE

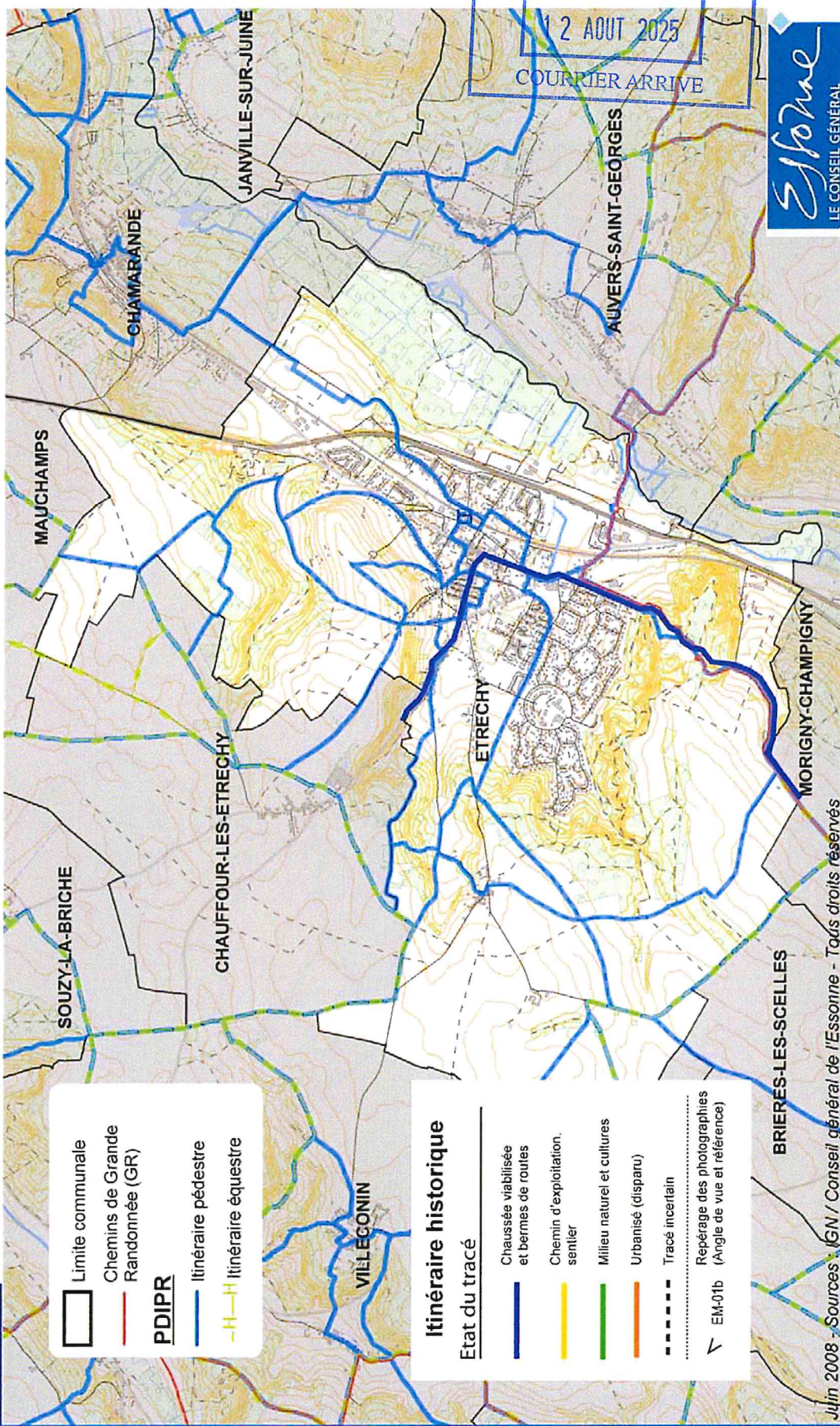
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Commune d'Etréchy

CENS

Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

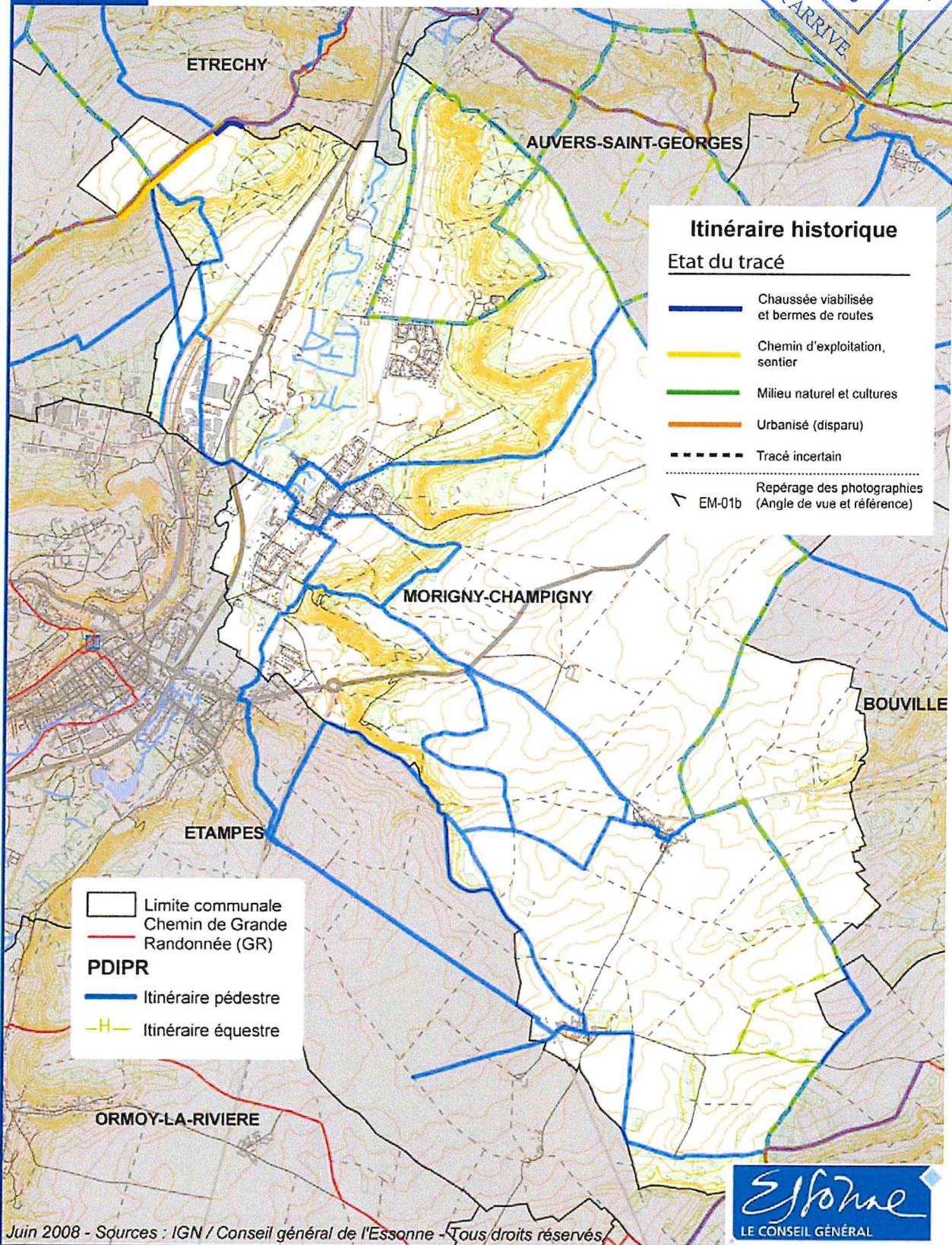
0 500 Mètres

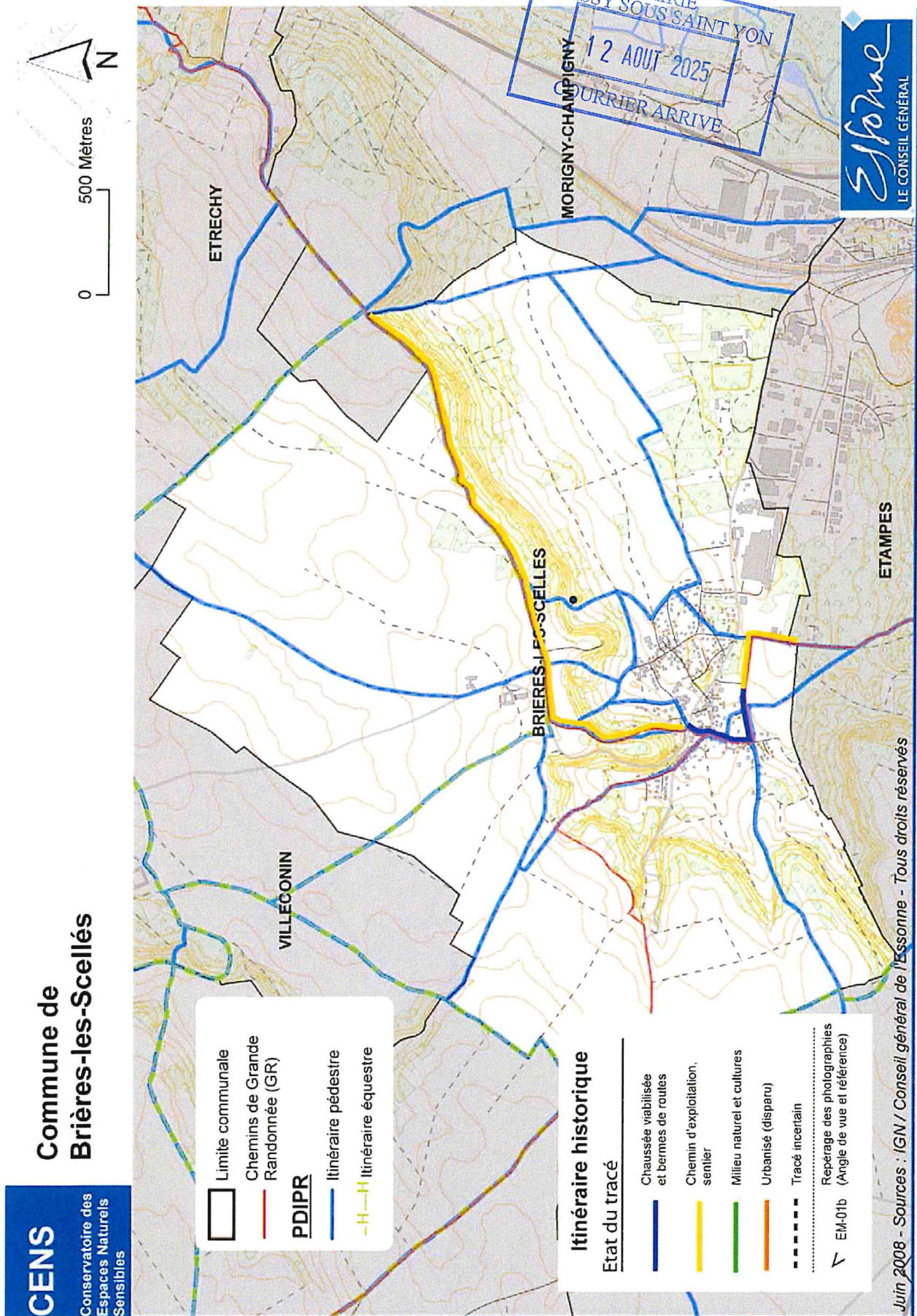


Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Morigny-Champigny**

0 500 Mètres

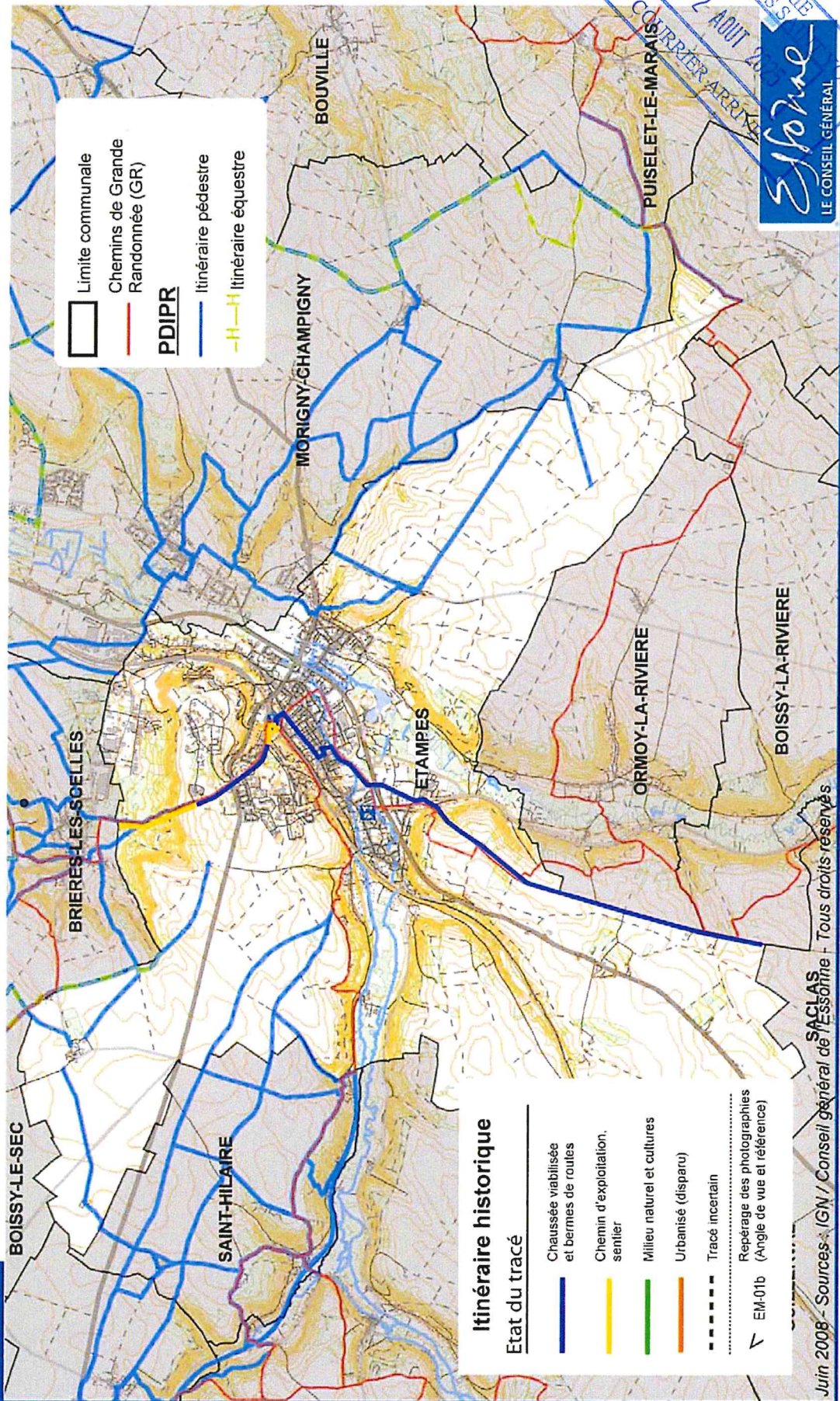




Commune d'Etampes

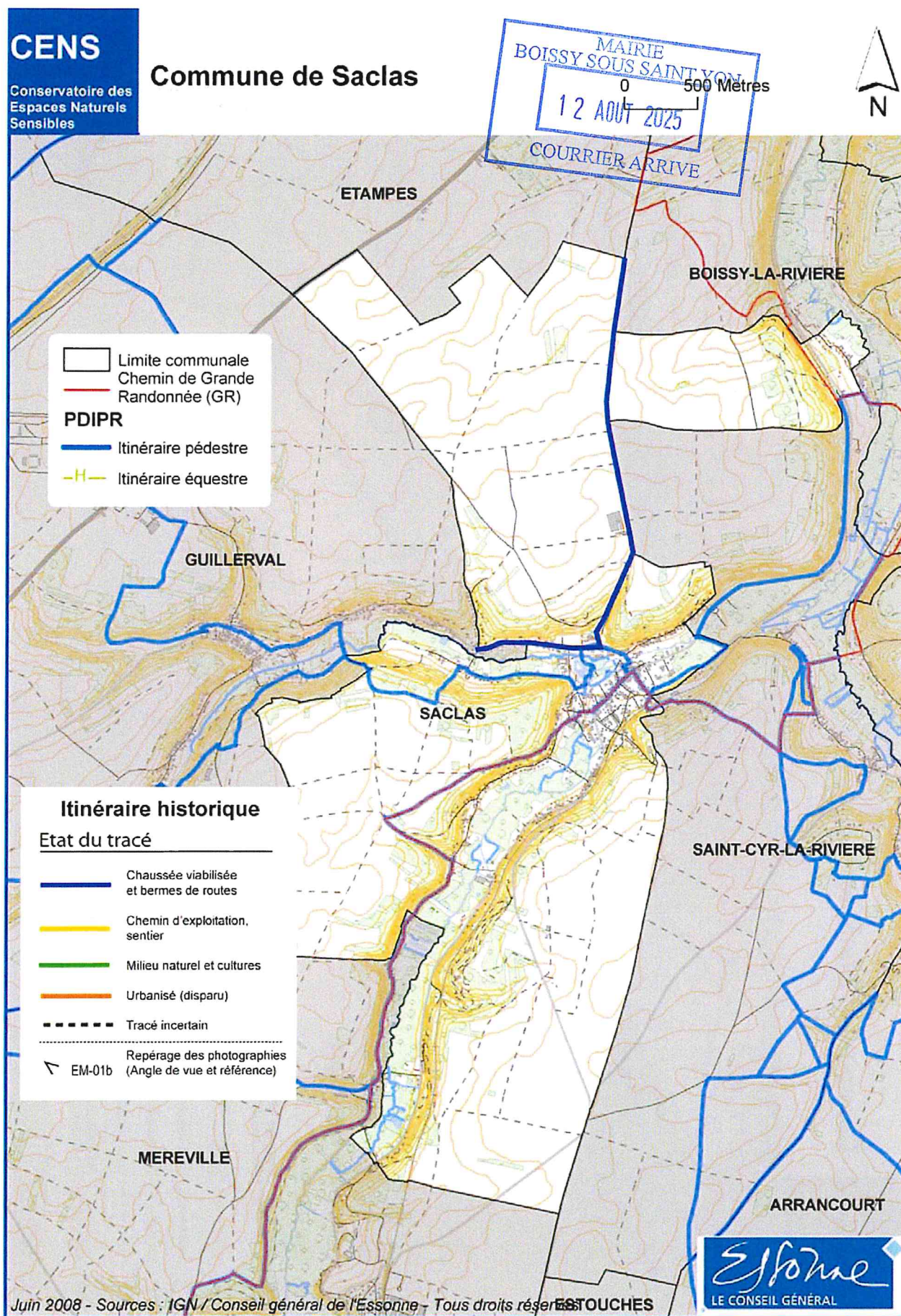
CENS

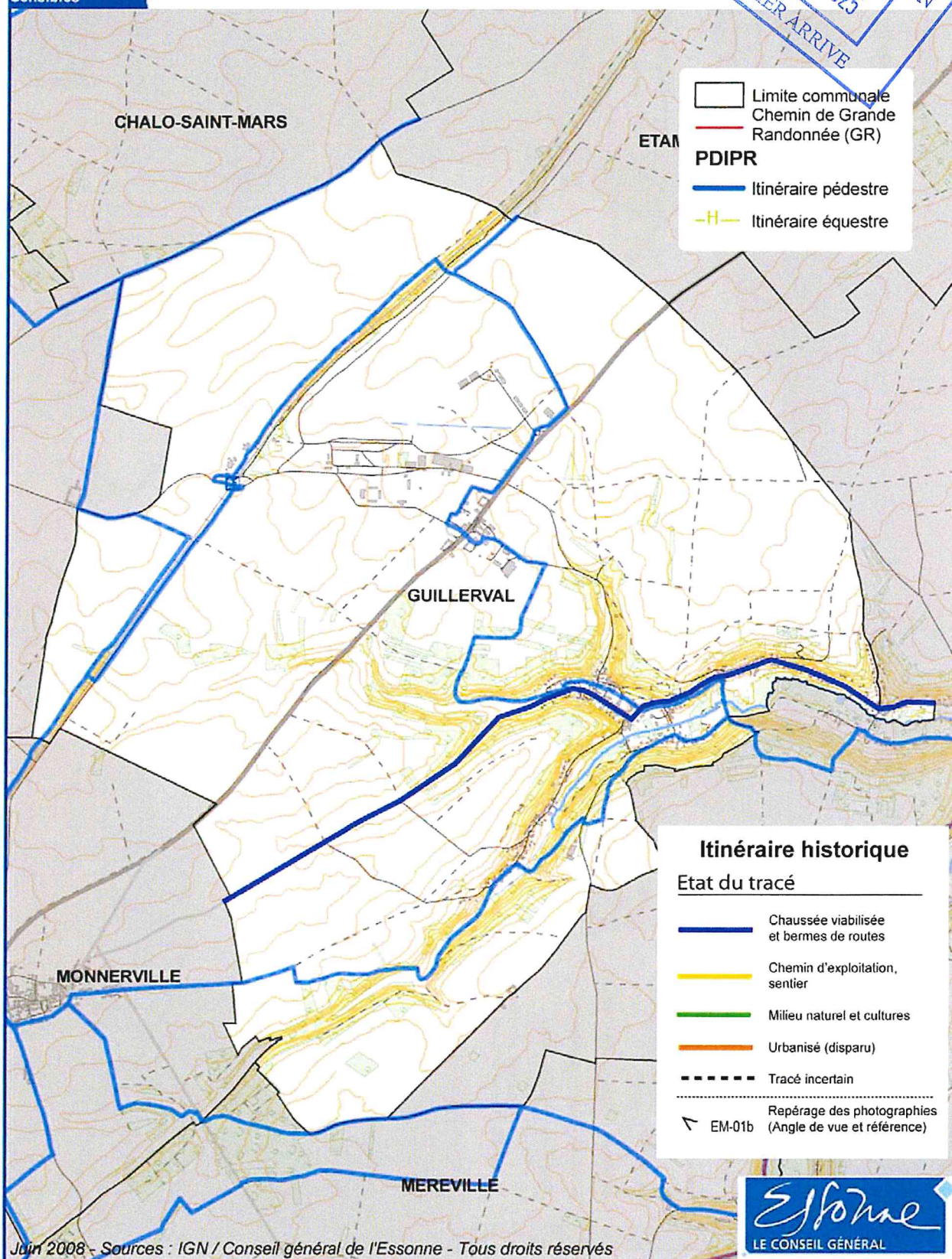
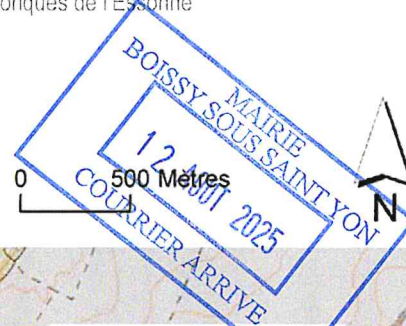
Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

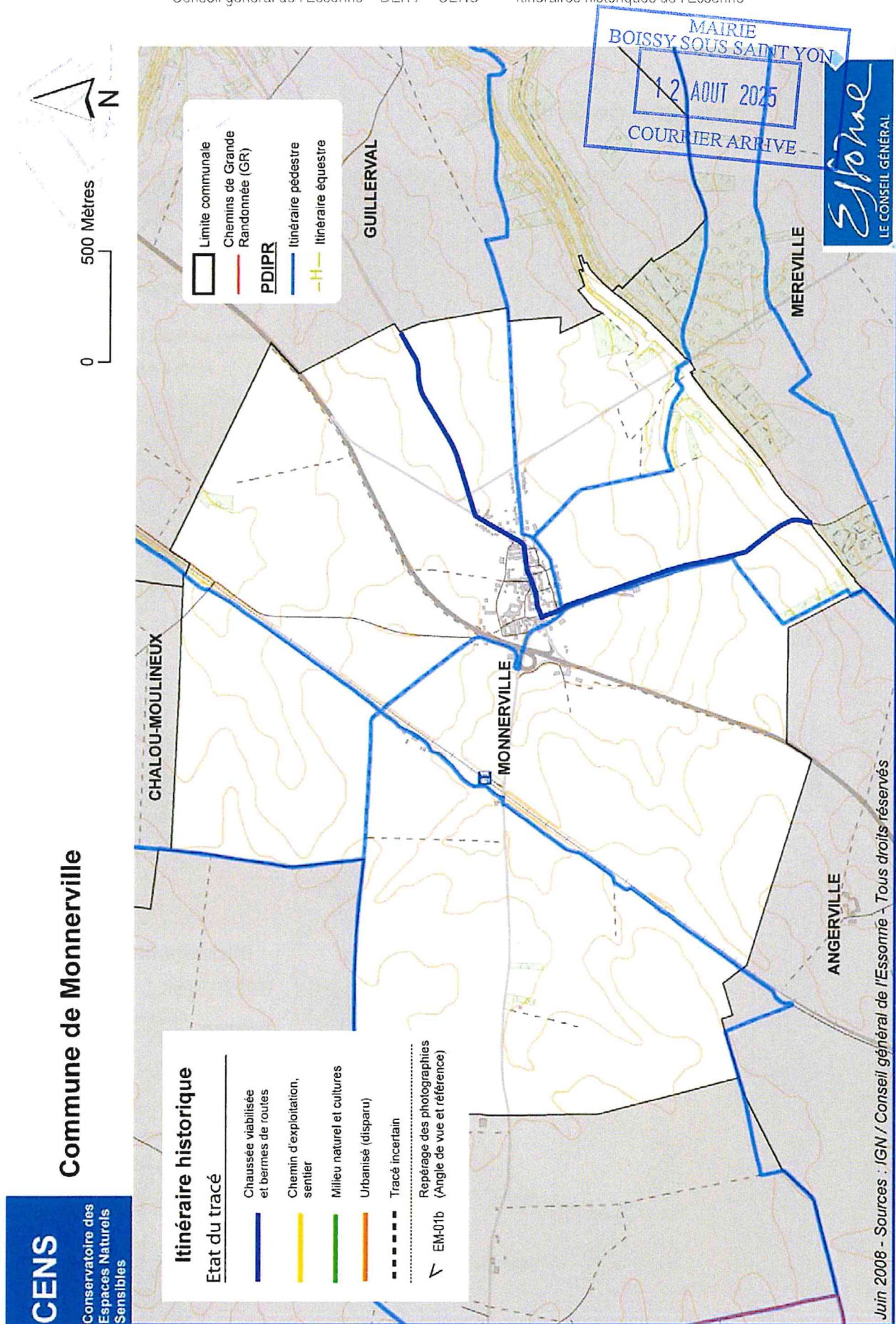


BOISSY-SOUS-BOISSY
12 AOÛT 2008

Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

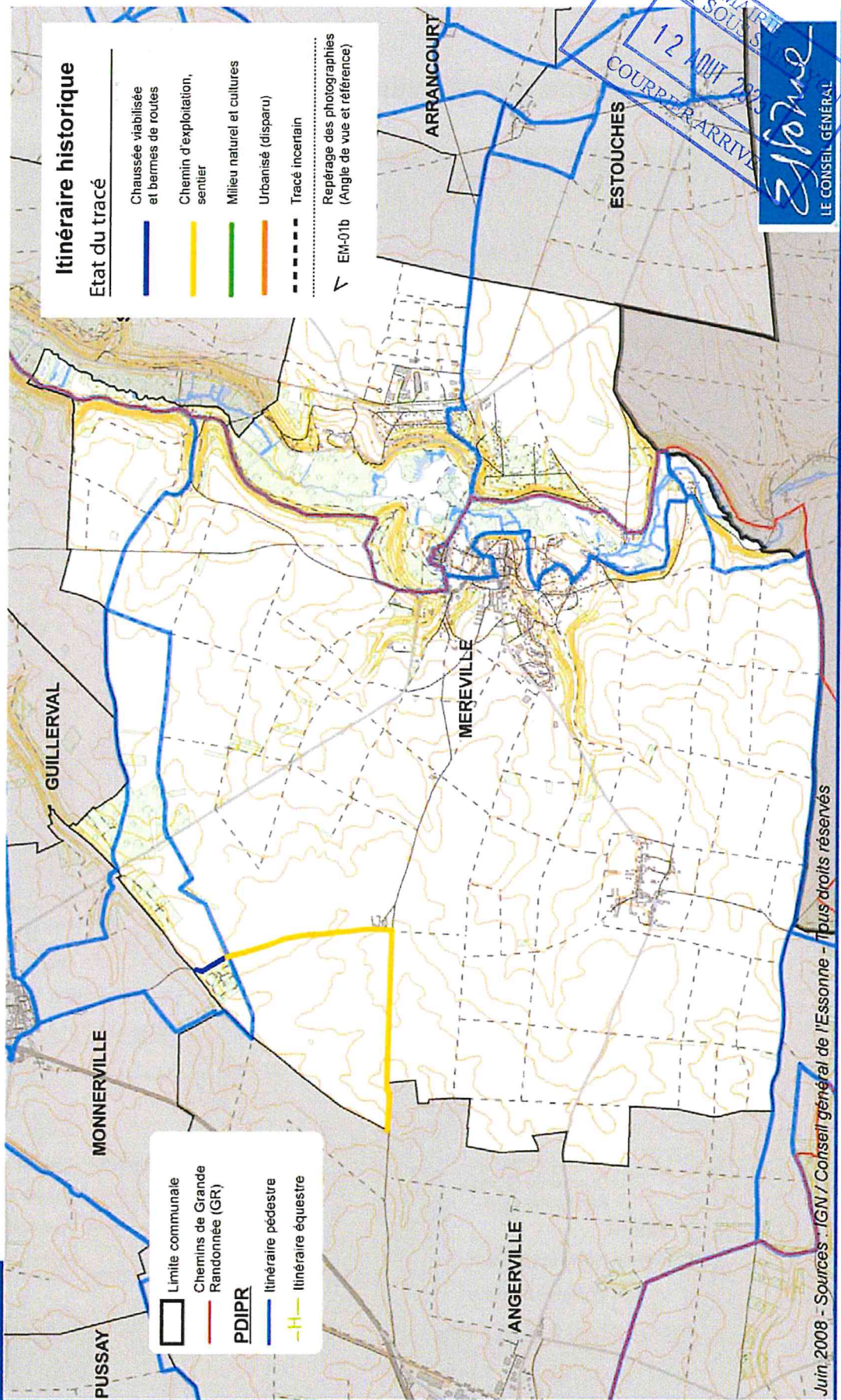


CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Guillerval**



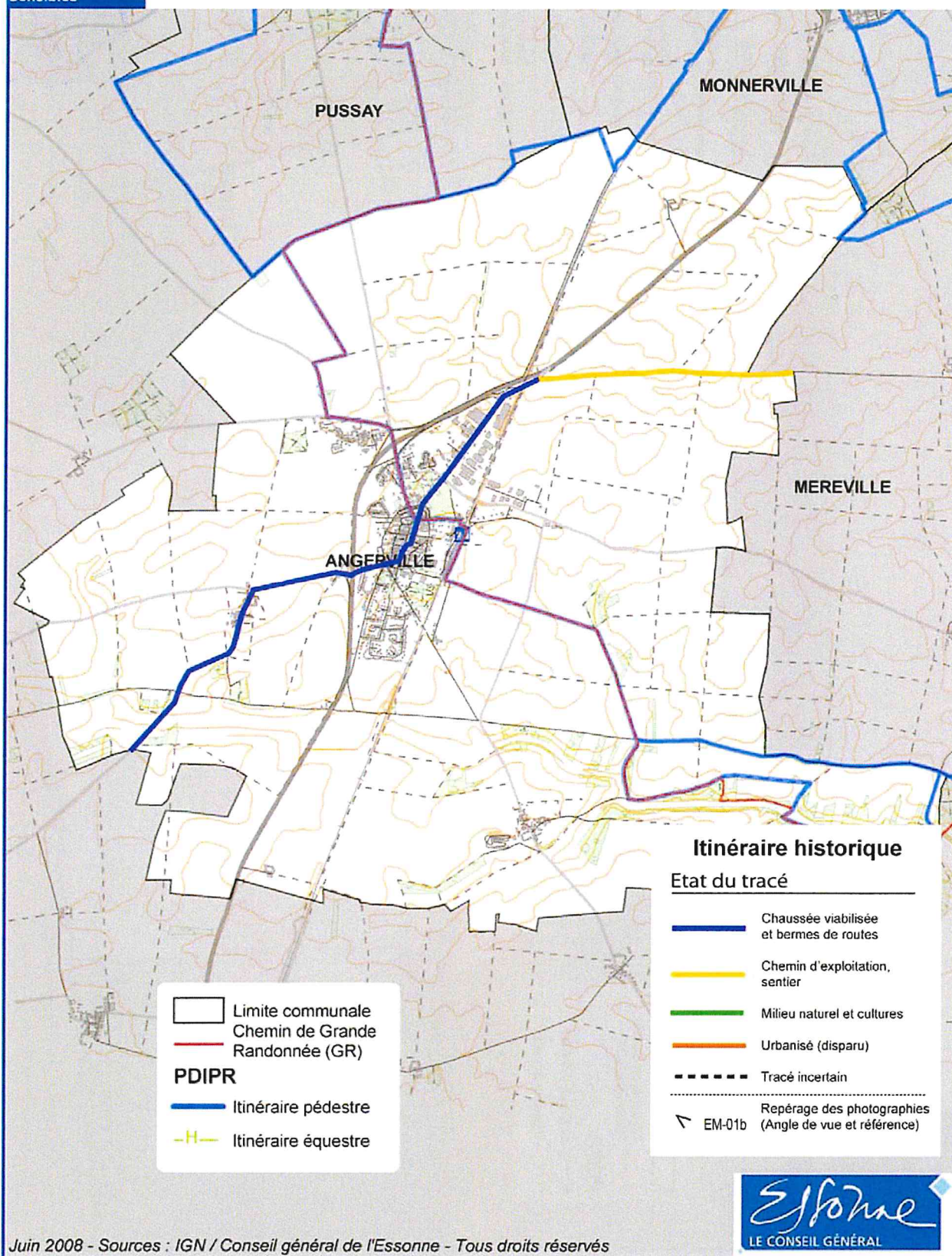
Commune de Méréville

CENS

 Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles


CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune d'Angerville**

0 500 Mètres



**F-04****Ligne ferroviaire CGB d'Arpajon à Étampes***Chemin de fer de Grande Banlieue, Tacot de la Renarde*

Commune(s) concernée(s) par l'axe : Arpajon, Egly, Boissy-sous-Saint-Yon, Saint-Yon, Saint-Sulpice-de-Favières, Souzy-la-Briche, Villeconin, Boissy-le-Sec, Brières-les-Scellés, Étampes.

Point d'entrée : 48° 35' 20" – 2° 15' 14"

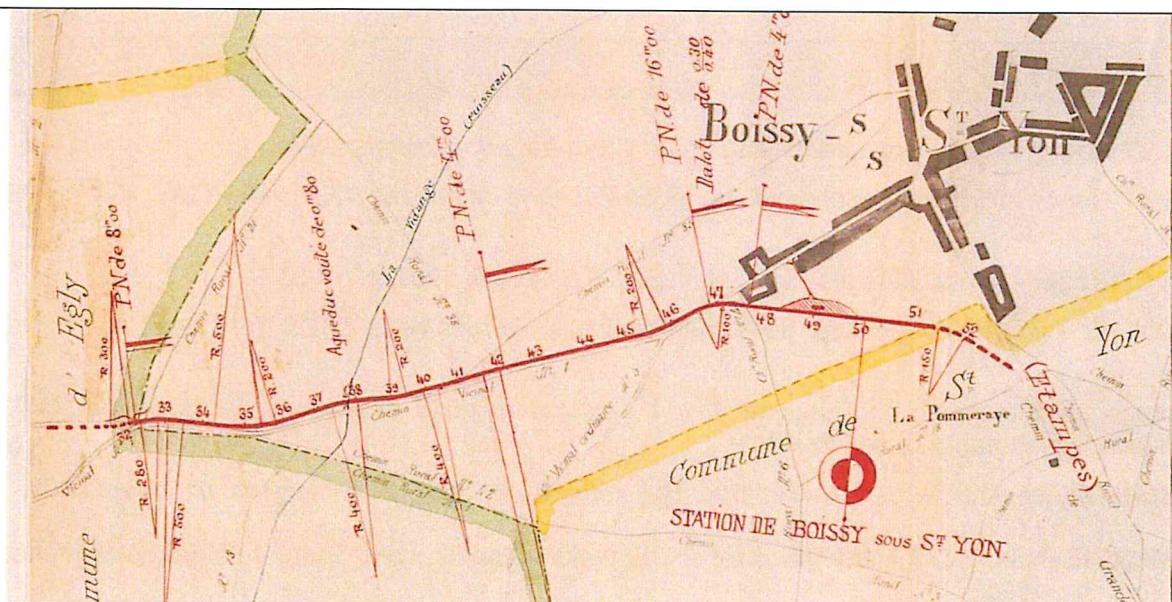
Point de sortie : 48° 26' 15" – 2° 09' 50"

Développement : 29,6 km

Typologie**Ancienne ligne de chemin de fer (ligne d'intérêt local)****Données historiques**

Éléments de datation de l'itinéraire historique : 23 novembre 1911 - 5 septembre 1948

La ligne Arpajon-Étampes a pour origine un programme de « *Chemins de fer d'intérêt départemental* » destiné à désenclaver et à favoriser le développement économique, essentiellement agricole, de la grande banlieue de Paris. Un décret, en date du 25 juin 1907, déclare d'utilité publique le *Réseau Sud* dont les quatre lignes sont toutes dans l'actuel département de l'Essonne. La *Compagnie des Chemin de Fer de Grande Banlieue* (CGB) en assure l'exploitation. La ligne **Arpajon-Étampes** permet dès 1911 le transport des voyageurs et des marchandises (maraîchage) vers Paris, en prolongement de la ligne de l'*Arpajonnais* (voir fiche F-01). La traction est assurée par des locomotives à vapeur PINGUELY sur une voie normale (1,43m d'écartement). Les rails sont déposés une première fois en 1916 pour servir sur le front. Peu rentable, le réseau est racheté en 1922 par le Département de la Seine & Oise et son exploitation est concédée à la STCRP (*Société des transports en commun de la région parisienne*) qui rétablit la voie. Le trafic reprend en 1923, après 7 années d'interruption, puis c'est la S.E. (*Société des chemins de fer économiques*) qui gère ce réseau secondaire à partir de 1933 avec un autorail. Le déficit accumulé et la concurrence du transport routier signeront l'arrêt de l'exploitation en 1948. La ligne est finalement déclassée en 1951 et les bâtiments et matériels sont vendus.



Extrait du plan général de la ligne Arpajon-Étampes (1908) - AD91 : 5S/113

Sources d'identification : Documents conservés aux Archives départementales de l'Essonne :

- Affaires communes aux CGB (1896-1911) : 5S/101, 5S/104
- Enquêtes parcellaires avec plans, arrêtés de tracés (1907-1912) : 5S/113
- Enquêtes parcellaires avec plans, travaux (1909-1937) : 5S/169
- Plans, correspondance (1903, 1961) : Edépôt2/8 20/2
- Déclassement, photographies des bâtiments (1951) : 5S/172



Diagnostic / État de conservation

La voie ferrée a été démontée depuis les années 50 et il ne subsiste plus aujourd'hui que son emprise régularisée (tranchée, remblais, plateformes) et les principaux bâtiments d'exploitation (haltes, stations). L'itinéraire est assez discontinu. Lorsqu'il est praticable, il est constitué de bernes de routes (parfois reconverties en piste cyclable), de chemins agricoles en plaine et forestiers en vallée. Le parcours est régulièrement interrompu dans la traversée des villages surtout du fait de la privatisation des anciennes gares. La végétation a envahi de nombreux tronçons mais des itinéraires parallèles (chemins agricoles, routes) permettent une relative continuité de l'itinéraire.

Diagnostic / Évaluation patrimoniale

Critères / valeur	Faible	Moyen	Fort
Rareté/originalité	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>
Valeur structurante dans le paysage environnant	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>
État de conservation	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>

Itinéraire historique important à prendre en compte

Date du diagnostic : 10 juillet 2008

Dernière modification de la fiche : 18/11/2008 15:57

Bibliographie

BAILLY Roger - 150 ans de chemins de fer en Essonne. *Ed. Amattéis, 1994.*

BAILLY Roger – Histoire des chemins de fer en Essonne. *Mémoires d'Essonne, 1991, n° 1 : p. 19-30 et 2 : p. 20-30.*

BAILLY Roger – C'était le réseau sud. *Mémoires d'Essonne, 1993, p. 18-23.*

HULOT R. – Les chemins de fer de grande banlieue. *Cahiers de la FACS, h.s. suppl. au n° 180, 1983.*

Hommes, rails et trains en Essonne. *Livret d'exposition du 8 octobre au 31 décembre 2003, Archives départementales de l'Essonne.*

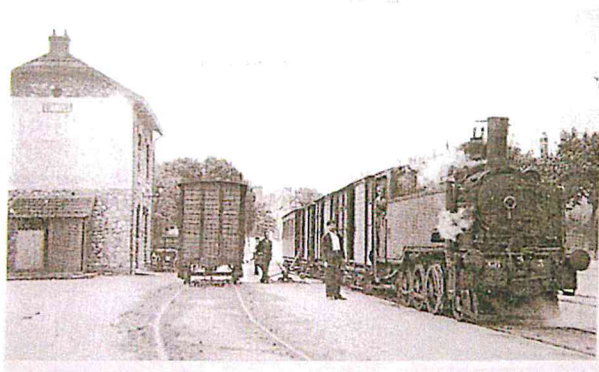
BERLIN Olivier – Le Tacot de la Renarde. *Bull. municip. St-Sulpice de Favières, n° 3, avril 2007.*

DOMENGIE Robert & BANAUDO José – Les petits trains de jadis. Tome 4 : Nord de la France. *Ed. du Cabri, 1995.*

DOBLER – Histoire de Boissy-le-Sec, 2004.

BOISSY MAIRIE
SOUS SAINT-YON
12 AOUT 2025
COURRIER ARRIVE

Autres ressources documentaires



Le Terminus « Étampes », place du Jeu de Paume



La locomotive Pinguely « CGB n° 9 »

CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES

(RÉSEAU DE GRANDE BANLIEUE)

Service d'été non parvenu au moment de la mise sous presse.

G

ÉTAMPES A ARPAJON

(1^{re} et 2^e classes).

G

Voir les autres trains entre Étampes et Morigny-St-Michel, page 280 bis, tableau 6.

D'Étampes		Jeu-de-Paume (180 bis)		(d)	(e)	(c)	15	2	17	55	20	44	21	18	(e)	(Terminus)	(d)	(e)	(c)	(c)	11	46	...	19	26										
70	1	55	2	●	ÉTAMPES	6	20	6	35	10	15	13	2	17	55	20	44	21	18	ARPAJON (halte) dep.	...	...	8	10	...	11	46	...	19	26			
40	1	10	4	●	MORIGNY-ST-MICHEL	6	26	6	41	10	21	13	8	18	1	20	50	21	24	ARPAJON (P.O.) dep.	...	...	8	15	...	11	51	...	19	31			
30	1	10	11	●	BRIERES-L-SCHELLES	6	31	6	46	10	26	...	...	18	6	...	...	...	...	EGLY	...	...	8	18	...	11	53	...	19	35
5	5	4	50	16	BOISSY-L-SEC.	6	47	7	2	10	42	...	...	18	22	...	...	...	...	BOISSY-sous-ST-YON	...	...	8	23	...	11	58	...	19	40
6	20	5	05	18	VILLECONIN	6	59	7	14	10	53	...	...	18	33	...	...	...	...	ST-YON	...	...	8	28	...	12	3	...	19	45
7	25	5	30	21	SOUZY-LA-BRICHX (h.)	7	5	7	20	10	59	...	...	18	39	...	...	...	...	ST-SULPICE-DE-PAY. (h.)	...	...	8	33	...	12	8	...	19	50
7	30	6	45	23	ST-SULPICE-DE-PAY. (h.)	7	10	7	25	11	4	...	...	18	44	...	...	...	...	SOUZY-LA-BRICHX (h.)	...	...	8	37	...	12	12	...	19	54
8	60	7	25	25	ST-YON	7	14	7	29	11	8	...	...	18	48	...	...	...	...	VILLECONIN	...	...	8	43	...	12	18	...	20	...
9	30	7	60	27	BOISSY-sous-ST-YON	7	19	7	34	11	13	...	...	18	53	...	...	...	...	BOISSY-L-SEC.	...	...	8	49	...	12	24	...	20	6
10	8	15	29	●	EGLY	7	25	7	40	11	18	...	...	18	58	...	...	...	...	BRIERES-L-SCHELLES	...	...	9	1	...	12	36	...	20	18
10	35	8	40	30	●	ARPAJON (180 bis)	7	28	7	43	11	21	...	19	1	MORIGNY-ST-MICHEL	6	6	6	20	9	20	5	12	53	17	45	20	30		
					(P.O.) dep.	7	30	7	45	11	22	19	2	●	ÉTAMPES	6	11	6	25	9	25	10	10	12	58	17	50	20	40
					ARPAJON (halte) arr.	7	35	7	50	11	26	19	6	(Jeu-de-Paume)															
					(Terminus)																														

(c) A lieu les vendredis, samedis, dimanches, jours de fêtes et lundimens de fêtes. — d. Sauf dimanches et fêtes. — (e) Dimanches

Reportage photographique**Communes d'Arpajon**

Passage sous la ligne Paris-Orléans, connexion avec le Paris-Arpajon [EA-36]



Ancien entrepôt de la gare CGB d'Arpajon [EA-37]

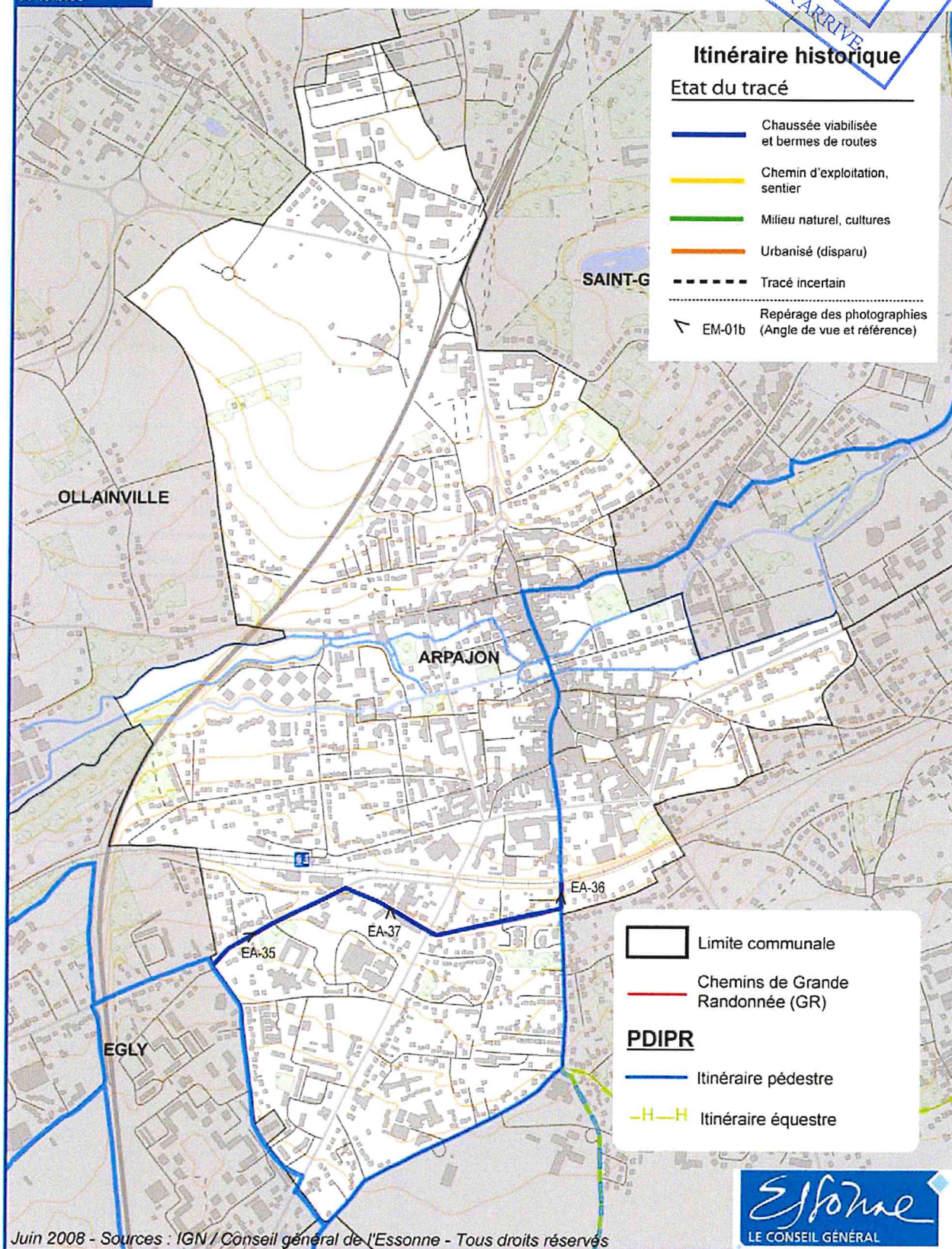


Emprise sur l'accotement de la route d'Egry, D 192 [EA-35]



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune d'Arpajon**

0



Reportage photographique

Commune d'Egly



Chemin rural dans la continuité de la rue du Stade (EA- 34)

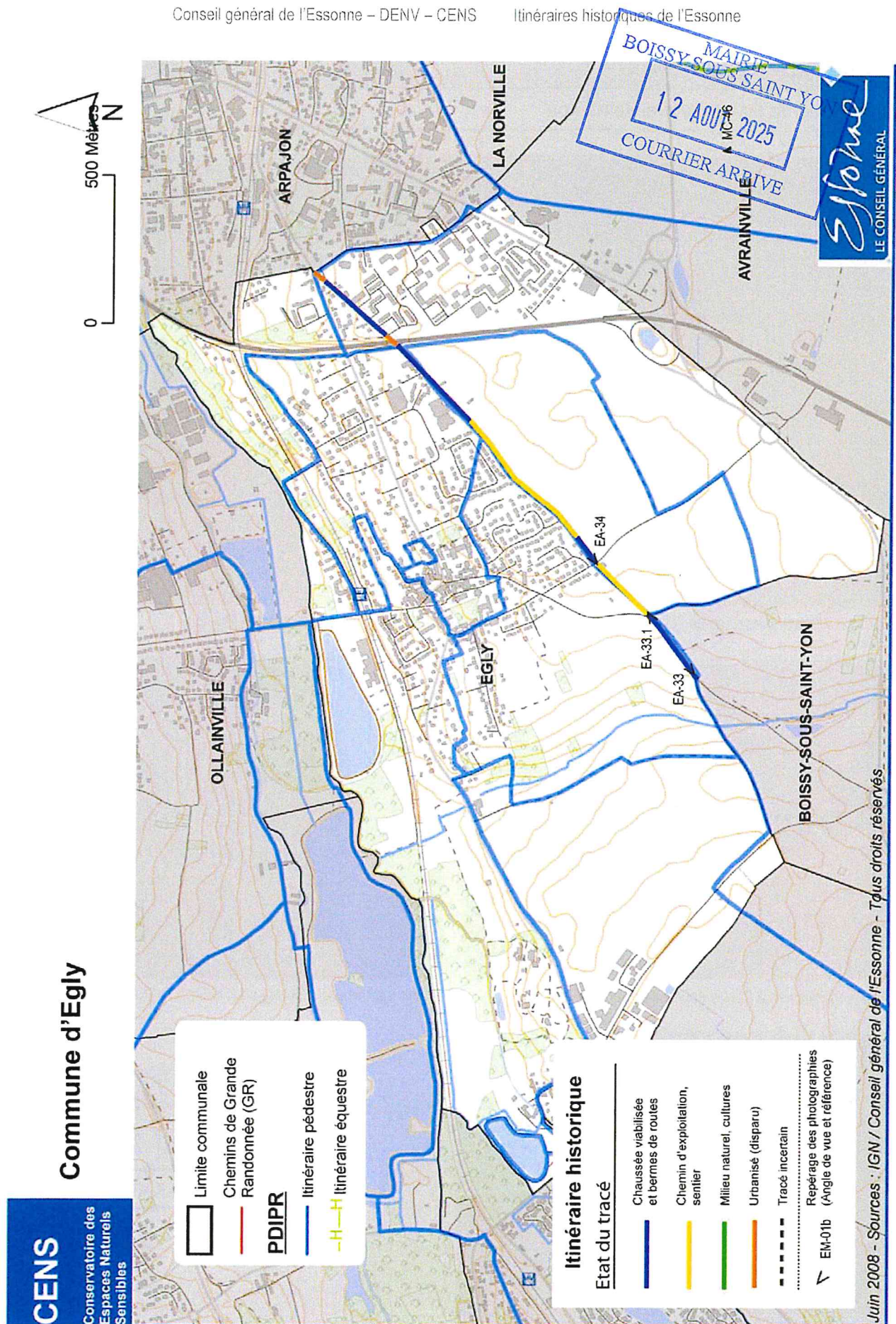


Le long du Clos Rémy (EA- 33.1)



Le long de la route de Dourdan (EA- 33)





Reportage photographique**Commune de Boissy-sous-Saint-Yon**

Sur l'accotement de la route de Dourdan à Arpajon, aujourd'hui converti en voie piétonne et cyclable [EA-32]



Plaine maraîchère à Boissy-sous-Saint-Yon [EA-31]



Plaine maraîchère à Boissy-sous-Saint-Yon [EA-39]



Ancienne halte de Boissy [EA-38]



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Boissy-sous-Saint-Yon**

0

500 Mètres

MAIRIE
BOISSY SOUS SAINT-YON
12 AOÛT 2025
COURRIER ARRIVE

BREUILLET

EGLY

- Limite communale
- Chemins de Grande Randonnée (GR)

PDIPR

- Itinéraire pédestre
- H— Itinéraire équestre

SAINT-YON

EA-31

EA-32

EA-38

EA-39

AVRAINVILLE

BOISSY-SOUS-SAINT-YON

Itinéraire historique
Etat du tracé

- Chaussée viabilisée et bernes de routes
- Chemin d'exploitation, sentier
- Milieu naturel, cultures
- Urbanisé (disparu)
- - - Tracé incertain
- ◁ Repérage des photographies (Angle de vue et référence)
- EM-01b

TORFOU

CHAMARANDE

Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés


Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Reportage photographique

Commune de Saint-Yon



Le long de la D 19, les Paumerelles [EA-30]



Plaque de rue (EA- 29)



Chemin de St-Yon aux Cosnardières (EA- 28)



L'ancienne station de Saint-Yon est absorbée dans le bâtiment de l'école primaire (EA-27)



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Saint-Yon**

0

500 Mètres



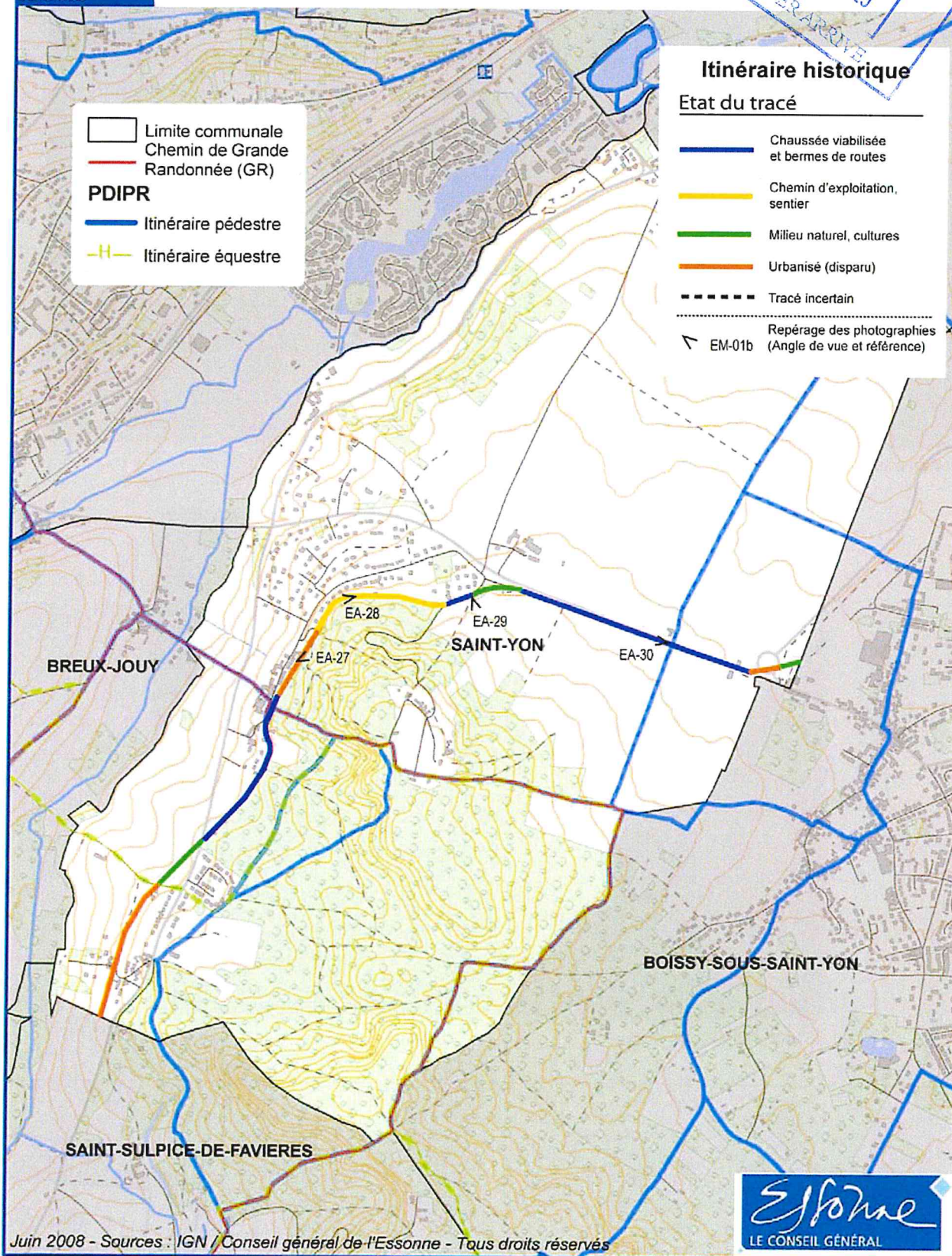
Limite communale
 Chemin de Grande
 Randonnée (GR)

PDIPR

Itinéraire pédestre
 Itinéraire équestre

Itinéraire historique**Etat du tracé**

Chaussée viabilisée
 et bermes de routes
 Chemin d'exploitation,
 sentier
 Milieu naturel, cultures
 Urbanisé (disparu)
 Tracé incertain
 Repérage des photographies
 (Angle de vue et référence)
 EM-01b



Juin 2008 - Sources : IGN / Conseil général de l'Essonne - Tous droits réservés

Reportage photographique

Commune de Saint-Sulpice-de-Favières

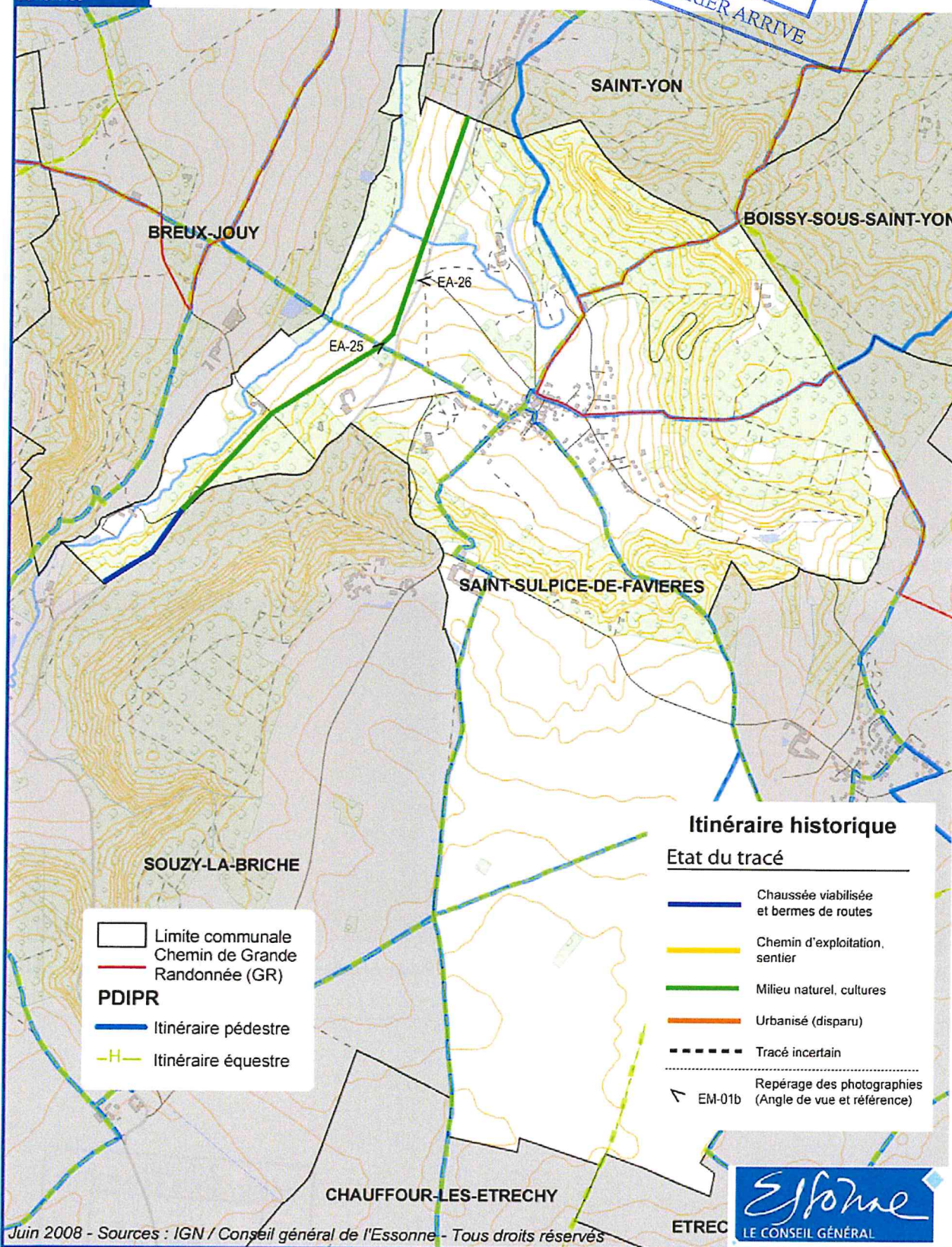


Ancienne halte de Saint-Sulpice (EA- 26.1)



La Croix-blanche (EA- 25)



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Saint-Sulpice de Favières**

Reportage photographique**Commune de Souzy-la-Briche**

Le long de la D82, près du cimetière (EA- 24)



Ancienne halte de Souzy-la-briche (EA-23)



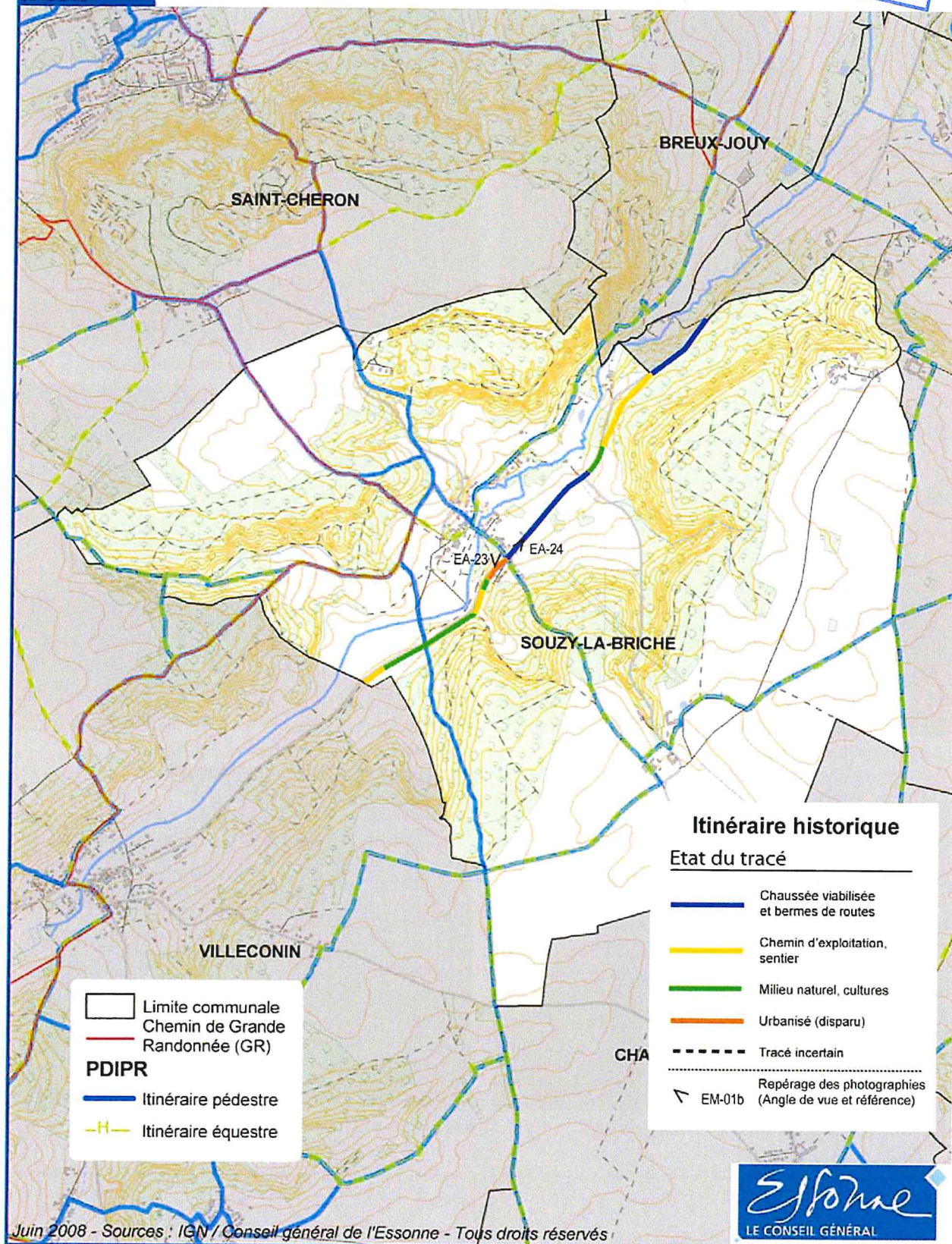
Plaque émaillée sur le pignon de l'ancienne halte (EA-23.1)



CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Souzy-la-Briche**

0

500 Mètres



Reportage photographique

Commune de Villeconin



En lisière du bois du Val-Salmon (EA- 22)



Chemin créé sur l'ancienne emprise ferroviaire (EA- 21):



La station de Villeconin (EA- 20)



Emprise reconvertie en boulo-drome (EA-19)



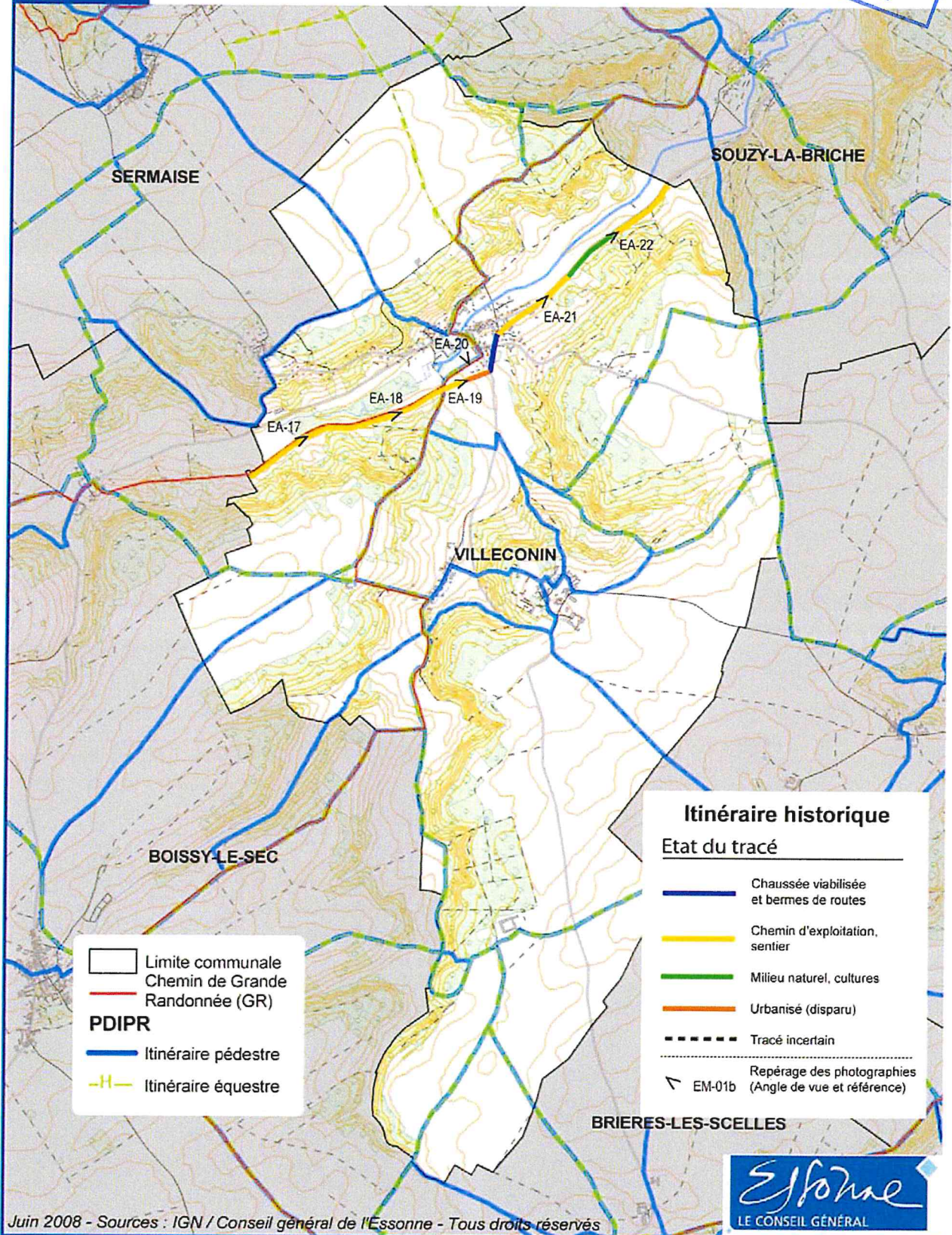
GR 111 C sur l'ancienne emprise ferroviaire (EA-18)



GR 111 C sur l'ancienne emprise ferroviaire (EA-17)

CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de Villeconin**

0 500 Mètres



Reportage photographique

Commune de Boissy-le-Sec



Plateforme de l'Arrêt de Venant (EA-16)



En lisière du bois de la Rochellerie (EA-15)



Le long de la RD 82 (EA-14)



Station de Boissy-le-Sec (EA-13)



Remblai de la voie de contournement de Boissy (EA-12)



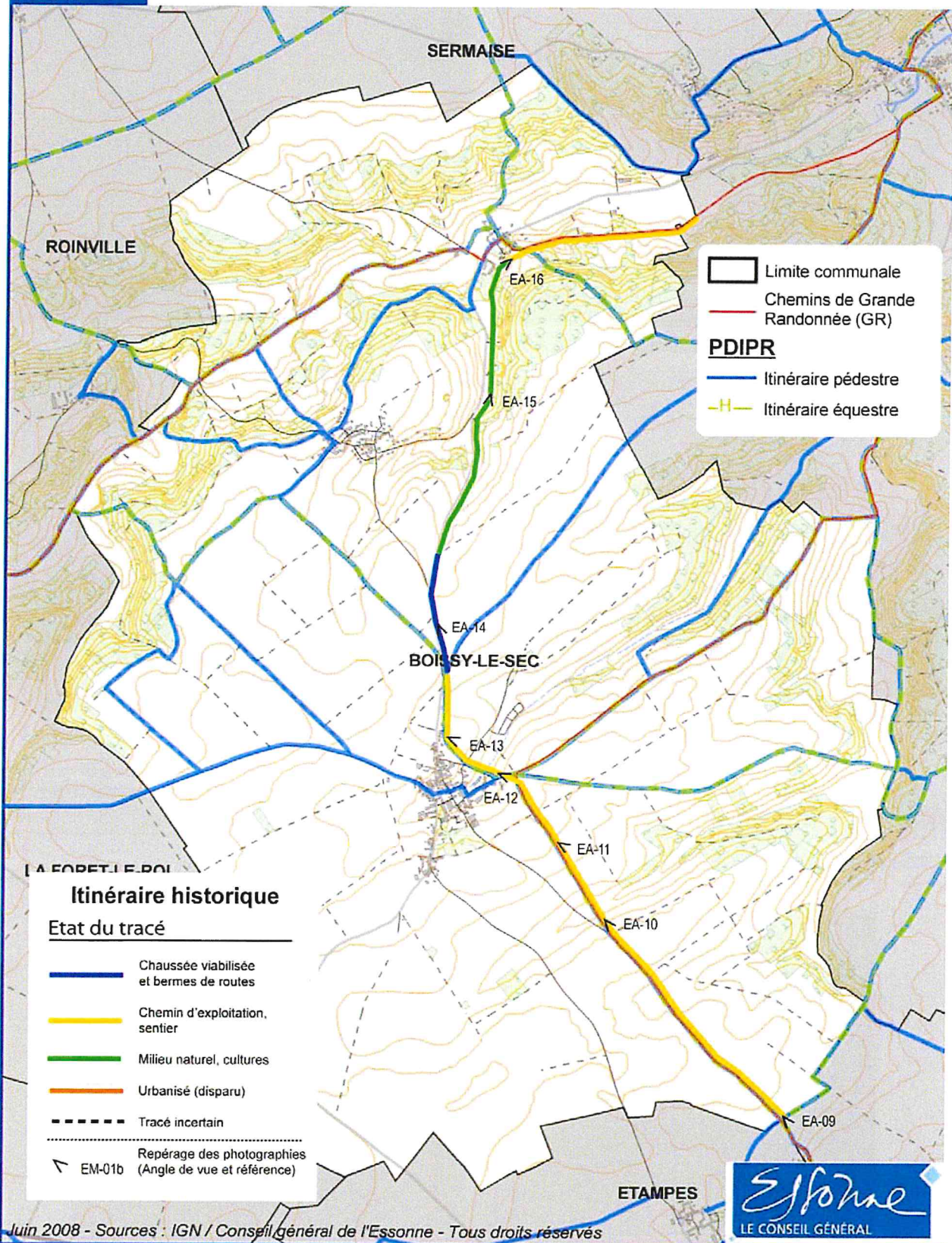
Le Pré-Bertin (EA-11)



Près de la Croix du Four (EA-10)



Près de la Ferme de la Maison Lange (EA-09)

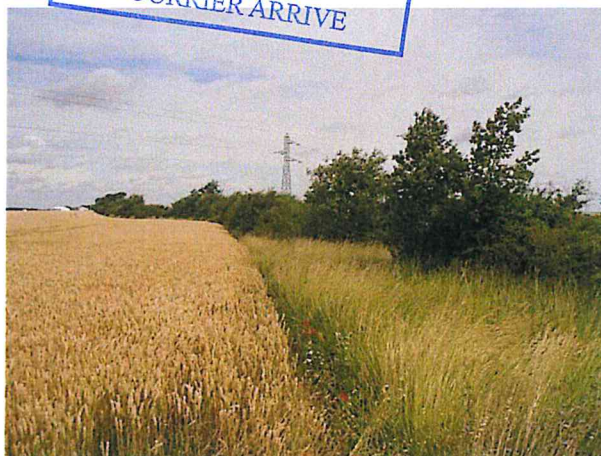
CENSConservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles**Commune de
Boissy-le-sec**

Reportage photographique

Commune de Brières-les-Scellés



Chemin d'exploitation parallèle à l'ancienne voie ferrée (EA-8)



Au sommet de la vallée d'Heurtebise (EA-07)



Vers la montée de la vallée d'Heurtebise (EA-06)



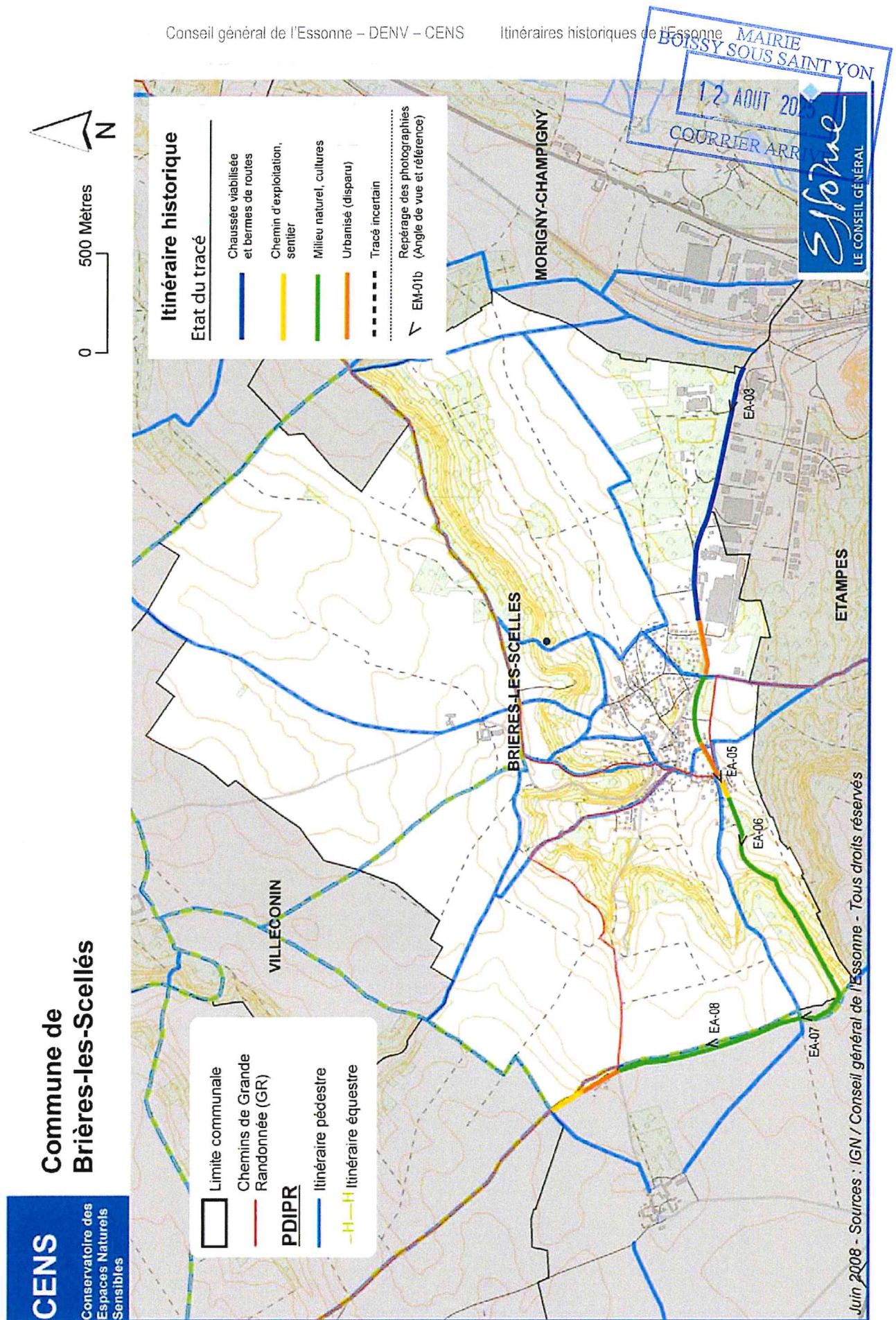
Rue de la Sente d'Auneau (EA-05)

Reportage photographique

Limite de commune de Brières-les-Scellés avec Etampes

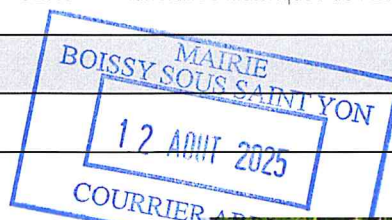


Le long de la D 207, zone industrielle Sudessor (EA-03)



Reportage photographique

Commune d'Étampes



Vestige de l'emprise ferroviaire du CGB dans le quartier Saint-Michel (EA-36)



Avenue de Paris (EA-02)



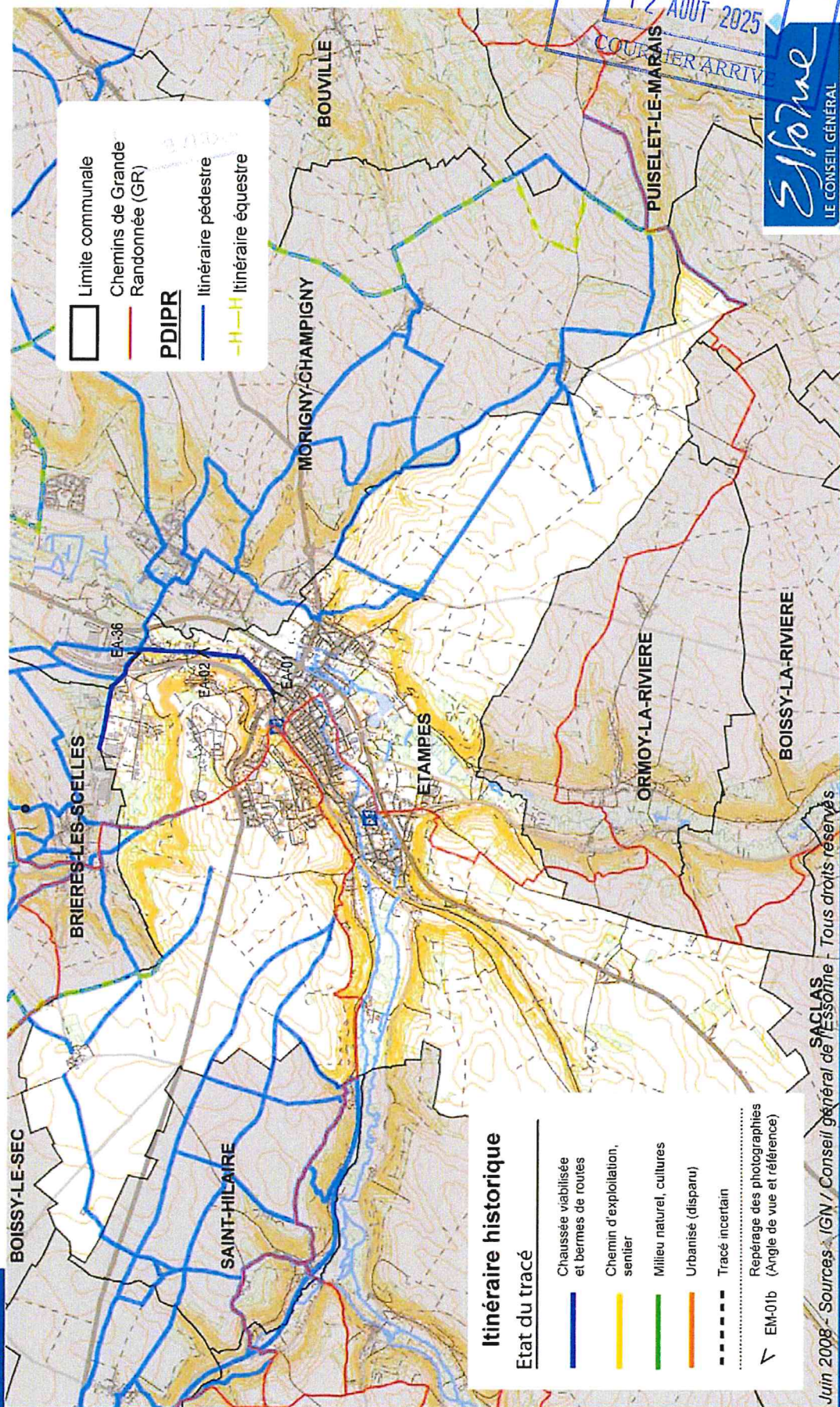
Emplacement de la station d'Étampes, place du Jeu de Paume (EA-01)

CENS
Conservatoire des
Espaces Naturels
Sensibles

Commune d'Etampes



0 500 Mètres





Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)

Du fait de sa situation géographique en périphérie de la métropole parisienne, l'Essonne est soumise à de fortes tensions sur le plan de l'urbanisation par la consommation de foncier non bâti. Les espaces naturels et agricoles subissent en outre des dynamiques de fragmentation et de dégradation causées par différentes activités humaines (infrastructures de transport, pollution, mitage, remblais, etc.). Ces phénomènes ont un impact négatif sur la biodiversité, la qualité des paysages, la sécurité alimentaire, le climat, les risques d'inondation et le cadre de vie des Essonnais.

Pour répondre à ces enjeux, le Conseil départemental a adopté depuis 2020, des orientations fortes en matière de lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain, prônant un développement durable et équilibré du territoire.

Ainsi, le Département s'affirme comme un acteur moteur en matière de sobriété foncière. Il souhaite mobiliser les collectivités locales essonniennes pour engager résolument l'Essonne sur une trajectoire vertueuse vers le Zéro artificialisation nette (ZAN). A ce titre, il apporte des conseils aux communes et EPCI en matière de reconquête des sols et de protection des espaces naturels et agricoles, notamment en tant que personne publique associée (PPA).

L'adoption ou la révision du PLU constitue une opportunité pour les communes permettant d'intégrer pleinement la ressource « sols » dans leurs réflexions en matière d'aménagement du territoire : c'est l'occasion de réexaminer, de façon approfondie, le potentiel des espaces déjà urbanisés et les enjeux des espaces dits « ouverts ».

La présente fiche a pour ambition de :

- Proposer aux communes des éléments concrets qui pourraient inspirer l'élaboration de leur diagnostic et, de façon plus large, l'ensemble des pièces constitutives du PLU ;
- Rappeler les outils mobilisables en matière de préservation des sols ;
- Présenter la politique départementale en matière de lutte contre l'artificialisation des sols.

Sommaire

I-	Les données de cadrage sur les sols	2
1-	Le contexte.....	2
2-	Les enjeux pour l'Essonne.....	2
II-	Les données à prendre en compte dans le PLU	2
1-	Dans le rapport de présentation	2
2-	La séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) dans les PLU	5
3-	Dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	6
4-	Dans le règlement d'urbanisme	7
III-	Les outils pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation des sols	7
1-	Les outils communaux	7
2-	Les outils départementaux	8
IV-	La politique départementale de lutte contre l'artificialisation des sols.....	8
1-	La Stratégie départementale de lutte contre l'artificialisation des sols.....	9
2-	Les aides financières et conseils techniques à l'attention des collectivités	9
3-	La mise à disposition d'études sur la connaissance des sols en Essonne.....	9
4-	La Banque foncière environnementale de l'Essonne.....	10
5-	La charte pour la maîtrise de l'extension commerciale	10
6-	La boîte à outils.....	10
V-	Annexes	11



I- Les données de cadrage sur les sols

1- Le contexte

Les sols, en tant que supports des écosystèmes et des activités humaines, revêtent une importance primordiale. Ils abritent près d'un quart de la biodiversité terrestre et constituent à la surface du globe un réseau d'habitats naturels appelé « trame brune ».

L'artificialisation des terres est un phénomène d'ampleur au niveau mondial qui correspond à la dégradation ou l'imperméabilisation (totale ou partielle) des sols, entraînant la perte de leurs qualités écologiques, physico-chimiques et agronomiques, sous l'effet d'activités anthropiques variées.

Les sols artificialisés comprennent par exemple les sols bâtis (logements, activités...), les sols revêtus et stabilisés (routes, voies ferrées, parkings, chemins...), les sols modifiés (chantiers, terrains vagues, espaces verts artificiels...), les zones polluées (décharges, friches industrielles...), etc.

L'artificialisation des sols est souvent irréversible et a des conséquences négatives fortes sur l'environnement et les activités humaines : impact climatique (réduction de la capacité de stockage du carbone), perte de biodiversité, érosion et réduction de la qualité agronomique des terres, vulnérabilité aux inondations, dégradation des paysages, détérioration du cadre de vie des populations, etc. Aux échelles mondiale, européenne, nationale et locale, les sols et les habitats naturels présentent un état de dégradation préoccupant.

2- Les enjeux pour l'Essonne

Le département de l'Essonne, comme l'Île-de-France dans son ensemble, a connu une dynamique de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'abord soutenue, puis plus modérée aujourd'hui : à la suite d'un premier pic après la seconde guerre mondiale, puis d'un second dans les années 1990, le rythme de l'urbanisation a été divisé par 4 depuis la fin du XXème siècle.

Néanmoins, avec 1420 hectares, la consommation d'espaces en Essonne a été à l'origine d'environ 20% de la consommation francilienne d'espaces au fil de la décennie 2008-2017. Cette part, supérieure à la superficie que représente le département (soit 15% de la surface de l'Île-de-France), traduit les importantes dynamiques qui continuent d'affecter notre territoire. La préservation des sols (et plus largement des ENAF), constitue donc une problématique prégnante à prendre en compte par toutes les collectivités locales essonniennes.

II- Les données à prendre en compte dans le PLU

1- Dans le rapport de présentation

➤ Les composantes physiques du territoire

Le Département recommande de décrire et de cartographier précisément, dans le PLU, l'ensemble des composantes physiques du territoire, car celles-ci conditionnent étroitement la biodiversité, les paysages et les activités humaines (agriculture, développement urbain, infrastructures...). Ces éléments sont à prendre en compte dans les réflexions d'aménagement territorial. Il s'agit notamment des thématiques suivantes :

- Le relief

- **La géologie** : Il convient de noter que certaines carrières et certains affleurements géologiques peuvent présenter un intérêt patrimonial ou scientifique (notion de « géopatrimoine ») qui pourraient justifier leur identification, voire leur protection ou leur valorisation dans le PLU.

- **Les sols** : Les sols constituent le support de toutes les activités humaines (zones urbaines, agriculture, espaces verts...) et des écosystèmes. Leur connaissance est donc primordiale comme élément de décision en matière de planification urbaine.

- **Le réseau hydrographique** : Au-delà des principaux cours d'eau, le Département recommande de cartographier précisément l'ensemble des annexes hydrauliques (rus, fossés, mares, mouillères, noues, sources...) afin de disposer d'un état des lieux précis des éléments à prendre en compte dans le cadre des futurs aménagements. L'état d'artificialisation des cours d'eau et de leurs berges mérite également d'être intégré. Pour plus d'informations, la Commune peut se rapprocher de son EPCI en charge de la GEMAPI, de son syndicat en charge de la gestion des cours d'eau, et de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Pour information, la Société de protection de la nature (SNPN) a réalisé un inventaire régional des mares qu'il serait utile de consulter et de prendre en compte.

Sources :

- Le relief : <https://www.geoportail.gouv.fr/actualites/naviguez-facilement-en-3d>
- Référentiel Géologique de la France (BRGM) : <https://www.brgm.fr/fr/site-web/referentiel-geologique-france>
- Inventaires régionaux et départementaux du patrimoine géologique
- Les sols : [Carte des sols - Geoportail \(geoportail.gouv.fr\)](https://www.geoportail.gouv.fr/carte)
- Le réseau hydrographique : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>
- Inventaire régional des mares : <https://www.snnpn.mares-idf.fr/>

➤ La trame brune

Le Département recommande d'intégrer dans le PLU la thématique de la trame brune (en termes de continuité, qualité et fonctionnalité des sols, pleine terre...), même si cette dimension importante des continuités écologiques ne figure actuellement pas dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

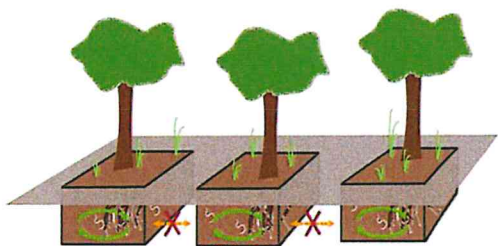
Complémentaire des trames verte, bleue, blanche et noire, la trame brune est constituée par l'ensemble tridimensionnel des éléments vivants et inertes constituant les sols et permettant d'assurer les fonctions et continuités écologiques nécessaires aux organismes réalisant tout ou partie de leur cycle de vie dans le sol.

Informations générales sur la trame brune

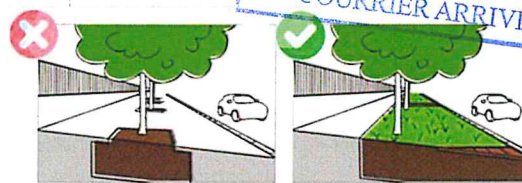
Les sols constituent un habitat pour de nombreux groupes biologiques. Ces premiers centimètres de la croûte terrestre abritent en effet des bactéries, des champignons, des petits invertébrés (collemboles, lombrics...), des mammifères (rongeurs, insectivores et petits carnivores creusant des galeries...) ou encore des végétaux (système racinaire). On estime que plus d'un quart des espèces terrestres seraient présentes dans les sols. Pour tous ces organismes, le sol est à la fois un lieu de vie et de déplacement.

Cependant, ces déplacements sont susceptibles de se heurter à de nombreux obstacles souterrains. Les sociétés humaines colonisent en effet fortement le compartiment du sol : fondation des habitations, réseau de transport d'énergie (ex : gazoducs, câbles) ou de personnes (ex : métro). Certaines activités humaines, comme l'extraction de matériaux ou l'agriculture, ont également des incidences directes sur le sol. En ville, les espaces de pleine terre peuvent être rares ; de nombreux espaces verts - par exemple en bords de rues - se limitent à des « grands bacs de terre » sans communication entre eux. Pourtant les arbres peuvent avoir besoin d'échanger des nutriments entre eux via leurs racines.

Dans ce contexte, il paraît essentiel de préserver les continuités écologiques des sols, en complément des continuités écologiques en surface déjà prises en compte par la TVB. Le terme de « trame brune » est utilisé pour désigner ce réseau écologique en profondeur, qui nécessite d'être protégé et restauré.



Exemple de problématique de fragmentation des sols en ville



Exemple de prise en compte de la trame brune dans les aménagements urbains

➤ Les zones humides

Les services de l'Etat (DRIEAT) mettent à disposition une cartographie des enveloppes d'alerte permettant d'identifier les zones humides d'Île-de-France et ainsi assurer leur protection. Cette base de données indique la probabilité de présence de zones humides sur le territoire régional.

Ces informations sont à compléter par des connaissances locales. La Commune peut également se rapprocher de son syndicat en charge de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) qui pourrait disposer de cartes plus précises.

Sources :

- DRIEAT IDF : <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>
- Zones humides potentielles en France (INRA/Agrocampus Ouest) : https://geosass.fr/web/?page_id=1723
- Zones humides identifiées au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 : <https://www.eau-seine-normandie.fr/domaines-d-action/sdage>

➤ Les espaces agricoles

L'Essonne est un territoire avec une surface agricole insuffisante, composée de 623m² de surface agricole utile productive par habitant, contre 4 000 m² nécessaires pour le régime alimentaire actuel. 1% de la surface agricole du Département a été artificialisée sur la période 2013-2018, soit 20 terrains de foot par mois. Cette situation justifie une attention particulière sur la nécessité de limiter fortement la consommation des espaces cultivés.

Sources :

- Outil de diagnostic agricole territorial : <https://crater.resiliencealimentaire.org/diagnostic/essonne>
- Inventaire biophysique de l'occupation des sols « CORINE Land Cover » - Ministère de la transition écologique : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/corine-land-cover-0>
- Recensement agricole (surface agricole utile) - Agreste : <https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat/#c=home>
- Recensement parcellaire graphique (RPG) - IGN : <https://www.geoportail.gouv.fr/actualites/les-usages-du-registre-parcellaire-graphique#>

Le Département recommande d'intégrer une cartographie des espaces agricoles à l'échelle communale, en précisant leur fonctionnalité, les types de cultures pratiquées, le



parcellaire, la desserte des terrains, le nombre et le type d'exploitants, les perspectives pour les exploitations existantes.

La cartographie pourrait également inclure l'identification des projets impactant l'exploitation des terres. Pour élaborer un diagnostic foncier et agricole détaillé, la Commune peut solliciter l'accompagnement de la SAFER Ile de France et de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France.

➤ La consommation d'ENAF et l'artificialisation des sols

Des informations sur l'artificialisation des sols sont disponibles sur un certain nombre de sites nationaux.

Sources :

- Portail de l'artificialisation : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/>
- Mon diagnostic artificialisation : <https://mondiagartif.beta.gouv.fr>
- Occupation des sols : www.geoportail.gouv.fr
- Occupation des sols en Ile de France et suivi de la consommation d'ENAF à l'horizon 2030 (Institut Paris Région) : <https://cartoviz.institutparisregion.fr>

Une cartographie précise de l'artificialisation des sols est disponible sur le référentiel cartographique de l'Occupation des sols à grande échelle (OCS GE). Il s'agit d'une base de données vectorielles décrivant l'occupation des sols et déclinée au niveau national.

Sources :

- Occupation du sol à grande échelle (OCS GE) : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/mesurer-lartificialisation-avec-locsg>

En matière de foncier et d'urbanisme, d'autres outils sont disponibles.

Sources :

- Fichiers fonciers : <https://datafoncier.cerema.fr/>
- Marchés et gisements fonciers : <https://urbansimul.cerema.fr/>
- Vacances des logements : <https://urbansimul.cerema.fr/donnees/logements-vacants>, <https://zerologementvacant.beta.gouv.fr/>

➤ Les données et ressources sur les sols

Le Département recommande d'intégrer toutes les informations disponibles sur les sols, notamment leur qualité, leurs usages et leur historique, lors de l'élaboration du PLU.

Cela inclut notamment l'histoire de l'occupation des sols et du développement urbain (ex : histoire industrielle ou agricole du territoire, grands travaux, anciennes pratiques agricoles...). La réalisation d'une analyse diachronique de l'évolution du territoire communal peut être source d'informations intéressantes pour la planification future.

Le PLU peut également intégrer :

- Les périmètres archéologiques,
- Les aléas retrait-gonflement des argiles,
- Les phénomènes d'érosion et de ruissellement : Au sein des espaces agricoles, le Département recommande à la Commune de cartographier précisément l'ensemble des haies, bosquets, remises boisées, arbres isolés, friches et bandes enherbées qui contribuent à la fixation des sols, à la limitation du ruissellement et à la biodiversité locale.
- Les îlots de chaleur,
- Les capacités de stockage des sols en carbone,
- Le mitage paysager (zones de « cabanisation » et d'habitat diffus),
- Les anciennes décharges, zones de dépôts sauvages, zones de remblais, parkings et infrastructures en déshérence...
- Les friches industrielles, commerciales, ferroviaires, agricoles, naturelles...
- Les sites de compensation écologique.

Sources :

Histoire de l'occupation des sols et du développement urbain :

- www.geoportail.gouv.fr : photographies aériennes anciennes, cartes anciennes (état-major, Cassini), cartes postales anciennes...
- <https://cartoviz.institutparisregion.fr> : évolutions vues du ciel de 1949 à 2021, occupation des sols en Ile-de-France de 1949 à 2017

Périmètres archéologiques (les sols comme témoins de l'histoire de l'Humanité) :

- Contact : Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)

Aléas retrait-gonflement des argiles :

- <https://infoterre.brgm.fr/page/alea-retrait-gonflement>

Phénomènes d'érosion et de ruissellement :

- Cartes des pentes en espaces agricoles : <https://www.geoportail.gouv.fr/actualites/carte-pentes-agriculture>
- Cartes du risque d'exposition au ruissellement : <https://cartoviz2.institutparisregion.fr/>
- Carte des haies linéaires en espaces agricoles : <https://www.geoportail.gouv.fr>

Ilots de chaleur :

- https://cartoviz2.institutparisregion.fr/?id_appli=icu&map=@2.304080682306939,48.64930094695021,12z

Capacité de stockage des sols en carbone :

- <https://aldo-carbone.ademe.fr/>

Friches :

- <https://cartofriches.cerema.fr/cartofriches/>

Sites et sols pollués :

- <https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels/basias>
- <https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels/basol#>

Sites de compensation écologique :

- <https://www.cerema.fr/fr/actualites/diffusion-au-public-donnees-mesures-compensatoires-liees>



En matière de ZAN et de sols, la Commune peut utilement se référer à différentes ressources produites au niveau national.

Sources :

ZAN – Guide synthétique :

- <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/bibliographie/zan-guide-synthetique>

Projet MUSE (intégration de la multifonctionnalité des sols dans les documents d'urbanisme) :

- <https://www.cerema.fr/fr/actualites/projet-muse-integrer-multifonctionnalite-sols-documents>

➤ **La préservation du petit patrimoine urbain**

Les dynamiques de densification et de recyclage urbain peuvent conduire à la disparition d'éléments intéressants du patrimoine urbain, entraînant la banalisation des paysages dans les villes et villages. Pour favoriser une bonne acceptation des objectifs du ZAN par les habitants, il est important de concilier l'architecture ancienne avec les nouveaux projets d'aménagement. Au sein du PLU, le Département recommande donc à la Commune de **réaliser un inventaire détaillé des éléments relevant de ses patrimoines historiques, paysager, architectural, industriel et vernaculaire...** Les points d'intérêts identifiés pourront ainsi être pris en compte via des prescriptions de préservation et de valorisation dans le règlement du PLU et dans le plan de zonage. Ils pourront également être intégrés dans les potentielles opérations d'urbanisation, contribuant ainsi à préserver l'identité du territoire, tout en répondant aux objectifs d'aménagement.

Prise en compte des éléments bâtis remarquables

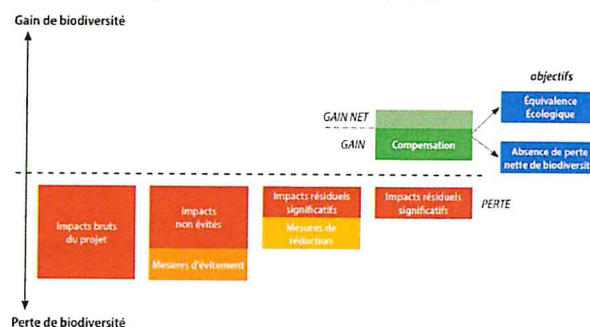
Le Code de l'urbanisme permet, dans le cadre des PLU, d'identifier et de localiser les éléments de paysage et de délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.

La protection peut s'appliquer par exemple à des quartiers, des ensembles bâtis homogènes, des bâtiments militaires ou religieux, mais également à des fermes, des bâtiments à usage artisanal ou industriel, des villas d'un type architectural particulier, ainsi qu'à des éléments du patrimoine vert (espaces boisés, mares, parcs, arbres remarquables). L'utilisation de cet article nécessite une justification dans le rapport de présentation du PLU qui doit comporter un repérage et une description permettant de motiver les mesures de protection.

Référence : article L.151-19 du Code de l'urbanisme

2- La séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) dans les PLU

La séquence ERC vise, par ordre de priorité, à éviter les atteintes à l'environnement, à réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, en dernier lieu, à compenser les impacts résiduels significatifs qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. Elle s'applique aux plans, programmes ou projets soumis à évaluation environnementale et/ou à certaines procédures prévues par le code de l'environnement (dérogations pour espèces protégées, autorisations loi sur l'eau...). Cette hiérarchie privilégie l'évitement et la réduction, la compensation intervenant uniquement en dernier recours.



Principes de mise en œuvre de la séquence ERC et de la compensation écologique

Au regard de son caractère stratégique, la planification territoriale constitue un échelon essentiel dans le déploiement de la séquence ERC. L'élaboration/révision d'un document d'urbanisme constitue en effet une opportunité de déployer la phase d'évitement à une échelle pertinente après une analyse de différents options (scénarios alternatifs, solutions de substitution...). Si possible, l'objectif est de retenir in fine les zones d'aménagement présentant le moins d'enjeux sur le plan écologique, limitant ainsi les contraintes réglementaires d'évitement, de réduction et de compensation à l'échelle des projets.

Les documents d'urbanisme peuvent également jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la compensation. Dans un souci d'anticipation, le PLU peut ainsi pré-calibrer les futurs besoins en compensation à l'échelle communale. Il peut aussi repérer le foncier disponible présentant un fort potentiel de gain écologique, c'est-à-dire des espaces susceptibles d'être mobilisés pour la mise en œuvre de mesures de compensation.

Concernant les projets d'aménagement prévus sur ou aux abords de zones naturelles à fort enjeux (zones humides, habitats d'espèces protégées, boisements...), le Département recommande donc en priorité d'éviter et réduire les impacts. En cas d'impacts résiduels, il



conviendra d'intégrer les mesures de compensation dans le PLU en anticipant les besoins fonciers et en définissant des zones à renaturer cet effet (cf. infra).

Le Département recommande d'appliquer la séquence ERC à l'objectif de Zéro Artificialisation Nette :

- **Eviter, en préservant les ENAF :**
 - Réinterroger les besoins du territoire pour limiter la consommation foncière
 - Optimiser les surfaces existantes par le renouvellement urbain et la densification douce
 - Maintenir des espaces ouverts en zone urbaine
- **Réduire, en appliquant les principes de sobriété foncière :**
 - Réduire les extensions urbaines
 - Limiter les emprises des aménagements
 - Adapter les projets (perméabilité écologique, espaces de pleine terre, continuités des sols...)
 - Mieux cibler l'artificialisation des ENAF (sur les sols les moins qualitatifs...)
 - Limiter l'imperméabilisation (revêtements perméables/drainants...)
- **Compenser, en renaturant :**
 - Déconstruire les surfaces imperméabilisées
 - Dépolluer les sols
 - Réaliser des travaux de génie écologique pour recréer des écosystèmes

Sources :

- <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/outils/eviter-reduire-compenser>
- <https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/DataStorage/SavoirFaire/NosTravaux/Environnement/zan/zan4/Berte-ZAN ERC.pdf>

concrètes de protection et reconquête de la fonctionnalité des sols et des écosystèmes, comme par exemple :

- les points de rupture dans la trame des continuités écologiques à résorber/atténuer,
- les milieux naturels à restaurer,
- les réseaux d'écosystèmes à renforcer (mares, haies, bandes enherbées...),
- la nature en ville à conforter,
- les sites à désimperméabiliser, désartificialiser ou renaturer (cf. outils infra),
- les sols dégradés ou pollués à reconquérir,
- les zones susceptibles d'accueillir des compensations écologiques,
- les terres agricoles à préserver, etc.

Sources :

- Cartes « Où renaturer en Île de France ? » permettant également de visualiser les zones carencées en biodiversité : https://cartoviz2.institutparisregion.fr/?id_appli=regreen&map=@2.346481315628595,48.85541527046886,12z

Le Département suggère également d'intégrer la thématique de la trame brune (cf. supra) dans l'OAP TVB, par exemple en définissant des principes de préservation des sols (ex : sobriété foncière, coefficient de pleine terre, sols agricoles et naturels à préserver...) et en identifiant des continuités pédologiques à maintenir ou à restaurer dans le cadre des aménagements urbains ou des infrastructures linéaires.



Exemples de réalisations en faveur de la trame brune : lombricoduc et parking végétalisé

3- Dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

➤ L'OAP Trame Verte et Bleue

L'OAP relative aux continuités écologiques est devenue obligatoire dans les PLU depuis la Loi Climat et résilience de 2021.

Ce dispositif doit favoriser la mise en réseau des grandes entités naturelles présentes sur le territoire (cours d'eau zones humides, boisements, prairies...) afin de constituer un ensemble de continuités écologiques. Il se prolonge en milieu urbain par la mise en réseau des espaces verts existants plus ou moins fragmentés (parcs, squares, jardins privés, cœurs d'îlots, massifs arbustifs, pelouses, plantations d'alignements...). Au-delà de la cartographie de la TVB et de la définition de grands principes de préservation, le Département recommande à la Commune d'identifier dans le cadre de cette OAP des mesures

➤ Les OAP thématiques environnementales

Article R151-7 du Code de l'urbanisme : Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.

Elles peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs. Ces zones ou secteurs peuvent être délimités dans les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.



En fonction de ses caractéristiques spatiales et de ses objectifs d'aménagement, la Commune peut instaurer différentes formes d'OAP thématiques sur les sujets environnementaux, notamment les sols, comme par exemple :

- OAP « Sols vivants »
- OAP « Pleine terre »
- OAP « Trame brune »
- OAP « Désimperméabilisation »
- OAP « Densification »
- OAP « ZAN »...

La mise en place de ces OAP spécifiques reste cependant facultative et relève des choix des élus de la Commune.

➤ L'OAP Renaturation et compensations écologiques

Dans le cadre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser et de l'objectif ZAN, le Département recommande la mise en place d'une OAP dédiée à la renaturation dans le PLU. Cette OAP permet de réserver des terrains pour la réalisation de mesures compensatoires et vise à accompagner la désartificialisation des sols.

Le Département suggère de localiser cette OAP sur des terrains dégradés, déjà artificialisés, sur des « points noirs » écologiques ou à proximité de sites à forts enjeux écologiques. La surface de l'OAP à désartificialiser devrait s'efforcer d'être au moins équivalente à celle des surfaces impactées par les aménagements afin de tendre vers l'objectif ZAN.

Sources :

- <https://www.arb-idf.fr/ou-renaturer-en-ile-de-france/>

➤ Les OAP sectorielles

Dans le cadre des aménagements prévus au sein des OAP sectorielles, le Département recommande :

- de favoriser le recyclage urbain et la densification urbaine verticale et horizontale (ex : mobilisation du bâti mutable, du bâti vacant, des « dents creuses », des friches urbaines...),
- de stabiliser les lisières urbaines,
- d'éviter la consommation des terres agricoles,
- d'éviter les aménagements sur les milieux naturels d'intérêt,
- de conserver autant que possible la végétation en place,
- d'éviter l'aménagement de grands espaces publics trop minéraux (places, parvis, esplanades...),
- de privilégier la végétalisation des pieds de murs et façades.

Concernant les zones de stationnement et les voiries liées aux aménagements prévus par les OAP, lorsque cela est possible et pertinent, le Département recommande :

- de limiter l'imperméabilisation des sols en prévoyant des revêtements perméables, voire des parkings végétalisés,

- de prévoir un couvert arboré (avec des fosses de plantation contiguës permettant la continuité des sols et des réseaux racinaires au sein des espaces urbains).

Trame brune : prévoir la continuité des sols et suffisamment d'espace



Principes de prise en compte de la continuité des sols dans le cadre des aménagements urbains

4- Dans le règlement d'urbanisme

Les principes formulés dans le cadre des OAP sectorielles (cf. supra) sont applicables au sein du règlement.

Il est possible d'y intégrer des dispositions favorables à la préservation des sols comme le coefficient de pleine terre ou le coefficient de biotope dans son règlement.

III- Les outils pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation des sols

1- Les outils communaux

Le Département rappelle à la Commune qu'elle dispose de plusieurs outils pour contribuer à la protection des ENAF et à l'atteinte des objectifs du ZAN.

➤ Les zones préférentielles pour la renaturation (ZPR)

➔ Article L. 151-7 du Code de l'Urbanisme

Instaurées par la Loi Climat et résilience de 2021, les ZPR sont des espaces prioritaires pour la mise en œuvre des mesures prévues pour compenser les atteintes à la biodiversité et pour transformer des sols artificialisés en sols désartificialisés. Elles peuvent être identifiées par le PLU au sein :

- des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui peuvent préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation de ces secteurs ;
- du règlement graphique qui peut délimiter ces zones de manière complémentaire.

Elles peuvent être définies sur la base de critères environnementaux (TVB, zones inondables, îlots de chaleur...), mais aussi sociaux (proximité de logements et



d'équipements par rapport à des espaces verts ou naturels...).

Ces zones peuvent également figurer dans les SCoT et PLUi.

➤ *Le droit de préemption « ZAN »*

➔ *Article L. 211-1-1 du Code de l'Urbanisme*

Depuis la Loi ZAN du 20 juillet 2023, une Commune, titulaire du droit de préemption urbain, peut instituer, par délibération motivée, des secteurs prioritaires à mobiliser au regard de leur potentiel foncier pour favoriser l'atteinte des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols. Ces secteurs prioritaires peuvent couvrir en particulier :

- Des terrains contribuant à la préservation ou à la restauration de la nature en ville, notamment lorsqu'il s'agit de surfaces végétalisées ou naturelles situées au sein des espaces urbanisés ;
- Des zones présentant un fort potentiel en matière de renaturation, en particulier dans le cadre de la préservation ou de la restauration des continuités écologiques ;

Ces secteurs doivent être délimités par délibération motivée de la Commune ou de l'EPCI compétent en matière de droit de préemption urbain. Par ce biais, le droit de préemption urbain peut être institué en dehors des zones urbaines ou à urbaniser et donc dans toute zone agricole ou naturelle, ce qui fait la particularité de ce droit.

➤ *La zone agricole protégée (ZAP)*

➔ *Articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du Code rural et de la pêche maritime.*

Instaurée par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 la ZAP est une servitude d'utilité publique (annexée au PLU, et opposable aux révisions successives des documents d'urbanisme) qui consiste à soustraire à la pression foncière des espaces ruraux situés en milieu périurbain menacés par une urbanisation rapide. Elle permet la protection de zones agricoles dont la préservation sur le long terme présente un intérêt général soit en raison de la qualité de leurs productions, de leur situation géographique, ou de leur qualité agronomique. Elle relève de l'initiative communale ou intercommunale. Au sein de la ZAP, tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

2- Les outils départementaux

Le Département met à disposition des communes et de leurs EPCI deux outils pour contribuer à la lutte contre l'artificialisation des sols.

➤ *Les Périètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PPEANP)*

➔ *Article L. 113-15 et suivants du Code de l'Urbanisme*

Cette compétence permet au Département de préserver et de mettre en valeur des espaces naturels et agricoles fragilisés en zone périurbaine. Ce dispositif se traduit par :

- la délimitation de périmètres d'intervention,
- la définition d'un programme d'actions visant à favoriser les exploitations agricoles, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages.

L'instauration de ces PPEANP permet de :

- stabiliser les fronts urbains,
- empêcher l'urbanisation des ENAF,
- maintenir l'agriculture périurbaine,
- faciliter l'acquisition des terrains dans un but de protection et valorisation des espaces agricoles et naturels.

Les projets de périmètres sont soumis à l'accord des collectivités compétentes en matière d'urbanisme (PLU), ainsi qu'à l'avis de plusieurs acteurs.

Une fiche spécifique sur cet outil est disponible, sur demande, auprès de la Direction de la Transition Écologique.

➤ *Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)*

➔ *Article L. 113-8 et suivants du Code de l'Urbanisme*

Cette compétence permet au Département d'acquérir, protéger, gérer et ouvrir au public des espaces afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels.

Une fiche spécifique sur cet outil est disponible, sur demande, auprès de la Direction de l'Environnement – Conservatoire des ENS.

IV- La politique départementale de lutte contre l'artificialisation des sols

En 2020, le Département de l'Essonne a adopté une première série d'orientations en matière de lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain. Il a ainsi été le premier département de France à se doter d'un cadre permettant d'agir dans ce domaine émergent. Le Département souhaite contribuer activement à l'atteinte du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 en Essonne avec les partenaires locaux.

3 axes ont été retenus à cette occasion. Ils visent à :

- Inciter au renouvellement urbain et à la densification,



- Renforcer la préservation des espaces naturels et agricoles périurbains,
- Mener des actions expérimentales et exemplaires en termes de protection et renaturation des sols.

Sources :

- *Délibération du 14 décembre 2020 sur les Orientations départementales pour lutter contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols en Essonne.*
- *Délibération du 3 avril 2023 sur la Stratégie départementale de lutte contre l'artificialisation des sols en Essonne (2023-2030)*

Les documents sont disponibles sur demande auprès de la Direction de la Transition Écologique et sur le site du Département : <https://www.essonne.fr/le-departement/fonctionnement-du-departement/lassemblee-departementale> (cf. rubrique « Délibération et actes »)

1- La Stratégie départementale de lutte contre l'artificialisation des sols

Suite à la promulgation de la Loi climat et résilience en 2021, la politique départementale a été complétée en avril 2023 par le vote du Plan Eco-ambition 91 assorti d'une feuille de route contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain (2023-2030).

Bien que dépourvu de compétences institutionnelles en matière d'aménagement du territoire, le Département dispose de nombreux leviers pour encourager la transition écologique de son territoire. Il a engagé une démarche volontariste et ambitieuse en faveur des sols autour des orientations suivantes :

- Contribuer activement à une trajectoire ZAN vertueuse pour l'Essonne aux horizons 2030 et 2050,
- Mieux connaître les phénomènes de dégradation des sols et partager les informations avec les territoires,
- Intégrer pleinement la lutte contre l'artificialisation des sols dans l'action départementale et viser l'exemplarité pour les projets départementaux,
- Accompagner les territoires,
- Se positionner comme ensemble pour faciliter l'émergence de projets exemplaires,
- Sensibiliser à la valeur des sols,
- Suivre la trajectoire ZAN de l'Essonne.

2- Les aides financières et conseils techniques à l'attention des collectivités

Le Département apporte un appui aux collectivités essonniennes en matière lutte contre l'artificialisation des sols. Dans le cadre de cette politique sectorielle, les communes peuvent bénéficier de conseils techniques et de subventions pour des acquisitions foncières, des études et des travaux visant à préserver et restaurer la qualité des

sols et la fonctionnalité de la trame brune, dans l'objectif de préserver/rétablir des espaces naturels ou agricoles. Les communes peuvent également solliciter des aides de la Région Ile-de-France voire de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

D'autres aides départementales peuvent également contribuer à la préservation des sols dans le cadre différentes politiques sectorielles (ex : eau, agriculture, ruralité, espaces naturels sensibles...). Les services du Département peuvent être consultés par les collectivités sur les sujets de la préservation des ENAF et de la reconquête de la qualité des sols. La Commune peut par exemple être accompagnée techniquement dans l'identification de sites à renaturer/désartificialiser ou dans la mise en œuvre de mesures de compensation environnementale.

Une fiche financière sur le dispositif départemental de financement des collectivités en matière de lutte contre l'artificialisation des sols est disponible sur demande auprès de la Direction de la Transition Écologique.

3- La mise à disposition d'études sur la connaissance des sols en Essonne

Le Département a commandité différentes études sur le sujet des sols auprès de l'Institut Paris Région (IPR). Les résultats de ces travaux sont mis à disposition des acteurs territoriaux pour les aider dans leurs réflexions sur l'aménagement de leur territoire. Ces données peuvent permettre à chaque commune de se situer par rapport aux autres collectivités essonniennes. Ces études sont disponibles sur le site de l'IPR.

Sources :

- Consommation d'espaces et développement urbain en Essonne (IPR - 2022) : <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/consommation-espace-et-developpement-urbain-en-essonne/>
- Territorialisation du ZAN - Etudes de cas / Communauté d'agglomération Paris Saclay & Communauté de communes du Val d'Essonne (IPR - 2022) : <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/territorialisation-du-zan/#:~:text=La%20territorialisation%20du%20z%C3%A9ro%20artificialisation,espaces%20naturels%2C%20agricoles%20et%20forestiers.>
- Territorialisation du ZAN - Etudes de cas / Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne & Syndicat de la Juine (IPR - 2023) : <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/territorialisation-du-zan/#:~:text=La%20territorialisation%20du%20z%C3%A9ro%20artificialisation,espaces%20naturels%2C%20agricoles%20et%20forestiers.>
- Atlas des sols en Essonne (IPR - en cours d'élaboration, publication prévue pour mi 2025).

4- La Banque foncière environnementale de l'Essonne

En 2024, le Département a mis en place une démarche permettant de mobiliser du foncier public pour différentes formes de compensation environnementale, ainsi que pour des actions volontaristes de renaturation et de restauration écologique.

Les objectifs de cette banque foncière sont les suivants :

- Mobiliser le foncier public en faveur de la reconquête de la biodiversité et des sols,
- Accompagner les territoires et les porteurs de projets dans une mise en œuvre optimisée de la séquence ERC et du ZAN,
- Anticiper et mutualiser les démarches foncières pour faciliter la mise en œuvre des compensations,
- Permettre d'atteindre le ZAN dès que possible,
- Favoriser la bonne intégration territoriale des projets de compensation.

Sous la forme d'une vitrine numérique présentant une offre de sites publics disponibles (= catalogue de fiches descriptives), cet outil est ouvert (sous conditions) aux collectivités essonniennes, ainsi qu'aux aménageurs publics ou privés, et aux opérateurs de compensation écologique.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site [essonne21.fr](https://www.essonne21.fr) ou prendre contact avec la Direction de Transition Écologique.

5- La charte pour la maîtrise de l'extension commerciale

Au cours des 60 dernières années, le territoire de l'Essonne a été marqué par un développement commercial soutenu et parfois anarchique, notamment dans sa partie Nord et en zone périurbaine. Tout en contribuant à la croissance économique du département, cette dynamique s'est traduite par d'importantes dégradations environnementales (étalement urbain, imperméabilisation des sols, perte de biodiversité, fragmentation de la trame verte et bleue, altération des paysages, îlots de chaleur, dépendance à la voiture...). Le développement commercial a donc fortement impacté l'image et l'identité de notre territoire.

En outre, les importantes évolutions en cours dans ce secteur économique nécessitent d'être accompagnées par les acteurs publics.

C'est pourquoi le Département a souhaité proposer une charte territoriale pour la maîtrise des extensions commerciales en partenariat avec la Direction départementale des territoires (DDT), la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA), l'Union des maires de l'Essonne

(UME) et le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE).

Les objectifs de cette charte sont les suivants :

- Prôner un développement commercial maîtrisé et qualitatif, fondé sur la sobriété foncière,
- Réduire fortement la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour contribuer à une trajectoire ZAN vertueuse en Essonne,
- Développer un haut niveau d'exigence en matière d'intégration environnementale,
- Accompagner la mutation des activités commerciales existantes vers des aménagements plus résilients face aux crises économiques, sociales et écologiques,
- Impulser une prise de conscience et mobiliser les acteurs concernés,
- Contribuer à faire évoluer l'image du territoire essonnien,
- Améliorer le cadre de vie des habitants.

Cette démarche s'articule avec les actions menées au niveau de l'Etat, des EPCI et des communes. Dans ce cadre, les collectivités concernées par des projets commerciaux peuvent disposer d'un accompagnement.

Sources :

- Etude « L'aménagement commercial en Essonne » (IPR – novembre 2023) : <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/lamenagement-commercial-en-essonne/>

6- La boîte à outils

Avec le soutien de l'ADEME, le Département a élaboré une gamme de fiches techniques portant sur différents outils mobilisables dans le cadre de la lutte contre l'artificialisation des sols et la protection des ENAF :

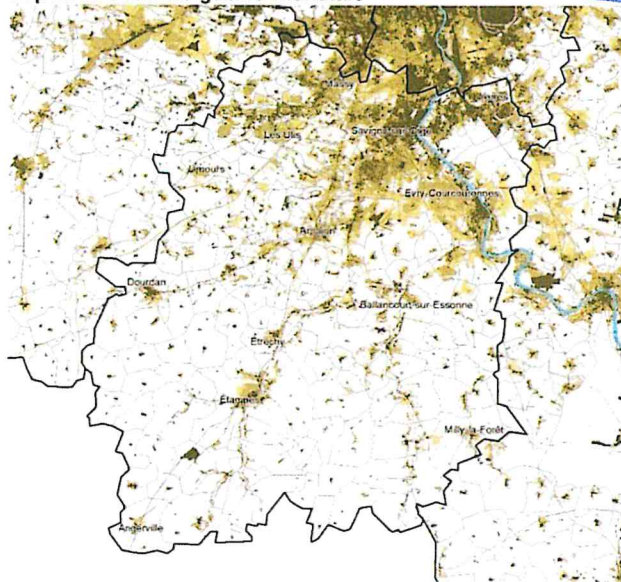
- Périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP)
- Zones agricoles protégées (ZAP)
- Biens vacants et sans maîtres
- Mise en valeur des terres incultes
- Aménagements fonciers, agricoles, forestiers et environnementaux (AFAFE)
- Droit de préemption ZAN
- Droit de préférence pour les parcelles boisées
- Arrêté interruptif de travaux,
- Séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC)
- Sites nationaux de compensation, de restauration et de renaturation (SNCRR)
- Zones préférentielles de renaturation des SCoT et secteurs à renaturer des PLU
- Protection des éléments au titre des articles L.151-19 et L.151-2 du code de l'urbanisme, etc.

Ces fiches techniques sont consultables sur demande auprès de la Direction de la Transition Écologique.

V- Annexes

L'occupation des sols en Essonne

Le développement urbain en Essonne depuis la seconde guerre mondiale



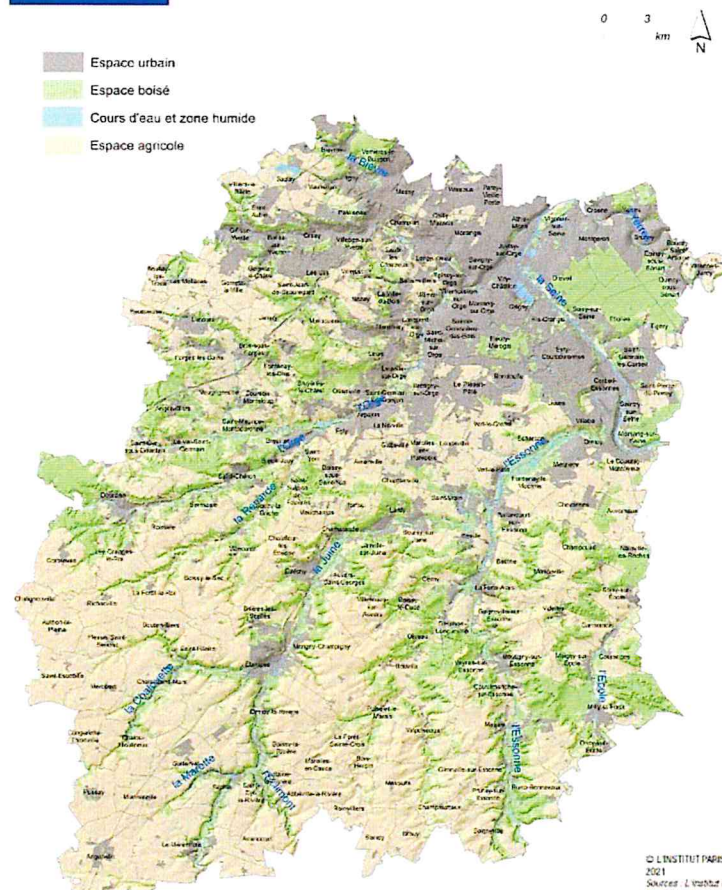
Evolution de l'occupation des sols de l'Essonne de 1949 à 2017

- Espaces urbanisés en 1949
- Espaces urbanisés de 1949 à 1982
- Espaces urbanisés de 1982 à 2017

© L'INSTITUT PARIS REGION 2017
Sources : L'Institut Paris Region, Mairie d'Occupation du Sol 2017

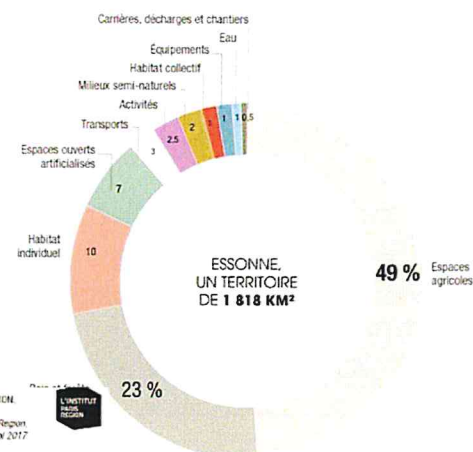


Carte de l'occupation des sols en Essonne



Le développement urbain en Essonne

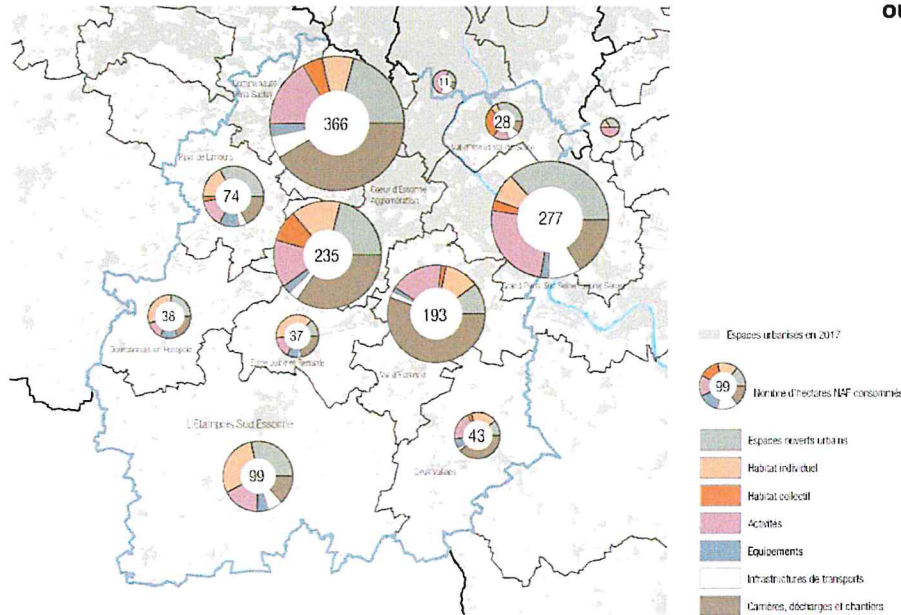
Répartition de l'occupation du sol en 2017 (en %)



© L'INSTITUT PARIS REGION 2017
Sources : L'Institut Paris Region, Mairie d'Occupation du Sol 2017



Répartition et destination urbaine de la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers par EPCI de 2008 à 2017



INSEE
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
2021
Journées de l'Environnement
Mars d'Éducation au 2017



Les aides financières départementales au titre de la lutte contre l'artificialisation des sols :

Détail des opérations financables et des taux applicables

Champs d'intervention	Type d'opérations financables*	Taux subventionnables*
Acquisitions foncières	<ul style="list-style-type: none"> Achat de terrains en vue d'éviter leur artificialisation Achat de terrains en vue de leur désartificialisation et de renaturation (friches industrielles ou urbaines, zones polluées, anciennes infrastructures désaffectées, terres agricoles dégradées, etc...) Achat de terrains en vue de stabiliser et restructurer les fronts urbains 	50 %
Etudes	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic et cartographie des sols Etudes pédologiques¹ et édaphiques² Sondages, analyses Inventaires de la faune et de la flore du sol etc. 	50 %
Travaux désartificialisation, dépollution et désimperméabilisation	<ul style="list-style-type: none"> Démolitions de bâtiments et infrastructures Désimperméabilisation de chaussées et parkings Excavation remblais Evacuation de boues polluées Réhabilitation de décharges, résorption de dépôts sauvages Confinement de zones polluées Dépollution de sols (selon traitement physico-chimique compatible avec la protection du milieu naturel) Restauration agronomique de sols Traitement biologique et phytoremédiation (plantations, ensemencement de microorganismes...) Petits aménagements de lutte contre l'érosion Equipements de suivi etc. 	50 %
Travaux d'aménagement en vue de stabiliser et restructurer les fronts urbains	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de génie écologique et paysager Travaux d'accueil du public 	50 %

Contact :

Département de l'Essonne
Direction de la Transition Écologique – Pôle ZAN
Tél : 01.60.91.93.03
Mail : dpecquet@cd-essonne.fr





Prise en compte du patrimoine naturel dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)



Avec un quart de son territoire occupé par des milieux naturels, l'Essonne possède une biodiversité particulièrement riche et variée. Platières gréseuses, pelouses calcicoles, prairies, zones humides et forêts composent une mosaïque de milieux emblématiques, produits du relief, de la géologie, des sols et d'activités humaines anciennes.

Cette nature remarquable est complétée par une nature dite « ordinaire », ainsi que par une biodiversité urbaine qui contribuent à la trame verte locale et au cadre de vie des Essonnais.

Les espaces agricoles abritent eux aussi une biodiversité intéressante (avifaune des plaines, flore messicole...), associée aux pratiques agricoles mais aujourd'hui très menacée.

L'Essonne, berceau historique de la géologie en tant que science, recèle également de nombreuses carrières et affleurements rocheux qui présentent un intérêt scientifique justifiant leur identification en tant que géopatrimoine.

Malgré les actions menées depuis plusieurs décennies par les pouvoirs publics, ce patrimoine naturel continue à être menacé au quotidien par différentes sources de dégradation : étalement urbain, mitage des paysages, fragmentation des continuités écologiques, surfréquentation, pollutions, dépôts sauvages, absence de gestion, etc.

Face à cette érosion et dans le contexte actuel d'urgence écologique, ce patrimoine naturel nécessite une pleine prise en compte par les politiques publiques. Les documents de planification doivent donc s'attacher à la préservation des espaces naturels remarquables, au maintien et au renforcement de la biodiversité ordinaire et urbaine, ainsi qu'à la reconquête des sites dégradés.

L'adoption ou la révision du PLU constitue une opportunité pour les communes d'intégrer pleinement la nature dans leurs réflexions en matière d'aménagement durable du territoire.

La présente fiche a pour ambition de :

- Proposer aux communes des éléments concrets susceptibles d'inspirer l'élaboration de leur diagnostic et, de façon plus large, l'ensemble des pièces constitutives du PLU ;
- Rappeler les outils départementaux mobilisables en matière de protection des espaces naturels.

Sommaire

I-	Enjeux de la préservation de la biodiversité.....	2
II-	Les données à prendre en compte dans le PLU	2
1-	L'atlas de la biodiversité communale (ABC)	2
2-	Dans le rapport de présentation	2
3-	Dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	6
4-	Dans le règlement d'urbanisme	8
III-	Les outils départementaux pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.....	9
IV-	Annexes	10

I- Enjeux de la préservation de la biodiversité

La nature rend différents services qui contribuent à la qualité de vie des populations justifiant sa préservation :

- **des services d'approvisionnement** : nourriture, matériaux, eau douce, ressources médicinales, biochimiques et génétiques ;
- **des services de régulation** : régulation de la qualité de l'air, du climat (séquestration et stockage du carbone), de la ressource en eau, des événements extrêmes (crues, tempêtes), prévention de l'érosion et maintien de la fertilité du sol, pollinisation, régulation des ravageurs et des maladies ;
- **des services culturels aux bénéfices immatériels** : loisirs et tourisme, santé physique et mentale ; appréciation esthétique des paysages, inspiration pour la culture et l'art, cadre de vie ;
- **des services de soutien maintenant les processus et fonctions des écosystèmes** : habitats pour les espèces, diversité génétique, cycle des nutriments, photosynthèse, etc.



Les services rendus par la nature

Source : WWF « Rapport Planète Vivante 2016 », adaptation de l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005

Intégrer la biodiversité de façon transversale dans la planification constitue une démarche gagnant-gagnant pour le territoire et les écosystèmes.

Le Département invite la Commune à intégrer les **aménités produites par la nature** dans ses réflexions en matière d'aménagement du territoire et à développer des **solutions fondées sur la nature**. Celles-ci correspondent à des actions qui s'appuient sur les écosystèmes pour relever les défis que posent les changements globaux à nos sociétés comme la lutte contre les changements climatiques, la gestion des risques naturels, la santé, l'approvisionnement en eau ou encore la sécurité alimentaire. En effet, des écosystèmes préservés ou restaurés, qui sont résilients, fonctionnels et diversifiés, accueillent une grande

biodiversité et fournissent de nombreux services écosystémiques à notre société.

Sources :

- <https://professionnels.ofb.fr/fr/doc/strategie-ecologique-territoriale-integrer-biodiversite-dans-lamenagement-territoire>
- <https://uicn.fr/solutions-fondees-sur-la-nature/>

II- Les données à prendre en compte dans le PLU

1- L'atlas de la biodiversité communale (ABC)

Une démarche pour mieux connaître la biodiversité

Un **Atlas de la biodiversité communale (ABC)** est une démarche qui permet à une commune (ou un EPCI) de **connaître, préserver et valoriser son patrimoine naturel**. Il prend la forme d'un inventaire des milieux et des espèces présents sur le territoire de la collectivité. Il implique l'ensemble des acteurs locaux (élus, citoyens, associations, entreprises...) concernés par la préservation de la nature. La réalisation de cet inventaire permet de cartographier les enjeux écologiques à l'échelle de ce territoire et d'établir un plan d'actions pluriannuel pour préserver la biodiversité.

En amont de l'élaboration ou révision du document d'urbanisme, le Département recommande donc à la Commune de réaliser un ABC. Cet outil d'information et d'aide à la décision permet de faciliter l'intégration des enjeux de biodiversité dans les démarches d'aménagement local.

L'élaboration d'un ABC doit être anticipée en amont de la révision du PLU (durée : 3 ans environ). Des aides financières existent au niveau de l'Etat (Office Français de la Biodiversité), de la Région et du Département pour établir ce type de document.

Source :

- Atlas de biodiversité communale : <https://www.ofb.gouv.fr/abc>

2- Dans le rapport de présentation

➤ Les composantes physiques du territoire

Le Département recommande de décrire et de cartographier précisément, dans le PLU, l'ensemble des composantes physiques du territoire.

Le relief, la géologie, les sols et le réseau hydrographique constituent le socle sur lequel les écosystèmes se développent. Ils structurent les paysages, ainsi que de nombreuses activités humaines (agriculture, sylviculture, aménagement du territoire...). Leur prise en compte dans le PLU est donc primordiale.

Source :

- Voir fiche : Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols dans les PLU



➤ Le patrimoine géologique du territoire

Le géopatrimoine

La notion de « géopatrimoine » désigne des sites géologiques témoignant de l'histoire de la Terre et des phénomènes géologiques naturels. Leur valeur patrimoniale réside dans leur importance scientifique, pédagogique, culturelle et industrielle qui peut justifier une protection et une gestion appropriées.

Comptant environ 240 hectares de sites géologiques, l'Essonne abrite un riche géopatrimoine composé de nombreuses carrières. Certains de ces affleurements géologiques peuvent présenter un intérêt patrimonial justifiant leur identification, voire leur protection ou leur valorisation dans le cadre du PLU.

Sources :

- Inventaire national du patrimoine géologique : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/ingp>
- Inventaire du patrimoine géologique francilien : <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/inventaire-du-patrimoine-geologique-a4674.html>
- Inventaire départemental du patrimoine géologique (2007) : contacter le CD91

➤ Les composantes écologiques du territoire

Le Département recommande de décrire et de cartographier précisément dans le PLU l'ensemble des composantes du patrimoine naturel communal afin de mieux les intégrer dans les réflexions d'aménagement du territoire.

Il s'agit notamment des thématiques suivantes :

L'occupation des sols et son évolution :

Le Département recommande à la Commune d'analyser en détail l'occupation actuelle des sols sur son territoire, ainsi que son évolution dans le temps, afin de mettre en évidence les dynamiques de mutation qui ont façonné l'espace pour aboutir aux paysages actuels. Différentes données peuvent être utilisées à cet effet (cartes de Cassini, cartes d'état-major du XIXe siècle, photos aériennes et satellitaires...).

Sources :

- Photographies et cartes anciennes : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>
- Corine Landcover : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/corine-land-cover-2018>
- MOS, ECOMOS et EVOLUMOS : contacter l'Institut Parais Région
- Evolution des territoires franciliens : https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id_appli=ortho2018&x=660178.251475573&y=6850832.209571399&zoom=4
- Occupation des sols à grande échelle : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/occupation-du-sol-grande-echelle-2016-2017-artificialisation-3>

La flore, la faune et les milieux naturels :

Ces éléments méritent d'être détaillés dans le rapport de présentation, tant pour leurs composantes remarquables qu'en matière de nature dite « ordinaire » et de biodiversité urbaine. La présence d'espèces protégées doit être signalée dans le PLU et prise en compte dans les futurs aménagements.

Le Département recommande à la Commune de réaliser des inventaires faune-flore au niveau des sites à aménager identifiés dans le PLU.

Sources :

- Conservatoire botanique national du bassin parisien : <https://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp>
- Inventaire national du patrimoine naturel : <https://inpn.mnhn.fr/accueil/index>
- Agence régionale de la biodiversité : <https://www.arb-idf.fr/>

Les espaces naturels protégés :

Les dispositifs de protection des espaces naturels

Les espaces naturels protégés sont nombreux en Essonne. Différents statuts de protection (réglementaire ou foncière) sont mis en œuvre par :

- l'Europe (Natura 2000),
- l'Etat (réserves naturelles, arrêtés de biotope...),
- la Région (sites acquis par Ile de France Nature, parcs naturels régionaux...),
- le Conservatoire d'espaces naturels d'Île de France (terrains du CEN)
- le Département (espaces naturels sensibles...) afin de contribuer à la Stratégie nationale des aires protégées.

Ces périmètres sont à faire figurer dans le rapport de présentation. Leur intégrité doit être assurée dans le cadre des documents de planification.

Sources :

- Géoportail : <https://www.geoportail.gouv.fr/thematiques/developpement-durable-energie>

Contacts :

- DRIEAT et DDT de l'Essonne,
- Ile de France Nature,
- Département de l'Essonne.

Les zones humides :

L'importance des milieux humides pour la ressource en eau

Par leurs différentes fonctions, les milieux humides jouent un rôle primordial dans la régulation de la ressource en eau, l'épuration des eaux et la prévention des crues. Ils rendent ainsi divers services en matière d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à ses conséquences.

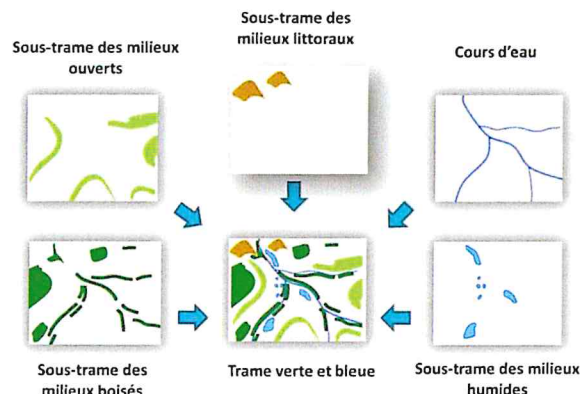
Les services de l'Etat (DRIEAT) mettent à disposition une cartographie des enveloppes d'alerte permettant d'identifier les zones humides d'Île-de-France et ainsi assurer leur protection. Cette base de données indique la probabilité de présence de zones humides sur le territoire



régional. Ces informations peuvent être complétées par des connaissances locales : la Commune peut ainsi se rapprocher de son syndicat en charge de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) ou de son PNR qui peuvent disposer de cartes plus précises.

Sources :

- DRIEAT IDF : <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>
- Zones humides potentielles en France (INRA/Agrocampus Ouest) : https://geosass.fr/web/?page_id=1723
- Zones humides identifiées au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 : <https://www.eau-seine-normandie.fr/domaines-d-action/sdage>



Sous-trames composant la TVB

Source : UMS PatriNat

Les mares et mouillères

Les mares et mouillères, des milieux menacés

Les mares constituent des éléments importants dans l'armature de la trame bleue. Autrefois nombreuses au sein des boisements, des espaces agricoles et même dans les villages, elles ont fortement régressé au cours des dernières décennies : entre 30 et 40 % d'entre elles ont disparu depuis 1950 en France, et leur effectif est dix fois moins élevé qu'au début du siècle dernier. Souvent localisées sur les plateaux, les mouillères sont des dépressions humides peu profondes au sein des espaces agricoles. Elles abritent une flore spécifique et sont menacées par la grande culture intensive à l'échelle de l'Île de France.

Le Département recommande d'inventorier précisément ces éléments et de les identifier dans le PLU.

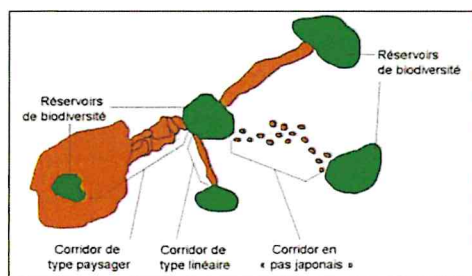
La Société de protection de la nature (SNPN) a réalisé un inventaire régional des mares qu'il peut être utile de consulter.

Sources :

- Inventaire régional des mares : <https://www.snnpn.mares-idf.fr/>

La trame verte et bleue (TVB)

La trame verte et bleue est un **réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques**. Cette démarche vise à identifier, conserver et améliorer la fonctionnalité des milieux, à garantir la libre circulation des espèces et à adapter la biodiversité aux évolutions du climat. Elle se décompose en différentes sous-trames.



Principes de la TVB

Source : Hesse 2012 – Guide COMOP TVB

La TVB trouve sa traduction en Île-de-France dans le **Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)**. Ce document, adopté en 2013 et co-élaboré par l'État et la Région dans le cadre des lois Grenelle I et II, vise à :

- identifier les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- identifier les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques ;
- définir les priorités régionales dans un plan d'action stratégique et proposer des outils adaptés.

Les informations contenues dans le SRCE peuvent être complétées par des connaissances acquises au niveau local dans le cadre d'études menées par différentes structures publiques (EPCI, PNR, syndicat de gestion de cours d'eau...).

Sources :

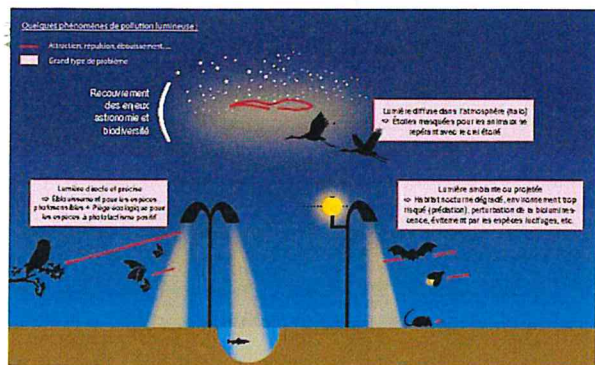
- SRCE, Agence Régionale de la Biodiversité : <https://www.arb-idf.fr/article/schema-regional-de-coherence-ecologique-1/>
- Atlas Ecoline, IPR : <https://geoweb.iau-idf.fr/portal/apps/View/index.html?appid=3658210e9f5c45b9a8d7d1fc7dd8237f>

La trame noire

La trame noire

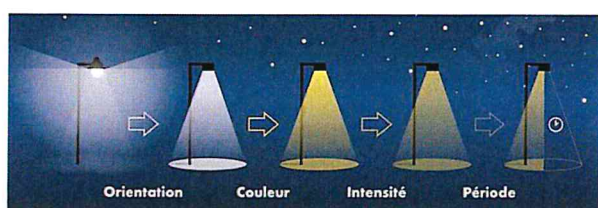
La lumière artificielle nocturne génère de nombreuses conséquences sur la biodiversité. Cette pollution lumineuse impacte le développement des végétaux et perturbe la vie des espèces animales nocturnes : certaines d'entre elles (ex : insectes, oiseaux...) sont attirées par les points lumineux, tandis que d'autres les évitent (ex : chauves-souris, mammifères terrestres, lucioles et vers luisants...). L'éclairage artificiel peut ainsi former des pièges écologiques ou des zones infranchissables pour certaines espèces, fragmentant ainsi leurs habitats naturels.

La trame noire correspond donc au réseau de corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes.



Principes de la trame noire

Source : d'après Sordella, 2017



Principes de limitation de la pollution lumineuse

Source : oiseauapapillonjardin.fr

Le PLU peut être un des moyens pour préserver et restaurer un réseau écologique propice à la vie nocturne, tout en contribuant à garantir la protection du ciel nocturne et à réduire la consommation énergétique de la collectivité.

Sources :

- Trame noire, Office Français de la Biodiversité : <https://www.ofb.gouv.fr/trame-verte-et-bleue/trame-noire>

La trame blanche :

La trame blanche

Le bruit produit par les activités anthropiques peut altérer le comportement de certaines espèces d'animaux en générant du stress, ou en perturbant la communication, la détection des proies ou des prédateurs, la reproduction, ou le sommeil.

La trame blanche permet donc de favoriser les continuités écologiques des espèces dépendantes de la communication sonore pour leur cycle de vie

Dans les communes soumises à des niveaux importants de bruit ambiant (par exemple en bordure d'infrastructures de transport ou d'activités industrielles), le Département recommande d'intégrer cette trame blanche dans le PLU : son identification peut permettre de favoriser les continuités écologiques de certaines espèces, notamment les oiseaux.

En zone urbaine, sur la base d'un diagnostic sonore et d'une caractérisation de « paysages sonores », il s'agit de concilier les différents enjeux afin de maintenir ou restaurer des zones de quiétude favorables à la fois aux

habitants et à la faune sauvage. Cela implique d'identifier les bruits les plus néfastes et de proposer des mesures pour les réduire.

Cette approche peut s'appuyer sur le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) - lorsqu'il existe - porté par l'Etat, le Département, les EPCI ou les communes.

Sources :

- « Bruit et biodiversité », Agence Régionale de la Biodiversité : <https://www.arb-idf.fr/nos-travaux/publications/bruit-et-biodiversite/>
- « Des zones moins bruyantes en ville », CEREMA : <https://www.cerema.fr/fr/actualites/zones-moins-bruyantes-ville-biodiversite-methodologie>
- « Sons et biodiversité en ville », CEREMA : <https://www.cerema.fr/fr/actualites/sons-biodiversite-ville-favoriser-paysages-sonores-qualite>

Contacts : Bruitparif

La trame aérienne :

La trame aérienne

De nombreuses espèces fréquentent l'espace aérien, notamment les oiseaux, les chauves-souris et les insectes. Leurs déplacements aériens peuvent être contraints par différentes constructions humaines qui occupent cette strate.

La trame aérienne vise donc à permettre des déplacements sécurisés pour la faune dans les airs. Elle aide à mieux prendre en compte les équipements pouvant poser un problème aux espèces volantes.



Principes de la trame aérienne

Source : agence d'urbanisme et d'aménagement de Toulouse aire métropolitaine

Pour les communes concernées par un parc éolien, un aéroport ou aérodrome, des lignes électriques HT ou THT, des ouvrages routiers ou ferroviaires, ou par de grands ensembles architecturaux vitrés (ex : zones d'activités), le Département recommande de prendre en compte cette trame aérienne.



Sources :

- Trame aérienne, Office Français de la Biodiversité : <https://www.trameverteetbleue.fr/vie-tvb/actualites/publication-deplacements-especes-volantes-vers-mise-oeuvre-trame-aerienne-dans>

La trame brune :

Sources :

- Voir fiche : Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols dans les PLU

Les paysages naturels :

Les paysages de l'Essonne

Les paysages de l'Essonne sont dessinés par les plateaux et les vallées. Ces reliefs contribuent fortement à différencier l'identité territoriale des 4 petites régions naturelles qui constituent le département : Brie, Hurepoix, Beauce et Gâtinais. Les paysages y sont très contrastés, alternant de vastes étendues agricoles, des buttes et des coteaux boisés. La Seine et ses affluents (Essonne, Juine, Ecole, Orge, Rémarde, Yvette, Bièvre et Yerres) entaillent les plateaux en formant des vallées où les villes et villages se sont progressivement développés.

Le Département recommande à la Commune de réaliser une analyse paysagère fine de son territoire afin d'identifier les sites remarquables, les éléments forts de l'identité du territoire ainsi que les points noirs qui mériteraient d'être améliorés.

En 2010, le Département de l'Essonne s'est doté d'un **guide des paysages urbains et naturels**, outil de référence pour préserver, valoriser et améliorer le cadre de vie, auquel la Commune pourra se référer.

Sources :

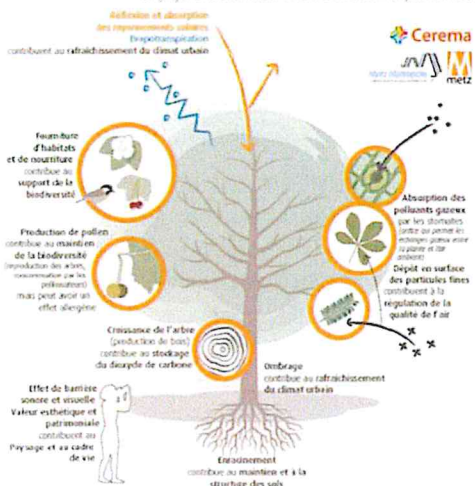
- Guide des paysages de l'Essonne (contacter le Département)

Le patrimoine arboré :

Le patrimoine arboré contribue à la qualité des paysages, à l'image de la Commune et au cadre de vie des habitants.

Les services rendus par les arbres

Services Écosystémiques rendus par les Arbres Modèles selon l'Essence
Un projet d'innovation sur le territoire de la métropole de Metz



Rôles de l'arbre

Source : CEREMA

Le Département recommande à la Commune de réaliser un inventaire détaillé de son patrimoine arboré (arbres remarquables, alignements, bosquets et haies isolés en espaces agricoles, anciens vergers...).

Le Département recommande de protéger ce patrimoine au travers des différents outils existants (EBC, ENS...).

3- Dans le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Même si les orientations du PADD ne sont pas opposables, elles permettent à la Commune de mettre l'accent sur son patrimoine naturel attestant ainsi une volonté d'intégration. Ces orientations peuvent par exemple s'organiser autour des axes suivants :

- Limiter la consommation d'espace et lutter contre l'artificialisation des sols ;
- Protéger les éléments forts du patrimoine naturel (espaces boisés, zones humides, champs d'expansion des crues...) ;
- Maintenir et renforcer la trame verte et bleue ;
- Développer la nature en ville et les espaces verts ;
- Restaurer les espaces dégradés et pollués ;
- Reconquérir les lisières urbaines ;
- Préserver la qualité des paysages ;
- Préserver les espaces agricoles, promouvoir l'agriculture urbaine, protéger le potentiel agronomique, etc.

4- Dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

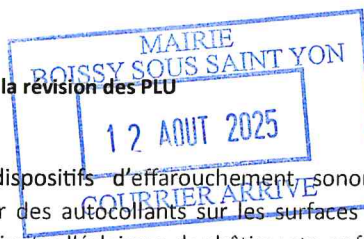
➤ **L'OAP Trame Verte et Bleue**

L'OAP relative aux continuités écologiques est devenue obligatoire dans les PLU depuis la Loi Climat et Résilience de 2021.

Ce dispositif doit favoriser la mise en réseau des grandes entités naturelles présentes sur le territoire (cours d'eau, zones humides, boisements, prairies...) afin de constituer un ensemble de continuités écologiques. Il se prolonge en milieu urbain par la mise en relation des espaces verts existants plus ou moins fragmentés (parcs, squares, jardins privés, cœurs d'îlots, massifs arbustifs, pelouses, plantations d'alignements...).

Au-delà de la cartographie de la TVB et de la définition de grands principes de préservation, le Département recommande à la Commune d'identifier dans le cadre de cette OAP des mesures concrètes de protection et reconquête de la fonctionnalité des sols et des écosystèmes, comme par exemple :

- les points de rupture dans la trame des continuités écologiques à résorber ou atténuer ;
- les sites naturels à restaurer ;



- les réseaux d'écosystèmes à renforcer (mares, haies, bandes enherbées...);
- la nature en ville à conforter ;
- les sites dégradés à désimperméabiliser, désartificialiser, renaturer ou dépolluer ;
- les zones susceptibles d'accueillir des compensations écologiques ;
- les espaces agricoles à préserver, etc.

Sources :

- Cartes « Où renaturer en Île de France ? » permettant également de visualiser les zones carencées en biodiversité : https://cartoviz2.institutparisregion.fr/?id_appli=regreen&map=@2.346481315628595,48.85541527046886,12z

Prise en compte de la trame noire : des dispositions peuvent être prises pour réduire les impacts de la lumière artificielle sur la biodiversité nocturne, comme par exemple :

- préserver les zones pas ou peu éclairées ;
- éviter l'éclairage des zones naturelles et de leurs lisières, ainsi que des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques ;
- adapter les éclairages en fonction des usages et des espaces ;
- réguler les périodes d'éclairage (horloge, temporisation, détection de présence) ;
- proscrire l'émission de lumière dirigée vers le ciel ainsi que l'éclairage non fonctionnel des façades et des arbres ;
- privilégier des dispositifs lumineux à faisceaux dirigés vers le sol et à intensité modérée.

Ces actions peuvent être accompagnées par l'installation de dispositifs en faveur de la petite faune nocturne (ex : gîtes à chiroptères, nichoirs pour chouette effraie...) ou la préservation de zones de reproduction à chauves-souris (caves, sous-pentes, dessous de ponts, cavités...).

Sources :

- « Intégrer la trame noire dans le PLU(i) », France Nature Environnement : https://www.fne-pays-de-la-loire.fr/wp-content/uploads/Fiche3-2_PLU_Guide_Trane_noire_FNE-PdL_2020-11_compressed-1.pdf

Prise en compte de la trame blanche : des dispositions peuvent être intégrées dans le document de planification en matière de construction ou de gestion intégrée des espaces urbains, verts et naturels, comme par exemple : préserver des espaces de quiétude, créer des murs ou merlons anti-bruit, planter des haies, mettre en place des revêtements spécifiques sur les voiries, concevoir des bâtiments adaptés par leur forme et leur disposition...

Prise en compte de la trame aérienne : des dispositions peuvent également être prises pour limiter les impacts des équipements sur la faune volante, comme par exemple :

installer des dispositifs d'effarouchement sonores ou lumineux, poser des autocollants sur les surfaces vitrées des bâtiments, limiter l'éclairage des bâtiments, enfouir les lignes électriques...

Prise en compte de la trame brune :

Sources :

- Voir fiche : Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols dans les PLU

➤ **Les OAP thématiques environnementales**

Article R. 151-7 du Code de l'urbanisme : Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19.

En fonction de ses caractéristiques spatiales et de ses objectifs d'aménagement, la Commune peut instaurer différentes formes d'OAP thématiques relatives au patrimoine naturel, comme par exemple :

- OAP « Biodiversité »
- OAP « Nature en ville »
- OAP « Trame bleue »
- OAP « Zones humides »
- OAP « Trame brune »
- OAP « Patrimoine paysager », etc.

La mise en place de ces OAP spécifiques reste cependant facultative et relève des choix des élus de la Commune.

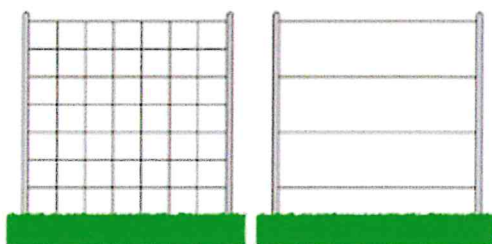
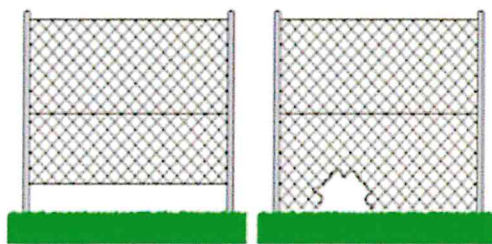
➤ **Les OAP sectorielles**

Dans le cadre des aménagements prévus au sein des OAP sectorielles, le Département recommande à la Commune, lorsque cela est possible, de :

- maintenir autant que possible les éléments naturels présents dans les périmètres d'aménagement (mares, fossés, zones humides, haies, arbres isolés, alignements, friches, prairies...);
- profiter des opérations d'aménagement pour maintenir/restaurer des « coins de nature » sur une partie de la parcelle à aménager (ex. : mares, mouillères, haies, bosquets, alignements arborés...);
- intégrer au bâti neuf des dispositifs pour l'accueil de la petite faune (ex. : nichoirs à oiseaux, gîtes à chauves-souris);
- maintenir des cavités existantes (non fragilisantes pour la construction) lors de la rénovation de bâtiments anciens (ex. : trous, joints non bouchés...) et maintenir des accès aux caves, combles et greniers (ex. : chatières...);
- équiper les grandes surfaces vitrées avec des dispositifs pour éviter les collisions d'oiseaux ;



- limiter la pollution lumineuse ;
- végétaliser les pieds de murs et façades ;
- créer des murs végétaux et des toitures végétalisées ;
- prévoir des dispositions permettant d'assurer la perméabilité des clôtures pour la petite faune...



Exemples de clôtures permettant le libre passage de la petite faune. (espace de 15 cm sous la clôture, ou maille/trou passage de 15X15cm en pied de clôture). Ces méthodes peuvent également être appliquées aux murs et palissades.

Source : 1001sitesnatureenville.ch

Concernant l'intégration de la préservation des sols et de la trame brune dans les OAP : voir la fiche : « Prise en compte de la lutte contre l'artificialisation des sols dans les PLU »

5- Dans le règlement d'urbanisme

Les principes formulés dans le cadre des OAP sectorielles (cf. supra) peuvent être déclinés au sein du règlement.

Conformément à l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme, « le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. [...] »

Il est également possible d'intégrer dans le règlement des dispositions comme le **coefficient de biotope** qui permet de fixer une obligation de maintien ou de création de surfaces non artificialisées et « éco-aménagées ».

Le coefficient de biotope

Le coefficient de biotope a été officialisé par la loi ALUR qui le propose sans l'imposer aux SCOT et PLU.

Il correspond à la part des surfaces dédiées à la nature par rapport à la surface totale d'une parcelle à aménager (en construction ou rénovation). Il permet la sauvegarde de la biodiversité en ville, en combinant les différents moyens susceptibles d'être mobilisés (espaces en pleine terre, toitures, et façades végétalisées, surfaces perméables, etc.)

Sources :

- Fiche Loi ALUR « La biodiversité dans les PLU et les SCOT », 2014 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/alur_fiche_la_biodiversite_dans_les_plu_et_scot.pdf

Le règlement peut également comprendre des dispositions en matière de plantations pour les espaces publics et privés. Le Département recommande de privilégier des essences issues de la palette locale. En effet, le recours à des espèces exotiques, généralement choisies pour leur qualité ornementale, peut s'avérer préjudiciable à l'environnement. Ces plantes peuvent présenter un caractère envahissant (entrant ainsi en concurrence avec les espèces locales) ou nécessiter un important investissement pour se développer (arrosage et amendement). À ce titre, la Commune constitue un relai essentiel auprès des habitants et des entreprises en termes d'information et de préconisation sur les choix de plantations.

Sources :

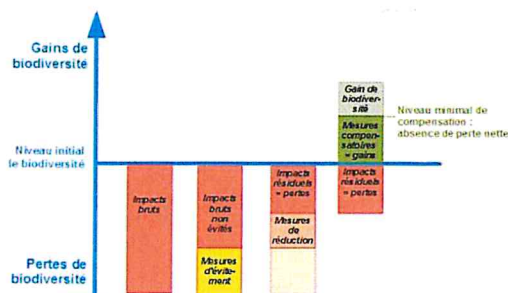
- Livret « Plantons local en Ile-de-France », ARB : https://www.arb-idf.fr/fileadmin/DataStorageKit/ARB/Publications/arb-idf_-_plantons_local_en_idf_-_web-bd.pdf
- Livret technique des plantations sur les ENS (contact : Département)

Le Département recommande à la Commune d'intégrer les continuités écologiques dans son PLU en envisageant un règlement et un zonage ad hoc de type Ntvp pour « zone naturelle liée à la trame verte et bleue ».

Au-delà du zonage spécifique, des éléments ponctuels pourront être identifiés dans le PLU au profit de la trame verte et bleue : identification et cartographie des éléments à protéger ou à requalifier, espaces boisés classés, emplacements réservés pour les espaces verts à créer et les espaces nécessaires aux continuités écologiques, terrains cultivés et espaces non bâtis nécessaires aux continuités écologiques à protéger et inconstructibles en milieu urbain, etc.



III- Intégrer la séquence Eviter-Réduire-Compenser dans le PLU



Source : Business and Biodiversity Offsets Programme modifié

Principes de la séquence ERC

Le Département recommande à la Commune d'intégrer pleinement la séquence ERC dans le cadre de son PLU lors de l'ouverture de secteurs à l'urbanisation. Cette approche permet généralement de proposer des projets mieux adaptés au territoire, d'anticiper les démarches réglementaires et foncières, mais aussi de mieux maîtriser le calendrier des projets. Elle doit permettre d'aboutir à un objectif de zéro perte nette de biodiversité. L'évitement et la réduction sont à rechercher en priorité.

- la recherche de l'évitement peut se traduire par l'abandon, le déplacement ou la réduction de la taille des projets d'aménagement ;
- les mesures de réduction peuvent être intégrées par l'adaptation des formes urbaines, des pratiques, des matériaux, du calendrier de travaux, des modalités d'intervention durant la phase de chantier ;
- les mesures de compensation interviennent en dernier ressort, si les impacts résiduels persistent, par la mise en place de mesures de génie écologique.

Il serait par ailleurs intéressant que la Commune anticipe ses besoins compensatoires en identifiant, dans son PLU, des zones de compensation destinées à recevoir des mesures écologiques adaptées, et en réservant du foncier à cet effet.

IV- Les outils départementaux pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Le Département met à disposition des communes et de leurs EPCI des outils pour contribuer à la protection du patrimoine naturel.

➤ Les Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PPEANP)

➔ Article L. 113-15 et suivants du Code de l'urbanisme

Cette compétence permet au Département de préserver et de mettre en valeur des espaces naturels et agricoles fragilisés en zone périurbaine. Ce dispositif se traduit par :

- la délimitation de périmètres d'intervention ;
- la définition d'un programme d'actions visant à favoriser les exploitations agricoles, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages.

L'instauration de ces PPEANP permet de :

- stabiliser les fronts urbains ;
- empêcher l'urbanisation des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) ;
- maintenir l'agriculture périurbaine ;
- faciliter l'acquisition des terrains dans un but de protection et valorisation des espaces agricoles et naturels.

Les projets de périmètres sont soumis à l'accord des collectivités compétentes en matière d'urbanisme (PLU), ainsi qu'à l'avis de plusieurs acteurs.

Une fiche spécifique sur cet outil est disponible, sur demande, auprès de la Direction de la Transition Écologique.

➤ Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

➔ Article L. 113-8 et suivants du Code de l'Urbanisme

Cette compétence permet au Département d'acquérir, protéger, gérer et ouvrir au public des espaces afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels.

Des informations sur cet outil sont disponibles, sur demande, auprès de la Direction de l'Environnement - Conservatoire des ENS.

➤ Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

➔ Article L. 361-1 du Code de l'environnement

Cette compétence permet au Département de préserver des sentiers et chemins (notamment les chemins ruraux) en garantissant les continuités piétonnes afin de permettre la découverte du territoire par la promenade et la randonnée. La préservation de cette trame viaire permet indirectement d'assurer le maintien de la trame verte (accotements enherbés, fossés, haies...).

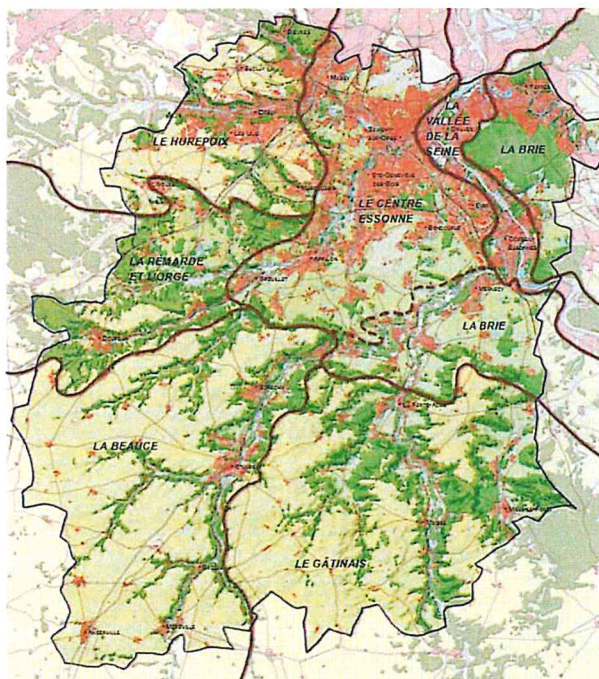
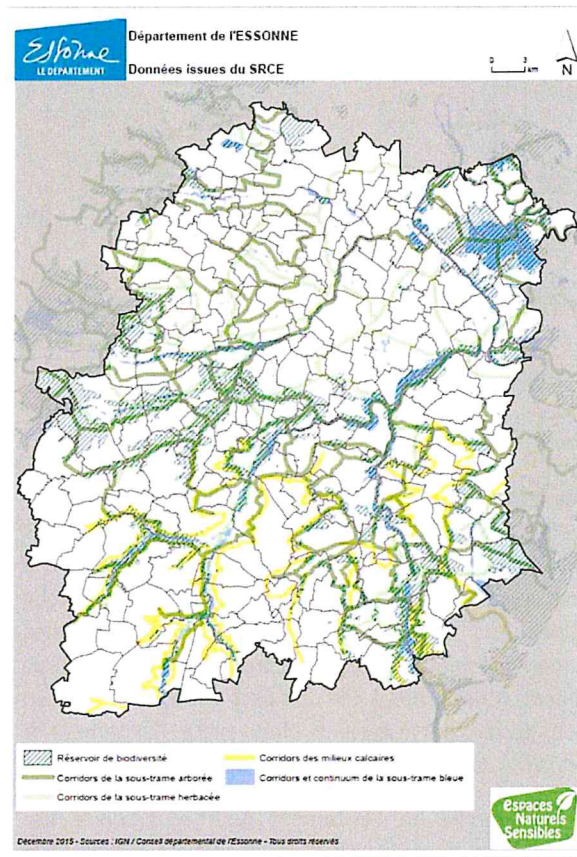
Des informations sur cet outil sont disponibles, sur demande, auprès de la Direction de l'Environnement - Conservatoire des ENS.



Contribution du Département de l'Essonne à l'élaboration et à la révision des PLU
Mises à jour : 14/05/2025

V- Annexes

Carte des continuités écologiques de l'Essonne



Carte des entités paysagères de l'Essonne

(Source : Guide des paysages de l'Essonne)

Urbanisation Espace agricole Boisements
 Limite de grand ensemble de paysage Limite de grand ensemble de paysage moins marquée

Contacts :

Département de l'Essonne

Direction de la Transition Écologique - tél : 01 60 91 93 03

Direction de l'environnement - tél : 01 60 91 97 27

